



The Law Society of  
Upper Canada

Barreau  
du Haut-Canada

## *Code de déontologie*

On peut se procurer des exemplaires du Code de déontologie au Service de la formation permanente (Publications) du Barreau du Haut-Canada, Osgoode Hall, 130, rue Queen ouest, Toronto (Ontario), M5H 2N6 (tél. : (416) 947-3381 ou, à l'extérieur de Toronto, 1-800-668-7380 sans frais d'interurbain).

26 mai 1995

# 130



# Avant-propos

---

L'avocat ou l'avocate doit respecter l'esprit autant que la lettre des règles déontologiques énoncées dans le présent code.

L'avocat ou l'avocate qui se conduit de façon irresponsable peut miner la confiance du public dans l'administration de la justice et la profession juridique. Aussi cette personne doit-elle agir de façon à honorer sa profession, à inspirer respect et confiance à sa clientèle et au public en général et à éviter l'apparence même de l'incorrection.

---

*Texte à jour le 26 mai 1995. Les présentes règles n'ont pas encore été adoptées en français par le Conseil du Barreau du Haut-Canada.*

---

# Interprétation

---

Pour l'application des présentes règles, «Barreau» s'entend du Barreau du Haut-Canada et «avocat ou avocate» s'entend d'un membre ou d'une membre et, s'il y a lieu, d'un membre étudiant ou d'une membre étudiante du Barreau.

Les mots employés au singulier s'entendent aussi de plusieurs personnes, parties ou objets du même genre.

Un mot interprété au singulier a un sens correspondant au pluriel.



# TABLE DES MATIÈRES

---

	<b>Page</b>
Avant-propos .....	i
Interprétation .....	ii
<b>Règle 1</b> La probité .....	1
<b>Règle 2</b> La compétence et la qualité des services .....	3
<b>Règle 3</b> La consultation .....	7
<b>Règle 4</b> Le secret professionnel .....	11
<b>Règle 5</b> Les conflits d'intérêts .....	15
<b>Règle 6</b> La conservation des biens de la clientèle .....	21
<b>Règle 7</b> Les emprunts à la clientèle .....	23
<b>Règle 8</b> Le désistement .....	25
<b>Règle 9</b> Les honoraires et débours .....	31
<b>Règle 10</b> La représentation en justice .....	35
<b>Règle 11</b> Les membres de la profession et l'administration de la justice .....	43
<b>Règle 12</b> La disponibilité et la publicité des services juridiques ....	45
<b>Règle 13</b> Les obligations envers la profession .....	51
<b>Règle 14</b> Les obligations entre collègues .....	53
<b>Règle 15</b> Les juges à la retraite qui reprennent l'exercice de la profession .....	55
<b>Règle 16</b> La délégation à des auxiliaires qui ne sont pas juristes ...	57
<b>Règle 17</b> Les activités étrangères à l'exercice du droit .....	61
<b>Règle 18</b> Les juristes qui occupent des fonctions publiques .....	63
<b>Règle 19</b> L'exercice du droit par des personnes non autorisées ....	65
<b>Règle 20</b> Les personnes radiées du Barreau .....	67
<b>Règle 21</b> Les juristes qui paraissent ou font des déclarations en public .....	69
<b>Règle 22</b> Le cabinet d'avocats et d'avocates interprovincial .....	73
<b>Règle 23</b> Les opérations hypothécaires .....	75

<b>Règle 24</b>	Les obligations des deux parties au stage : juristes et stagiaires .....	79
<b>Règle 25</b>	Les membres de la profession et la médiation .....	81
<b>Règle 26</b>	Le rapport médico-légal .....	83
<b>Règle 27</b>	Le harcèlement sexuel .....	85
<b>Règle 28</b>	La non-discrimination .....	87
<b>Règle 29</b>	Conflits résultant d'un changement de cabinet .....	89
	Abréviations, citations et bibliographies .....	99
	Notes .....	101
	Index .....	133

# La probité

---

## *Règle 1*

L'avocate ou l'avocat doit s'acquitter avec intégrité de ses devoirs envers sa clientèle, le tribunal, le public et ses collègues<sup>1</sup>.

### COMMENTAIRES

1. La personne qui veut exercer la profession juridique doit avant tout être intègre : c'est la qualité fondamentale qu'on attend d'elle. Le moindre doute qu'entretient le client ou la cliente sur la loyauté de son avocat ou son avocate porte irrémédiablement atteinte à leurs relations. Le ou la membre de la profession qui n'est pas intègre ternit sa réputation professionnelle et nuit à son client ou sa cliente, quelle que soit par ailleurs sa compétence<sup>2</sup>.

2. Un comportement indigne ou douteux de la part du ou de la juriste, soit dans sa vie privée, soit dans l'exercice de sa profession, discrédite ses collègues et l'administration de la justice en général<sup>3</sup>. Si la mise au jour de ce comportement, même privé, est de nature à compromettre la confiance du client ou de la cliente envers l'avocat ou l'avocate en sa qualité de conseiller professionnel ou de conseillère professionnelle, le Barreau peut être fondé à prendre des mesures disciplinaires<sup>4</sup>.

3. En règle générale, toutefois, le Barreau ne s'occupera pas de la vie privée des membres de la profession, ni de leurs activités extra-professionnelles dans la mesure où elles ne compromettent pas leur intégrité ou leur compétence professionnelles.



## La compétence et la qualité des services

---

### *Règle 2*

- a) L'avocat ou l'avocate a l'obligation de s'acquitter avec compétence des services juridiques qu'il fournit à sa clientèle<sup>1</sup>.
- b) L'avocat ou l'avocate doit assurer à sa clientèle un service consciencieux, diligent et efficace, d'une qualité au moins égale à celle qu'il attendrait normalement d'une ou d'un collègue compétent dans une situation semblable, et doit éviter d'exercer ses fonctions professionnelles de manière peu satisfaisante<sup>2</sup>.

(modifié en sept. 1990)

### COMMENTAIRES

#### *Connaissances et expérience*

1. La compétence, au sens de la première partie de la présente règle, va au-delà des titres officiels exigés pour exercer la profession. Elle renvoie plutôt aux qualités professionnelles requises pour traiter l'affaire qui lui est confiée; elle englobe les connaissances et l'expérience, ainsi que l'aptitude à les mettre effectivement à profit dans l'intérêt de la clientèle<sup>3</sup>.

2. La ou le juriste est supposé avoir les connaissances, l'expérience et les aptitudes requises pour exercer le droit. Le client ou la cliente est donc en droit de présumer que son avocat ou son avocate a les aptitudes et qualités requises pour traiter convenablement les questions juridiques dont il le saisit<sup>4</sup>.

3. Il s'ensuit que l'avocat ou l'avocate ne doit pas accepter une affaire s'il n'est pas honnêtement convaincu de posséder la compétence nécessaire pour la traiter ou qu'il peut l'acquérir sans délai, frais ni risques excessifs pour son client ou sa cliente. Il s'agit là d'une considération d'ordre moral, distincte des normes de diligence que pourrait invoquer un tribunal pour conclure à la négligence du ou de la membre de la profession.

4. La compétence, dans un domaine particulier, ne se limite pas à la seule compréhension des principes juridiques pertinents. Elle suppose en outre une connaissance suffisante des règles de pratique et de procédure nécessaires à la mise en oeuvre de ces principes.

#### *Maintien de la compétence*

5. L'avocat ou l'avocate se tient continuellement au courant de l'évolution du droit dans les domaines où il exerce, en suivant des programmes de formation permanente.

#### *Demande d'aide*

6. L'avocat ou l'avocate ne doit pas hésiter à dévoiler son manque de compétence pour une affaire déterminée et à reconnaître qu'en s'en chargeant, il rendrait un mauvais service à son client ou sa cliente; le cas échéant, le ou la juriste doit refuser son concours ou obtenir la permission de son client ou sa cliente de consulter une ou un collègue compétent en la matière, de collaborer avec lui ou de retenir ses services. L'avocat ou l'avocate doit également savoir reconnaître une affaire qui requiert la consultation ou la collaboration de spécialistes dans des disciplines non juridiques, notamment dans le domaine de la comptabilité ou des sciences; l'avocat ou l'avocate ne doit pas hésiter à en avertir son client ou sa cliente et à lui demander les instructions nécessaires.

#### *Rapidité*

7. Pour assurer à sa clientèle un service consciencieux, diligent et efficace, l'avocat ou l'avocate doit prendre toutes les mesures nécessaires pour la servir rapidement. S'il ne prévoit pas pouvoir conseiller ou servir son client ou sa cliente dans un délai convenable, il doit l'en informer<sup>5</sup>.

#### *Exercice imparfait de la profession*

8. On pourrait multiplier les exemples de comportements qui ne satisfont pas aux normes de qualité exigées par la règle. Les exemples qui suivent ne sont donnés qu'à titre indicatif et ne constituent pas une liste exhaustive. Sont notamment contraires à la règle :

(modifié en sept. 1990)

- a) le fait de ne pas informer raisonnablement sa clientèle;
- b) le fait de ne pas répondre aux demandes de renseignements raisonnables de la clientèle;
- c) le refus, sans motif valable, de répondre aux appels téléphoniques de la clientèle;
- d) le non-respect des rendez-vous avec les clients et les clientes sans explication ni excuses;

- e) le fait d'informer le client ou la cliente qu'une chose aura lieu ou qu'une mesure sera prise à une date déterminée, et de laisser passer cette date sans fournir de renseignements ni d'explications supplémentaires;
- f) le fait de ne pas donner de réponse, dans un délai raisonnable, à un message qui en exige une;
- g) le fait d'exécuter le travail nécessaire avec des retards tels qu'il ne présente que peu ou plus d'utilité pour le client ou la cliente;
- h) le travail négligé, notamment les erreurs ou les omissions dans les déclarations ou documents préparés pour la clientèle;
- i) l'absence de personnel ou d'installations nécessaires à l'exercice de sa profession;
- j) le fait de ne pas communiquer ou expliquer convenablement à la clientèle d'éventuelles propositions de transactions ou la position adoptée par la procureure ou le procureur de la poursuite;
- k) la tentative de dissimuler des négligences ou des erreurs, en cachant des faits à sa clientèle ou en lui faisant de faux rapports sur l'état de ses affaires;
- l) le fait de ne pas conserver de notes sur les recherches de titre dans chaque dossier immobilier ou dans un autre dossier faisant partie du registre central du cabinet d'avocats et d'avocates, pourvu que le dossier immobilier et le dossier du registre central renvoient l'un à l'autre;
- m) le fait de ne pas tenir d'aide-mémoire des délais ou de ne pas utiliser un système de rappel pour assurer efficacement le suivi des dossiers;
- n) le fait de ne pas présenter à la clientèle un rapport immédiat et complet lorsque le travail est terminé ou, si un rapport final est impossible, le rapport provisoire auquel elle peut raisonnablement s'attendre dans les circonstances;
- o) le fait de se mettre sciemment dans l'incapacité de servir au mieux les intérêts de la clientèle, par exemple en abusant de boissons alcooliques ou en consommant des stupéfiants<sup>6</sup>.

### *Conséquences de l'incompétence*

9. La présente règle ne vise pas la perfection. L'erreur, bien qu'elle puisse éventuellement donner lieu à une action en dommages-intérêts, ne constitue pas forcément un manquement à la règle. Cependant, la preuve d'une faute lourde ou d'exercice imparfait de la profession, ou encore de la répétition d'erreurs ou de négligence peut établir qu'il y a eu manquement, abstraction faite de toute responsabilité civile. La négligence peut donner naissance à une action en dommages-intérêts, tandis que l'incompétence et l'exercice imparfait de la profession peuvent entraîner, de plus, une sanction disciplinaire<sup>7</sup>.

(modifié en sept. 1990)

10. La ou le juriste incompétent nuit à sa clientèle, déshonore sa profession et risque de jeter le discrédit sur l'administration de la justice. En plus de compromettre sa réputation et sa carrière, cette personne peut aussi causer du tort à ses associés, associées et partenaires ou à ceux ou celles qui dépendent d'elle.



## La consultation

---

### *Règle 3*

L'avocate ou l'avocat doit conseiller sa clientèle avec franchise et honnêteté<sup>1</sup>.

#### COMMENTAIRES

##### *Qualité des conseils*

1. Aux personnes qui le consultent, l'avocat ou l'avocate doit donner des conseils sérieux, fondés sur une connaissance suffisante des faits pertinents, une étude appropriée du droit régissant la matière et sa propre expérience. Ses conseils doivent être francs et directs, refléter clairement son opinion sur le fond de l'affaire et son issue probable<sup>2</sup>.

2. Si le client ou la cliente ne semble pas comprendre sa situation ou la nature exacte des questions en jeu, l'avocat ou l'avocate ne se contente pas de lui donner des conseils : il doit aussi lui fournir toutes les explications propres à l'éclairer sur son cas<sup>3</sup>.

3. L'avocat ou l'avocate doit indiquer clairement les faits, circonstances ou hypothèses sur lesquels repose son opinion, notamment dans les cas où il est justifié d'éviter au client ou à la cliente les frais d'une enquête complète. À moins que le client ou la cliente ne lui ait expressément donné des instructions contraires, la ou le juriste doit procéder à une enquête suffisamment détaillée pour que ses conseils ne se limitent pas à de simples commentaires assortis d'une multitude de réserves.

4. L'avocat ou l'avocate doit éviter d'être trop optimiste, en particulier lorsque cette attitude peut influencer la décision du client ou de la cliente de retenir ses services<sup>4</sup>.

##### *Transaction ou règlement à l'amiable*

5. L'avocat ou l'avocate doit encourager sa clientèle à transiger ou à régler un différend à l'amiable, lorsqu'il est possible de conclure une transaction acceptable, et doit la dissuader d'entamer des procédures inutiles<sup>5</sup>.

*Malhonnêteté ou fraude de la clientèle*

6. L'avocate ou l'avocat consulté ne doit favoriser en aucune manière la fraude, la malhonnêteté, le crime ou l'illégalité et ne doit pas instruire sa clientèle des moyens de violer la loi et d'en éluder les sanctions. Le ou la membre de la profession doit se garder de devenir l'instrument de clients et clientes sans scrupules ou de leur entourage<sup>6</sup>.

7. Il ne s'ensuit pas nécessairement qu'il faille condamner la pratique des causes types de bonne foi. Lorsqu'aucun dommage à la personne n'est à redouter, on conçoit que le ou la juriste puisse accepter de conseiller et de représenter le client ou la cliente qui, de bonne foi et pour des motifs suffisants, veut mettre une loi à l'épreuve, la façon la plus efficace étant de commettre techniquement une infraction donnant lieu à une cause type<sup>7</sup>.

*Menace d'une poursuite criminelle*

8. Quel que soit l'état du droit sur le sujet, l'avocat ou l'avocate ne peut légitimement conseiller une poursuite criminelle ou quasi-criminelle, en brandir la menace, voire en tenter effectivement une pour assurer à son client ou sa cliente quelque avantage de nature civile<sup>8</sup>.

*Conseils sur des questions non juridiques*

9. Les membres de la profession juridique peuvent être consultés non seulement sur des questions de droit, mais aussi sur les aspects politiques, économiques ou sociaux d'une affaire, ou encore sur le meilleur parti à prendre entre plusieurs solutions possibles. Les avocats et les avocates ont souvent assez d'expérience pour conseiller utilement leur clientèle sur ces questions non juridiques. Ce faisant, les juristes doivent néanmoins lui signaler leur manque d'expérience ou de compétence en la matière, le cas échéant. Les membres de la profession juridique doivent toujours établir une nette distinction entre leurs conseils juridiques et les autres<sup>9</sup>.

*Responsabilité civile professionnelle*

10. Le devoir de franchise et d'honnêteté exige que la clientèle soit rapidement informée de toute erreur de nature à nuire à ses intérêts et difficile à corriger qui aurait été commise par l'avocate ou l'avocat chargé à l'affaire. En portant cette erreur à la connaissance de son client ou de sa cliente, la ou le juriste doit veiller à ne pas compromettre les droits que chacun possède, notamment en vertu d'un régime d'assurance, d'indemnisation ou de protection du client ou de la cliente. Par la même occasion, l'avocat ou l'avocate doit conseiller à son client ou à sa cliente de s'adresser à un ou une de ses collègues afin de connaître les recours que lui aurait ouverts l'erreur en question. D'autre part, pour sauvegarder au mieux les droits du client ou de la cliente, l'avocat ou l'avocate doit prévenir sans tarder son assureur ou autre organisme de garantie de l'éventualité d'une réclamation. Sauf objection du client ou de la cliente, le ou la juriste collabore avec l'assureur pour que la réclamation soit examinée dans les meilleurs délais. Si la ou le membre de la profession n'est pas indemnisé, ou si l'indemnité obtenue ne suffit pas à couvrir intégralement le

montant de la réclamation, l'avocat ou l'avocate fait droit promptement à toute réclamation qui lui serait directement adressée. L'avocat ou l'avocate ne doit en aucune manière abuser des circonstances ou de sa position pour empêcher ou compromettre l'indemnisation du client ou de la cliente. Dans tous les cas où la responsabilité ne fait pas de doute et où l'assureur est prêt à indemniser partiellement le client ou la cliente, l'avocat ou l'avocate a l'obligation de prendre les dispositions nécessaires pour s'acquitter du solde de la réclamation<sup>10</sup>.



## Le secret professionnel

---

### *Règle 4*

L'avocate ou l'avocat est tenu de garder le plus grand secret sur ce qu'il apprend des affaires et des occupations de sa clientèle au cours de leurs relations professionnelles. L'avocate ou l'avocat ne peut être relevé de ce devoir qu'avec l'autorisation expresse ou tacite de sa clientèle ou lorsque la loi l'ordonne<sup>1</sup>.

### COMMENTAIRES

#### *Principes directeurs*

1. L'avocat ou l'avocate ne peut fournir un service professionnel efficace s'il y a l'absence de communication libre et sans réserves avec sa clientèle. Corrélativement, celle-ci doit pouvoir compter sur l'entière discrétion de l'avocat ou l'avocate et être assurée que, sauf demande expresse de sa part, tout ce qui aura été communiqué ou discuté restera absolument secret et confidentiel<sup>2</sup>.

2. Il importe de distinguer cette règle déontologique des règles de preuve relatives au secret professionnel du ou de la juriste concernant les communications orales ou écrites avec sa clientèle. Plus exigeante, la règle déontologique ne tient pas compte de la nature ni de la source des renseignements, ni du fait que ceux-ci peuvent être connus d'autres personnes<sup>3</sup>.

3. En règle générale, l'avocat ou l'avocate ne doit pas révéler qu'on l'a consulté ou qu'on a fait appel à ses services pour une affaire déterminée, à moins que la nature de l'affaire ne l'exige.

4. Le ou le membre de la profession est tenu au secret envers tous ses clients et toutes ses clientes sans exception, que ceux-ci soient habituels ou occasionnels. Cette obligation ne prend pas fin avec le rapport professionnel dont elle est née, elle continue indéfiniment, même s'il s'est élevé des différends entre le ou la juriste et son client ou sa cliente<sup>4</sup>.

5. Le rapport fiduciaire qui existe entre l'avocate ou l'avocat et sa clientèle lui interdit d'utiliser, à son propre profit, au profit d'un tiers, ou au préjudice de son client ou sa cliente, tout renseignement confidentiel visé par la règle de déontologie. L'avocat ou l'avocate qui voudrait par exemple écrire son autobiographie, ses

mémoires ou des ouvrages analogues doit veiller à ne pas y révéler de renseignements confidentiels<sup>5</sup>.

6. L'avocat ou l'avocate doit veiller à ne pas révéler à un client ou une cliente des renseignements confidentiels concernant une autre cliente ou un autre client ou obtenus de celui-ci. Si la nature des services qui lui sont demandés l'oblige à le faire, le ou la juriste doit refuser ses services<sup>6</sup>.

7. L'avocat ou l'avocate doit éviter les conversations indiscrètes, même avec son conjoint ou sa famille, au sujet des affaires de sa clientèle. L'avocat ou l'avocate doit couper court à tout commérage, lors même que la personne visée ne serait ni nommée ni identifiée et doit s'abstenir de colporter des ragots sur les affaires ou les activités de sa clientèle, que ces ragots aient été portés fortuitement ou non à sa connaissance. Abstraction faite de la morale ou du bon goût, une conversation indiscrète entre deux collègues parlant métier qui serait entendue par des tiers capables de deviner ce dont il s'agit risque de porter préjudice au client ou à la cliente, sans compter que leur respect pour l'avocat ou l'avocate et la profession en général s'en trouvera probablement diminué<sup>7</sup>.

8. La présente règle ne vaut pas nécessairement à l'égard de faits qui sont de notoriété publique, mais il demeure que l'avocat ou l'avocate doit s'interdire d'alimenter ou de commenter toute conjecture relative aux affaires ou aux activités de sa clientèle.

9. La divulgation de renseignements confidentiels est possible avec l'autorisation expresse du client ou de la cliente et, dans certaines circonstances, l'autorisation peut être requise dans un acte de procédure ou un autre document remis dans une instance conduite pour le client ou la cliente. De même, sauf directive contraire de cette personne, l'avocat ou l'avocate peut s'ouvrir des affaires de son client ou sa cliente à ses associés, associées et partenaires, voire, si la chose est nécessaire, aux membres de son personnel non juridique, secrétaires ou commis par exemple. Cette autorisation implicite impose à l'avocat ou l'avocate le devoir de bien faire comprendre à ses employés et employées, stagiaires ou associés et associées l'importance du secret (même après la fin de leur service) et exige qu'il prenne toutes les précautions raisonnables pour les empêcher de divulguer ou d'utiliser des renseignements qu'il est lui-même tenu de garder secrets<sup>8</sup>.

#### *Divulgation justifiée*

10. Lorsque la loi ou l'ordonnance d'un tribunal compétent exige la divulgation de renseignements, l'avocat ou l'avocate doit veiller soigneusement à ne pas en révéler plus qu'il n'en est tenu<sup>9</sup>.

11. La ou le juriste est autorisé à divulguer des renseignements couverts par le secret s'il a de sérieux motifs de croire que sinon, un crime serait vraisemblablement commis<sup>10</sup>.

*Mise en cause de la conduite de l'avocat ou de l'avocate*

12. La divulgation peut encore être justifiée s'il s'agit pour l'avocat ou l'avocate de se défendre ou de défendre ses associés et associées ou employés et employées contre une accusation de faute ou de manquement professionnels, de fixer ses honoraires ou de les recouvrer dans une instance, mais seulement dans la mesure nécessaire à cette fin<sup>11</sup>.





## Les conflits d'intérêts

---

### *Règle 5*

L'avocate ou l'avocat ne doit pas conseiller ni représenter deux parties opposées et, à moins d'en avoir dûment averti sa cliente ou son client, actuel ou éventuel, et d'avoir obtenu son consentement, l'avocat ou l'avocate doit refuser d'agir ou de continuer à agir dans une affaire susceptible de constituer un conflit d'intérêts.

#### COMMENTAIRES

##### *Principes directeurs*

1. Il y a conflit d'intérêts lorsque les intérêts de l'avocat ou l'avocate sont susceptibles de l'inciter à préférer ses propres intérêts à ceux d'une cliente ou d'un client actuel ou éventuel ou d'affecter son jugement et sa loyauté envers cette personne<sup>1</sup>.

2. La justification de la règle est manifeste : les intérêts de la clientèle peuvent être sérieusement mis en jeu si le jugement et la liberté d'action du ou de la membre de la profession ne sont pas à l'abri d'influences compromettantes<sup>2</sup>.

3. Les conflits d'intérêts peuvent découler non seulement des intérêts financiers du ou de la juriste ou de ses associés et associées, mais aussi de leurs devoirs et de leur loyauté envers un autre client ou une autre cliente, y compris leur obligation de lui communiquer des renseignements<sup>3</sup>.

##### *Divulgation et consentement*

4. La règle exige que la cliente ou le client soit suffisamment informé pour décider en connaissance de cause si l'avocat ou l'avocate doit continuer à s'occuper de son affaire en dépit de l'existence ou du risque d'un conflit d'intérêts. S'il importe au client ou à la cliente que la liberté de jugement et d'action de son avocat ou avocate reste entière et n'entre pas en conflit avec d'autres intérêts, devoirs ou obligations, dans la pratique, cette considération n'est pas toujours décisive. Elle peut même ne constituer qu'un élément parmi ceux dont cette personne tient compte pour accorder ou refuser le consentement visé par la présente règle. D'autres facteurs peuvent en effet entrer en ligne de compte : la disponibilité d'une ou d'un autre membre de la profession aussi expérimenté ou compétent, les frais sup-

plémentaires qu'entraînerait le recours aux services d'une deuxième personne, les retards ou son manque de connaissance de l'affaire en question. Il se pourrait, dans ces conditions, que le client ou la cliente n'ait pas intérêt à retenir les services d'une deuxième personne. Ce serait le cas, par exemple, si le client ou la cliente et une autre partie à une opération commerciale se trouvaient être l'un et l'autre des clientes et clients habituels du même cabinet d'avocats et d'avocates, mais étaient régulièrement représentés par des juristes différents.

5. Avant que l'avocat ou l'avocate consente à représenter plusieurs personnes dans une affaire ou une opération quelconque, il doit prévenir les intéressés et intéressées qu'on le lui a demandé, qu'aucun des renseignements qui lui seront communiqués ne saurait être tenu pour confidentiel à l'égard des autres parties qu'il représente et que dans le cas où surgirait un conflit insoluble, il ne pourrait continuer à représenter toutes les parties et devrait peut-être même se dessaisir complètement de l'affaire. Si l'un des clients et clientes est une personne pour laquelle l'avocat ou l'avocate travaille régulièrement, il importe que ce fait soit révélé aux autres intéressés et intéressées et qu'il leur soit recommandé de se faire représenter par une personne indépendante. Si, malgré tout, toutes les parties consentent à ce que le ou la juriste en question agisse pour elles, celui-ci doit obtenir leur consentement par écrit ou leur adresser à toutes une lettre personnelle prenant acte de ce consentement, il est assez manifeste qu'un différend risque de surgir entre eux ou qu'à mesure que l'affaire avancera, leurs droits ou leurs obligations divergeront<sup>4,5</sup>.

6. Si un différend surgit entre les intéressés et intéressées, ou certains d'entre eux, après avoir donné leur consentement, l'avocat ou l'avocate ne doit pas continuer à les conseiller sur la question qui les oppose, sous peine d'enfreindre la règle, mais ne prend pas nécessairement le droit de les conseiller sur d'autres questions non litigieuses. Dans ces circonstances, il serait préférable que l'avocat ou l'avocate les réfère à des collègues. Cependant, si le différend n'appelle que peu ou pas de conseils juridiques mais porte plutôt, par exemple, sur les aspects commerciaux d'une opération, l'avocat ou l'avocate peut, si les clients et les clientes lui paraissent avoir l'expérience nécessaire, ne pas intervenir et les laisser s'entendre entre eux; ou encore le ou la juriste peut renvoyer une de ces personnes à un ou une collègue tout en continuant à conseiller l'autre, si les intéressées et les intéressés étaient convenus de cette solution à l'avance en cas de conflit d'intérêts.

#### *Avocat ou avocate en conflit d'intérêts*

7. Les mêmes principes s'appliquent au conflit d'intérêts qui tire son origine, non des fonctions de l'avocat ou l'avocate ou de ses obligations à l'égard d'un autre client ou d'une autre cliente, mais des intérêts, de nature financière ou autre que la ou le juriste peut avoir, lui ou un de ses associés ou associées, dans l'affaire. Ainsi, l'avocat ou l'avocate, ses parents, associés ou associées peuvent avoir des intérêts financiers dans les affaires du client ou de la cliente ou dans l'opération pour laquelle les services de l'avocat ou l'avocate sont retenus, notamment une participation dans une entreprise conjointe avec le client ou la cliente<sup>6</sup>.

*Placement des clients et clientes dans une affaire dans laquelle l'avocat ou l'avocate a des intérêts financiers*

8. Il n'est pas souhaitable que l'avocat ou l'avocate représente le client ou la cliente pour un placement relatif à une personne morale ou autre entité dans laquelle l'avocat ou l'avocate a des intérêts financiers, sauf si les valeurs de celle-ci sont cotées en bourse. L'avocat ou l'avocate doit insister à tout le moins pour que le client ou la cliente demande conseil à des membres de la profession indépendants lorsque les valeurs de la personne morale visée ne sont pas cotées en bourse. Le placement qui constitue en fait un emprunt au client ou à la cliente peut être régi par la règle.

9. a) Si le client ou la cliente choisit de se faire représenter par une personne indépendante, celle-ci agit à tous égards comme si elle était son avocate ou avocat personnel en ce qui a trait à l'opération.
- b) Avant qu'une somme ne soit avancée sur le placement projeté, l'avocate ou l'avocat indépendant qui conseille le client ou la cliente est tenu de lui remettre une attestation signée (dont une copie signée par le client ou la cliente est remise à l'avocate ou l'avocat initial) portant au moins les mentions qui suivent :
  - (i) L'avocat ou l'avocate qui délivre l'attestation a informé le client ou la cliente de son droit de se faire représenter par une personne indépendante; le client ou la cliente a expressément renoncé à ce droit et a choisi de se faire représenter par l'avocate ou l'avocat initial,
  - (ii) L'avocat ou l'avocate qui délivre l'attestation a expliqué à la cliente ou au client les aspects juridiques de l'opération et ce dernier a paru comprendre les conseils donnés; l'avocat ou l'avocate l'a de plus informé de la possibilité de consulter des spécialistes dans d'autres domaines qui seraient en mesure de se prononcer sur l'aspect financier, par exemple, du placement projeté.
- c) Si le client ou la cliente renonce à se faire représenter par une ou un juriste indépendant, mais qu'il le consulte seulement, le fait de conseiller l'investisseur ou l'investisseuse, dans les conditions décrites ci-dessus, impose à l'avocat ou à l'avocate en question une lourde responsabilité qu'il ne peut prendre à la légère et dont il doit s'acquitter consciencieusement.

10. Dans les cas mentionnés aux paragraphes 7 et 8, l'avocat ou l'avocate doit, avant de consentir à agir pour le client ou la cliente, lui révéler et lui expliquer la nature du conflit ou, s'il s'agit seulement d'un conflit éventuel, les circonstances dans lesquelles il risquerait d'apparaître. Si l'avocat ou l'avocate ne veut pas communiquer ces renseignements ou s'il ne peut le faire sans trahir le secret professionnel, il doit refuser ses services. Si, malgré les révélations du ou de la membre de la profession, le client ou la cliente persiste à requérir ses services, le ou la juriste doit obtenir son consentement par écrit ou lui donner acte dans une lettre personnelle.

Soulignons cependant que même si le client ou la cliente désire recourir aux services de l'avocat ou l'avocate dans de telles circonstances, celui-ci ne doit pas accepter sa décision sans réserve. Il ne doit pas oublier que s'il accepte, il devra servir le client ou la cliente avant tout. S'il doute le moins du monde de pouvoir donner priorité aux intérêts du client ou de la cliente, le ou la juriste doit refuser ses services.

#### *Avocat agissant comme arbitre*

11. La présente règle n'interdit pas à l'avocat ou l'avocate d'agir comme arbitre et de tenter de régler un différend entre plusieurs clients et clientes, ou anciens clients et clientes, qui sont *sui juris* et désirent recourir à son arbitrage<sup>7</sup>.

#### *Fonds en fiducie*

12. La présente règle ne s'applique pas lorsque l'avocat ou l'avocate détient des biens ou des fonds en fiducie. Dans ce cas, l'avocat ou l'avocate se conforme aux prescriptions du droit applicable et aux règles imposées par le Barreau.

#### *Action contre un ancien client ou une ancienne cliente*

13. L'avocat ou l'avocate qui a représenté un client ou une cliente ne doit pas agir ultérieurement contre lui (ou contre des personnes qui s'étaient engagées ou associées avec lui) dans la même affaire ou une affaire connexe, ou s'il a obtenu des renseignements confidentiels de l'autre partie dans le cadre de l'exercice de sa profession. Toutefois, il est parfaitement licite pour l'avocat ou l'avocate d'agir contre un ancien client ou une ancienne cliente dans une affaire totalement nouvelle, sans aucun rapport avec les services qu'il aurait pu lui rendre antérieurement ni avec les renseignements confidentiels obtenus.

#### *Devoir envers la personne non représentée*

14. L'avocat ou l'avocate ne doit pas entreprendre de donner de conseils à une personne non représentée, mais doit au contraire insister auprès d'elle pour qu'elle consulte une ou un collègue indépendant. Si la personne non représentée ne suit pas ses conseils, le ou la juriste doit veiller à ce qu'elle ne s' imagine pas qu'il protège ses intérêts. Enfin, si la personne non représentée lui demande d'agir pour elle ou de la conseiller, l'avocat ou l'avocate doit se conformer aux directives exposées sous la présente règle.

#### *Responsabilité civile professionnelle*

15. L'établissement d'une assurance obligatoire impose à l'avocat ou l'avocate des obligations supplémentaires, qui ne doivent toutefois pas compromettre ses rapports avec sa clientèle, ainsi que ses devoirs envers elle.

Voici ce que prévoit le paragraphe 12b) de la police d'assurance-responsabilité civile professionnelle :

«RECONNAISSANCE DE RESPONSABILITÉ - La personne assurée ne reconnaît aucune responsabilité, ne règle aucun sinistre, n'engage aucune dépense, sauf à ses propres frais, et ne s'immisce dans aucune négociation en vue d'une transaction ni

et ne s'immisce dans aucune négociation en vue d'une transaction ni dans aucune procédure judiciaire sans obtenir au préalable le consentement écrit de l'assureur.»

*(supprimé en sept. 1988)*

Les droits de l'assureur doivent être préservés. L'avocat ou l'avocate peut parfois croire que le fait ou l'omission d'avoir pris certaines mesures le rendent responsable de préjudice subi par le client ou la cliente alors qu'en fait il ne peut être tenu responsable. De plus, dans tous les cas, une évaluation consciencieuse du préjudice subi par le client ou la cliente en raison de la négligence de l'avocat ou l'avocate doit être faite. De nombreux facteurs seront examinés pour évaluer la réclamation du client ou de la cliente et le préjudice.

Dès que l'avocat ou l'avocate apprend qu'il y a pu y avoir erreur ou omission mettant en cause sa responsabilité professionnelle envers le client ou la cliente, il doit prendre les mesures suivantes :

1. l'avocat ou l'avocate doit fixer aussitôt une rencontre avec le client ou la cliente et l'aviser sans délai de la possibilité d'une erreur ou omission susceptible de fonder une réclamation du client ou de la cliente contre l'avocat ou l'avocate;
2. l'avocat ou l'avocate doit conseiller à son client ou sa cliente de s'adresser à une ou un collègue et l'informer que, dans les circonstances, il ne pourra peut-être plus le représenter;
3. simultanément, l'avocat ou l'avocate doit aviser de la situation le directeur ou la directrice des assurances du Service de l'assurance-responsabilité civile professionnelle du Barreau;
4. l'avocat ou l'avocate doit se rappeler qu'afin de remplir ses devoirs envers son client ou sa cliente, l'assureur et les membres de la profession, il doit collaborer de son mieux et le plus rapidement possible à l'examen et au règlement éventuel de la réclamation avec les experts et expertes d'assurances du Barreau;
5. en cas de règlement, l'avocat ou l'avocate doit prendre les dispositions nécessaires pour payer au client ou à la cliente la partie non assurée de sa réclamation aussitôt le règlement effectué.

#### *Cabinets d'avocats et d'avocates*

16. Pour plus de clarté, les paragraphes ci-dessus font mention de l'avocate ou l'avocat, pris à titre individuel, et du client ou de la cliente, mais le terme «client» ou «cliente» s'entend aussi d'un client ou d'une cliente du cabinet dont l'avocat ou l'avocate fait partie à titre soit d'avocat salarié ou d'avocate salariée, soit d'associé ou d'associée ou dont il est partenaire, que cette personne soit ou non appelée à représenter le client ou la cliente.

*Fardeau de la preuve*

17. Dans toute procédure disciplinaire fondée sur la présente règle, c'est au ou à la membre de la profession qu'il incombe de prouver qu'il était de bonne foi, qu'il avait dûment averti son client ou sa cliente, qui lui avait donné son consentement.

## La conservation des biens de la clientèle

---

### *Règle 6*

L'avocat ou l'avocate a l'obligation de conserver et préserver les biens que sa clientèle lui a confiés, conformément aux lois et règlements pertinents. En l'absence de dispositions législatives ou réglementaires ou en cas de doute, l'avocate ou l'avocat doit leur apporter le soin qu'une ou qu'un propriétaire avisé et prudent prendrait de biens semblables<sup>1</sup>.

#### COMMENTAIRES

1. Les obligations de l'avocat ou l'avocate concernant la conservation des fonds et autres biens de la clientèle et la reddition de comptes sont exposées dans les règlements pris en application de la *Loi sur le Barreau*<sup>2</sup>.

2. Chaque fois que l'avocat ou l'avocate reçoit des fonds ou autres biens pour le compte du client ou de la cliente, il doit l'en aviser aussitôt, à moins qu'il n'ait l'assurance que cette personne est déjà au courant<sup>3</sup>.

3. L'avocat ou l'avocate doit étiqueter et identifier clairement les biens de sa clientèle et les conserver soigneusement à l'écart des siens.

4. L'avocat ou l'avocate doit non seulement tenir un registre des biens qui lui sont confiés, mais également pouvoir sans retard en rendre compte ou les restituer à ses clients et clientes lorsque ceux-ci lui en font la demande. Le ou la juriste doit s'assurer que les biens soient rendus à la bonne personne, et en cas de litige à ce sujet, peut s'adresser au tribunal<sup>4</sup>.

5. Les obligations énoncées dans la présente règle ont un lien étroit avec celles qui concernent le secret professionnel<sup>5</sup>. L'avocat ou l'avocate doit conserver les documents et les autres biens de sa clientèle à l'abri des regards et hors de la portée des personnes qui ne doivent pas y avoir accès et, sous réserve d'un éventuel droit de rétention<sup>6</sup>, les restituer sans retard au client ou à la cliente qui les demande, ou à la fin de son mandat.

*Privilège*

6. L'avocat ou l'avocate ne doit pas tarder à faire valoir, au nom de sa clientèle, les privilèges relatifs à ses biens saisis ou menacés de saisie. À cet égard, l'avocat ou l'avocate doit bien connaître la nature des privilèges de sa clientèle et les dispositions pertinentes comme celles de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada<sup>7</sup>.



## Les emprunts à la clientèle

---

### *Règle 7*

1. L'avocat ou l'avocate ne doit pas emprunter d'argent à sa clientèle, sauf si :

- a) le client ou la cliente est un établissement de crédit ou financier, un assureur ou une société de fiducie ou une personne morale semblable dont les activités consistent notamment à prêter de l'argent au public;
- b) dans le cas d'un emprunt à une personne liée au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada, l'avocate ou l'avocat peut prouver que les intérêts du client ou de la cliente étaient parfaitement protégés en raison de la nature même de l'affaire et des conseils juridiques obtenus d'une personne indépendante.

2. Dans les opérations non visées à l'alinéa 1a) ci-dessus, au cours desquelles un emprunt est contracté à un client ou une cliente par le conjoint de l'avocat ou l'avocate ou par une personne morale, un consortium ou une société en nom collectif ou en commandite dans lequel l'avocat ou l'avocate ou son conjoint, ou les deux ensemble, ont directement ou indirectement, des intérêts importants, l'avocat ou l'avocate doit être en mesure de prouver que les intérêts du client ou de la cliente étaient parfaitement protégés en raison de la nature même de l'affaire et des conseils juridiques obtenus d'une personne indépendante.

3. Ce n'est qu'en tenant compte des circonstances qu'on peut établir si la personne qui consent, pour son propre compte, un prêt à l'avocate ou l'avocat, ou qui place une somme d'argent dans des valeurs mobilières dans lesquelles le ou la juriste a des intérêts financiers, a la qualité de client ou de cliente pour l'application de la règle énoncée ci-dessus. Si les circonstances sont telles que la prêteuse ou le prêteur ou l'investisseuse ou l'investisseur serait fondé à croire que l'avocat ou l'avocate peut le conseiller sur le prêt ou le placement, l'avocate ou l'avocat est tenu aux mêmes obligations fiduciaires que s'il traitait avec un client ou une cliente.

### COMMENTAIRES

1. Les rapports qui lient l'avocat ou l'avocate à sa clientèle sont de nature fiduciaire et aucun conflit n'est admissible entre les intérêts personnels de l'avocat ou l'avocate et son devoir envers sa clientèle.

2. Le Conseil est très préoccupé par certains exemples de manquement professionnel de la part de membres de la profession qui, en utilisant illégitimement des fonds en fiducie ou en obtenant irrégulièrement des sommes d'argent, avaient emprunté de l'argent à leurs clients ou clientes. Les sommes ont parfois été empruntées sans autre garantie qu'un billet à ordre de l'avocat ou l'avocate. La plupart du temps les sommes ont été empruntées afin d'être réinvesties par le ou la juriste pour son profit personnel. Or, il faut bien distinguer cette pratique de la fonction fiduciaire courante et traditionnelle de l'avocat ou l'avocate lorsqu'il place, pour le compte de sa clientèle, les fonds qui lui sont confiés en fiducie à cette fin. En exerçant cette dernière fonction, l'avocat ou l'avocate n'est d'aucune façon partie à l'opération et n'engage pas sa responsabilité personnelle pourvu qu'il n'agisse pas avec négligence en plaçant les fonds du client ou de la cliente, qu'il obtienne la valeur négociée par ce dernier et qu'il lui présente un rapport fidèle et complet.

3. En ce qui a trait à la représentation par une personne indépendante, voir l'alinéa 9a) des commentaires de la règle 5.

4. Les dispositions qui précèdent n'ont pas la prétention d'être exhaustives. Nous attirons l'attention des membres de la profession sur les nombreux textes traitant de leurs devoirs envers leur clientèle et des différentes opérations et activités que les tribunaux ont tenues pour des conduites irrégulières ou répréhensibles en contravention à ces règles et qui, outre leurs conséquences juridiques, constituent un manquement professionnel.

## Le désistement

---

### *Règle 8*

L'avocate ou l'avocat ne peut se retirer d'une affaire que pour des motifs valables et après en avoir convenablement avisé le client ou la cliente eu égard aux circonstances.

#### COMMENTAIRES

##### *Principes directeurs*

1. Si le client ou la cliente peut mettre fin à son gré à ses rapports avec son avocate ou son avocat, celui-ci ne jouit pas de la même liberté. L'avocat ou l'avocate qui a accepté une affaire doit la mener à son terme le mieux possible à moins qu'il n'ait des raisons légitimes de mettre fin à son mandat.

2. L'avocat ou l'avocate qui se retire d'une affaire doit toujours le faire de façon à minimiser les frais pour le client ou la cliente et à ne pas lui causer préjudice. Le ou la juriste doit en outre prendre toutes les mesures voulues pour que l'affaire soit dûment transmise au ou à la membre de la profession qui lui succède.

##### *Désistement obligatoire*

3. Dans certaines circonstances, l'avocate ou l'avocat est tenu de se retirer. Le cas le plus évident est celui où la cliente ou le client met fin au mandat de l'avocat ou l'avocate, mais il en est d'autres : a) le client ou la cliente demande à son avocat ou son avocate de commettre un acte incompatible avec ses obligations envers le tribunal et, après explication, persiste dans ses instructions; b) le client ou la cliente se conduit de façon déshonorante en cours d'instance ou agit dans l'unique but d'ennuyer ou de léser une autre personne; c) il est manifeste que, s'il continue à représenter son client ou sa cliente, le ou la juriste enfreindra les présentes règles, par exemple la règle relative aux conflits d'intérêts (règle 5); d) l'avocat ou l'avocate n'a pas la compétence voulue pour s'occuper de l'affaire. Dans ces situations, l'avocat ou l'avocate doit informer son client ou sa cliente de son obligation de se retirer de l'affaire.

*Désistement facultatif*

4. Il peut arriver que l'avocate ou l'avocat ait le droit, sans y être tenu, de se retirer d'une affaire, lorsque l'avocat ou l'avocate et le client ou la cliente perdent fondamentalement confiance l'un dans l'autre. Pareil manque de confiance porte atteinte au fondement même de leurs rapports. Ainsi, l'avocate ou l'avocat trompé par son client ou sa cliente a des motifs légitimes de se retirer de l'affaire. De même, le client ou la cliente qui n'accepte ni ne suit les conseils de son avocat ou avocate sur un point important fait preuve d'un manque de confiance. Le ou la membre de la profession ne doit cependant pas menacer son client ou sa cliente de se retirer de l'affaire pour le forcer à se prononcer à la hâte sur une question difficile.

*Non-paiement des honoraires*

5. Si, à la suite d'un préavis raisonnable, le client ou la cliente refuse de verser à l'avocat ou l'avocate une provision pour débours ou honoraires, cette personne a un motif valable de se retirer, à condition toutefois que le client ou la cliente ne subisse pas de ce fait un préjudice grave.

*Instances criminelles*

6. Il n'est pas convenable que l'avocat ou l'avocate ayant consenti à représenter un client ou une cliente se retire d'une affaire criminelle en raison du non-paiement des honoraires, lorsque la date prévue du procès n'est pas assez éloignée pour permettre à son client ou sa cliente de se constituer un nouveau procureur ou une nouvelle procureure et à cette personne de bien se préparer pour le procès.

L'avocat ou l'avocate ayant consenti à représenter le client ou la cliente peut se retirer d'une affaire criminelle en raison du non-paiement des honoraires convenus si l'intervalle entre son retrait de l'instruction de l'affaire est suffisant pour permettre au client ou à la cliente de se constituer un nouveau procureur ou une nouvelle procureure et à cette nouvelle personne de bien se préparer pour le procès, pourvu que l'avocat ou l'avocate :

- a) avise le client ou la cliente, de préférence par écrit, qu'il se retire de l'affaire en raison du non-paiement des honoraires;
- b) rende compte au client ou à la cliente de toute provision versée pour ses honoraires et débours;
- c) avise par écrit l'avocat ou l'avocate de la Couronne qu'il n'agit plus pour le client ou la cliente;
- d) si son nom figure aux dossiers du tribunal comme représentant ou représentante de l'accusé ou l'accusée, avise par écrit le greffier ou la greffière ou le ou la registraire du tribunal compétent qu'il n'agit plus dans l'affaire.

L'exigence énoncée à l'alinéa d) n'était pas auparavant considérée nécessaire. Cela peut être attribué, en partie, au fait que dans tous les comtés de l'Ontario, sauf le district judiciaire de York, le procureur ou la procureure de la Couronne est aussi le greffier ou la greffière de la paix qui a légalement la garde de certains documents relatifs aux affaires criminelles. Cette exigence est cependant jugée souhaitable par courtoisie envers le tribunal et, en fait, pour protéger le ou la membre de la profession du blâme injustifié du tribunal et, par conséquent, de la perte de confiance du public en la profession, si l'avocat ou l'avocate de la Couronne n'est pas en mesure d'informer le tribunal qu'il a donné avis de son retrait dans le délai imparti.

L'avocat ou l'avocate de la défense dans une affaire criminelle peut se retirer pour un motif suffisant, autre que le non-paiement des honoraires, si l'intervalle entre son retrait et l'instruction de l'affaire est suffisant pour permettre au client ou à la cliente de se constituer un nouveau procureur ou une nouvelle procureure et à cette nouvelle personne de bien se préparer pour le procès. Ce retrait est assujéti aux mêmes exigences que le retrait pour non-paiement des honoraires concernant la reddition de comptes relativement aux provisions reçues, l'obligation d'aviser le client ou la cliente, l'avocat ou l'avocate de la Couronne et le tribunal.

La ou le juriste qui s'est retiré en raison d'un conflit avec son client ou sa cliente ne doit sous aucune considération en préciser la cause dans l'avis adressé au tribunal ou à l'avocat ou l'avocate de la Couronne ni faire mention d'une question visée par le secret professionnel. L'avis doit simplement préciser que l'avocat ou l'avocate n'agit plus pour le client ou la cliente et se retire.

Si le désistement de l'avocat ou l'avocate d'une affaire criminelle est justifié pour des raisons autres que le non-paiement des honoraires et que l'intervalle entre l'avis donné au client ou à la cliente de son intention de se retirer et la date d'instruction de l'affaire soit insuffisant pour permettre au client ou à la cliente de se constituer un nouveau procureur ou une nouvelle procureure et à cette personne de bien se préparer pour le procès, l'avocate ou l'avocat initial ne peut se retirer de l'affaire que sur permission du tribunal qui instruira l'affaire.

#### *Avis*

7. Il n'existe pas de règle précise pour déterminer le caractère raisonnable d'un préavis de retrait. Les dispositions législatives ou les règles de pratique en vigueur s'appliquent. À défaut, l'avocat ou l'avocate se fonde sur le principe essentiel l'obligeant à protéger au mieux les intérêts de son client ou sa cliente et à ne pas l'abandonner à un moment ou à un point critique, auquel cas le retrait placerait le client ou la cliente dans une position désavantageuse ou périlleuse.

#### *Devoirs liés au désistement*

8. Si le client ou la cliente dessaisit l'avocat ou l'avocate de l'affaire ou si celui-ci s'en retire, l'avocat ou l'avocate doit :

- a) remettre au client ou à la cliente tous les documents et biens auxquels il peut prétendre;
- b) donner au client ou à la cliente tous les renseignements nécessaires sur l'affaire;
- c) rendre compte de tous les fonds qu'il a détenus ou administrés, et rembourser notamment toute rémunération à laquelle il n'a pas droit pour sa prestation de services;
- d) produire sans délai le compte de ses honoraires et débours impayés;
- e) collaborer avec la personne qui lui succède, conformément au paragraphe 2 ci-dessus.

L'obligation prévue à l'alinéa a) de rendre à sa clientèle ses documents et ses biens s'applique sous réserve du privilège de l'avocat ou l'avocate dont il est question au paragraphe 10. Dans le cas où plusieurs parties réclameraient les documents ou les biens, la ou le membre de la profession doit prendre toutes les mesures requises pour les amener à une entente.

9. Si l'avocat ou l'avocate représente plusieurs clients et clientes dans une affaire et cesse d'agir pour un ou plusieurs d'entre eux, il doit collaborer avec ses collègues qui lui succèdent dans la mesure permise par les présentes règles et chercher à éviter toute rivalité, réelle ou apparente.

#### *Privilège de rétention des honoraires impayés*

10. Lorsque le client ou la cliente dessaisit son avocat ou avocate ou que le ou la membre de la profession se retire et que des honoraires et débours demeurent impayés, l'avocat ou l'avocate doit considérer les effets de l'exercice de son privilège sur la situation de son client ou sa cliente. En règle générale, le ou la juriste doit s'abstenir d'exercer son privilège, si cela risque de compromettre gravement la position de son client ou sa cliente dans une affaire en cours.

#### *Devoirs de l'avocat ou de l'avocate qui lui succède*

11. La personne qui prend la succession d'une affaire doit, avant de remplacer un ou une collègue, s'assurer que celui-ci y consent, s'est bien retiré de l'affaire ou en a été dessaisi par le client ou la cliente. Il convient également qu'il insiste auprès du client ou de la cliente pour qu'il règle les honoraires de son ou sa collègue, surtout si cette personne s'est retirée de l'affaire pour un motif valable ou en a été dessaisie pour des motifs futiles. Néanmoins, l'existence d'un compte en souffrance ne doit pas empêcher la ou le juriste qui prend la relève d'agir pour le client ou la cliente si le procès ou l'audience est en cours, ou sur le point de s'ouvrir, ou encore si son refus d'agir risque de nuire au client ou à la cliente.

#### *Dissolution d'un cabinet d'avocats et d'avocates*

12. La dissolution d'un cabinet d'avocats et d'avocates met généralement un terme aux rapports du client ou de la cliente avec un ou plusieurs des avocats et

avocates en cause. Dans ce cas, la plupart des clients et des clientes préfèrent retenir les services de l'avocat ou l'avocate qui était responsable de leur dossier avant la fermeture du cabinet. Cependant, c'est le client ou la cliente qui a le dernier mot et l'avocat ou l'avocate dont les services ne seraient plus retenus doit se conformer aux principes énoncés ci-dessus, notamment au paragraphe 2<sup>12</sup>.





## Les honoraires et débours

---

### *Règle 9*

L'avocate ou l'avocat ne doit pas :

- a) s'engager à fournir ses services pour des honoraires occultes ou qui ne sont pas justes ou convenables, en demander ni en accepter et, lorsque le client ou la cliente lui demande un devis, l'avocate ou l'avocat doit lui expliquer la nature des débours à prévoir et leur montant approximatif;

*(modifié en janv. 1989)*

- b) partager ses honoraires avec un avocat ou une avocate qui n'est ni associé ou associée ni partenaire à moins (i) que le client ou la cliente ne consente expressément ou tacitement à l'emploi de cette deuxième personne et (ii) que les honoraires ne soient partagés proportionnellement au travail exécuté et aux responsabilités assumées par chaque personne<sup>1</sup>;
- c) demander un montant important au titre des débours, comme les frais de recherche de titre, qui n'est pas divulgué au moment opportun et qui n'est ni juste ni raisonnable;

*(modifié en mars 1989)*

- d) prélever ses honoraires sur les fonds de son client ou sa cliente, à quelque titre que l'avocat ou l'avocate les détienne, sauf dans les cas prévus aux règlements pris en application de la *Loi sur le Barreau*<sup>2</sup>.

### COMMENTAIRES

#### *Honoraires justes et convenables*

1. Le calcul d'honoraires justes et convenables dépend d'éléments divers, dont :

- a) le temps et les efforts consacrés à l'affaire;
- b) la difficulté et l'importance de l'affaire;

- c) la prestation de services inhabituels ou exigeant une compétence particulière;
- d) les montants en cause ou la valeur de l'objet du litige;
- e) les résultats obtenus;
- f) les honoraires prévus par la loi ou les règlements, ou le tarif d'honoraires suggéré par une association juridique;
- g) les circonstances particulières, comme la perte d'autres affaires, l'incertitude de la rémunération et l'urgence.

Les honoraires ne sont pas justes et convenables s'ils ne peuvent être justifiés à la lumière de toutes les circonstances pertinentes, notamment des éléments énumérés ci-dessus<sup>3</sup>.

2. Il est dans les grandes traditions de la profession juridique de réduire les honoraires, voire d'y renoncer, lorsque le client ou la cliente est en difficulté ou dans le besoin, ou lorsque cette personne, réelle ou éventuelle, serait autrement privée de services juridiques<sup>4</sup>.

*(2<sup>e</sup> paragraphe supprimé en janv. 1989)*

3. Dans les affaires où l'avocat ou l'avocate agit pour plusieurs clients et clientes, il est tenu de répartir équitablement les honoraires et débours entre eux, sauf convention contraire.

#### *Honoraires et débours*

4. Sur les comptes qu'il prépare et remet aux clients et clientes, l'avocat ou l'avocate doit indiquer clairement et séparément les montants imputés aux honoraires et aux débours et doit aussi fournir un état détaillé des débours.

*(alinéas b), c), d), e) et f) supprimés en janv. 1989)*

#### *Mesures pour éviter toute contestation sur les honoraires et débours*

5. Les manquements à la présente règle et les malentendus concernant les honoraires et les questions d'argent jettent le discrédit sur la profession juridique et sur l'administration de la justice en général. La ou le juriste doit s'efforcer d'éviter tout conflit à ce sujet et expliquer comment il a établi ses honoraires (surtout si sa cliente ou son client est peu instruit ou mal informé des bases de calcul des honoraires). L'avocat ou l'avocate doit donner d'avance au client ou à la cliente une idée aussi exacte que possible des honoraires et débours éventuels, et lui signaler tout élément incertain, afin que cette personne puisse prendre une décision en connaissance de cause. Ceci est particulièrement important pour les frais ou débours auxquels le client ou la cliente ne peut pas raisonnablement s'attendre. Lorsque surgissent des imprévus susceptibles d'augmenter substantiellement le montant des honoraires ou des débours, l'avocat ou l'avocate doit prévenir tout

malentendu en donnant immédiatement les explications nécessaires à son client ou sa cliente<sup>5</sup>.

### *Intérêts*

6. L'avocat ou l'avocate ne peut percevoir d'intérêts sur les comptes en souffrance qu'aux conditions fixées par la loi, notamment par la *Loi sur les procureurs*<sup>6</sup>.

### *Partage des honoraires*

7. Est irrégulière et constitue un manquement professionnel toute entente selon laquelle l'avocat ou l'avocate, directement ou indirectement, partage ses honoraires avec les rédacteurs et les rédactrices d'actes translatifs de propriété, les notaires, les étudiants et les étudiantes, les employés et les employées ou les autres personnes qui amènent ou dirigent des clients et des clientes à son cabinet. La ou le juriste ne peut pas non plus remettre une récompense, notamment financière, à ces personnes pour lui avoir adressé des clients et des clientes.

Ainsi, l'entente conclue entre l'avocat ou l'avocate et un rédacteur ou une rédactrice d'actes translatifs de propriété pour se partager les honoraires d'une requête en vue d'obtenir la délivrance de lettres d'homologation ou d'administration est irrégulière, qu'ils aient ou non travaillé tous les deux à la requête.

L'avocat ou l'avocate ne peut pas non plus, contre rémunération, permettre que son nom soit inscrit sur ces requêtes lorsqu'elles sont préparées par le rédacteur ou la rédactrice d'actes translatifs de propriété.

Les avocats et les avocates qui se renvoient des clients et des clientes ne peuvent accepter ou se verser mutuellement des honoraires à cet égard. Ce principe s'applique aussi à l'avocat ou l'avocate de l'Ontario faisant affaire avec une ou un collègue d'un autre ressort, que les honoraires de renvoi y soient permis ou non.

Sont permises les ententes concernant l'achat et la vente du cabinet d'un avocat ou d'une avocate pour une contrepartie qui inclut un pourcentage des revenus tirés de la vente du cabinet.

*(modifié en mars 1995)*

### *Honoraires occultes*

8. Le rapport fiduciaire qui existe entre l'avocat ou l'avocate et sa clientèle exige la divulgation complète de tous les éléments de leurs rapports financiers et interdit à l'avocat ou l'avocate d'accepter le moindre honoraire occulte. L'avocat ou l'avocate ne peut, à l'insu de son client ou sa cliente et sans son consentement, recevoir pour ses services une rétribution quelconque des mains d'une tierce personne (honoraires, gratifications, frais, commissions, intérêts, escomptes, primes de représentation ou de promotion, etc.). De même, lorsque ses honoraires ne lui sont pas payés par le client ou la cliente mais, notamment, par un bureau d'aide juridique, un emprunteur ou une emprunteuse, une représentante ou un

représentant successoral, toute rétribution supplémentaire doit être approuvée par ces derniers<sup>7</sup>.

*Conséquence de la présente règle*

9. Les membres ne doivent pas oublier que les honoraires, frais ou débours des avocats et des avocates peuvent être liquidés conformément à la *Loi sur les procureurs*. Le ou la juriste qui observe la présente règle et les commentaires ne peut pas tenir pour acquis que le liquidateur ou la liquidatrice jugera ses honoraires, frais et débours justes et convenables.

*Pacte de quota litis et honoraires aléatoires*

10. Sauf disposition expresse de la loi, l'avocat ou l'avocate ne doit pas acquérir, notamment par achat, un intérêt dans l'objet du litige dont il s'occupe. L'avocat ou l'avocate ne doit pas convenir avec son client ou sa cliente de toucher des honoraires aléatoires, à moins que les dispositions de la *Loi sur les procureurs* ou de la *Loi de 1992 sur les recours collectifs* ne prévoient le contraire<sup>8</sup>.

(modifié en mai 1995)

## La représentation en justice

---

### *Règle 10*

L'avocat ou l'avocate doit, tout en maintenant à l'égard du tribunal une attitude courtoise et respectueuse, représenter sa clientèle avec fermeté et dignité, dans le respect des lois en vigueur<sup>1</sup>.

#### COMMENTAIRES

##### *Portée de la règle*

1. La présente règle a une portée générale : elle vaut non seulement devant les tribunaux judiciaires mais aussi devant les commissions, tribunaux administratifs et autres organismes, quelles que soient leurs fonctions ou la nature plus ou moins formaliste de leurs procédures<sup>2</sup>.

##### *Abus du tribunal*

2. L'avocate ou l'avocat a le devoir de soulever résolument tous les points, de faire valoir tous les arguments et de poser toutes les questions — si déplaisantes soient-elles — qu'il estime favorables à la cause de son client ou de sa cliente. Mais si le ou la membre de la profession doit aussi chercher à utiliser tous les recours et tous les moyens de défense autorisés par la loi qui sont à l'avantage de sa clientèle, il le fait par des moyens droits et honorables, sans illégalité et d'une manière compatible avec ses obligations de franchise, de droiture, de courtoisie et de respect à l'égard du tribunal<sup>3</sup>.

L'avocat ou l'avocate ne doit jamais, par exemple :

- a) recourir abusivement au tribunal en introduisant et en poursuivant des instances qui, bien qu'autorisées par la loi, ne sont manifestement motivées que par la malveillance de son client ou sa cliente, dans l'unique dessein de nuire à l'autre partie<sup>4</sup>;
- b) laisser délibérément son client ou sa cliente agir de façon malhonnête ou déshonorante ou même l'aider à le faire<sup>5</sup>;
- c) comparaître devant un officier ou une officière de justice avec qui l'avocat ou l'avocate, ses associés et associées ou son client ou sa cliente auraient, sur le plan professionnel ou personnel, des liens

de nature à donner lieu, même en apparence, à des pressions, des influences ou des tentations qui risqueraient de mettre en cause l'impartialité de l'officier ou l'officière de justice<sup>6</sup>;

- d) tenter ou laisser qui que ce soit tenter d'influencer, directement ou indirectement, l'attitude ou la décision du tribunal ou de l'un de ses officiers ou officières, autrement qu'en plaidant ouvertement la cause de son client ou sa cliente<sup>7</sup>;
  - e) chercher délibérément à tromper le tribunal ou influencer le cours de la justice en présentant de faux témoignages, en déformant les faits ou le droit, en se servant d'affidavits faux ou trompeurs, en commettant des réticences ou, de façon générale, en prêtant son concours à une conduite frauduleuse, criminelle ou illégale<sup>8</sup>;
  - f) déformer délibérément le contenu d'un document, les déclarations d'un ou d'une témoin, la teneur d'une plaidoirie, les dispositions d'une loi ou une source<sup>9</sup>;
  - g) faire délibérément une affirmation qui ne peut raisonnablement être établie par la preuve ou dont la recevabilité doit d'abord être établie<sup>10</sup>;
  - h) s'abstenir délibérément de signaler au tribunal l'existence d'une source pertinente dont la partie adverse n'aurait pas fait mention<sup>11</sup>;
  - i) dissuader une ou un témoin important de déposer ou lui conseiller de s'absenter<sup>12</sup>;
  - j) laisser délibérément un ou une témoin se présenter de manière fausse ou trompeuse ou sous l'identité d'une autre personne;
  - k) malmener, intimider ou harceler un ou une témoin sans nécessité;
  - l) incommoder une ou un témoin sans nécessité.
3. a) L'avocate ou l'avocat qui découvre qu'il a, sans le vouloir, commis un acte ou une omission qui, eût-il agi en connaissance de cause, aurait constitué un manquement à la présente règle, est tenu, sous réserve de la règle 4 sur le secret professionnel, d'en avertir le tribunal et de prendre toutes les mesures voulues, eu égard aux circonstances, pour rectifier l'erreur ou l'omission<sup>13</sup>.
- b) Si le client ou la cliente demande à son avocat ou son avocate d'accomplir un acte qui contrevient à la présente règle, cette personne doit refuser et prendre les mesures voulues pour empêcher la réalisation de cet acte. Si elle n'y parvient pas, elle doit cesser d'agir pour son client ou sa cliente ou demander l'autorisation de le faire, sous réserve de la règle 8 relative au retrait<sup>14</sup>.

4. Dans une instance civile, l'avocat ou l'avocate ne doit pas induire le tribunal en erreur relativement à la position de client ou de cliente dans la procédure contradictoire. Ainsi, si le ou la membre de la profession représente une partie à l'instance qui a conclu une entente ou qui a pris part à une entente, avant

ou pendant le procès, portant qu'une ou plusieurs parties garantissent le recouvrement par le plaignant ou la plaignante quelle que soit l'issue du procès, l'avocat ou l'avocate informe aussitôt le tribunal et les parties à l'instance de l'existence et des détails de l'entente.

### *Procédés inacceptables*

5. L'avocat ou l'avocate ne doit jamais renoncer aux droits de sa clientèle, par exemple, à son droit d'invoquer la prescription, à moins que le client ou la cliente n'y ait consenti en connaissance de cause. En matière civile cependant, il est souhaitable que l'avocat ou l'avocate dissuade sa clientèle de soulever des objections frivoles ou vexatoires, de chercher à profiter de simples distractions ou oublis sans incidence sur le fond de l'affaire ou de recourir à des tactiques purement dilatoires ou destinées simplement à ennuyer la partie adverse. De tels procédés ne font en effet que jeter le discrédit sur l'administration de la justice et la profession juridique<sup>15</sup>.

### *Transactions*

6. Chaque fois qu'une transaction équitable paraît possible, le ou la juriste doit encourager son client ou sa cliente à transiger plutôt qu'à introduire ou à continuer une action en justice<sup>16</sup>.

### *Courtoisie*

7. L'avocat ou l'avocate doit faire preuve de courtoisie et de civilité envers le tribunal et la partie adverse. L'outrage au tribunal se distingue de la violation de cette obligation professionnelle : l'avocat ou l'avocate qui adopte continuellement un comportement grossier, provocateur ou perturbateur peut faire l'objet de sanctions disciplinaires, bien qu'il ne soit pas par ailleurs condamné pour outrage au tribunal<sup>17</sup>.

### *Engagements*

8. L'avocat ou l'avocate qui prend un engagement envers le tribunal ou envers un ou une collègue en cours d'instance doit respecter cet engagement scrupuleusement et, sauf réserves expresses, l'avocat ou l'avocate est personnellement responsable de son exécution<sup>18</sup>.

### *Devoir de l'avocat ou l'avocate de la poursuite*

9. L'avocate ou l'avocat engagé comme procureur ou procureure de la poursuite ne recherche pas avant tout une condamnation, mais veille à ce que justice soit faite au moyen d'un procès impartial sur le fond<sup>19</sup>. L'avocat ou l'avocate de la poursuite occupe des fonctions publiques assorties de larges pouvoirs discrétionnaires; le ou la juriste agit avec équité et sans parti pris. Il ne doit rien faire qui tende à empêcher l'accusée ou l'accusé d'être représenté par un ou une membre de la profession ou de communiquer avec cette personne. L'avocat ou l'avocate de la poursuite doit révéler en temps utile à l'accusé ou l'accusée et à son avocat ou avocate (ou au tribunal si l'accusée ou l'accusé n'est pas représenté), dans la mesure

exigée par la loi et les usages de la pratique, les faits et les témoins pertinents et connus, qu'ils soient favorables ou non à l'accusé ou l'accusée<sup>20</sup>.

### *Devoir de l'avocat ou l'avocate de la défense*

10. L'avocat ou l'avocate de la défense cherche dans toute la mesure du possible à empêcher la condamnation de son client ou sa cliente, si ce n'est par un tribunal compétent et sur la foi de preuves légales établissant suffisamment la culpabilité de l'accusé ou l'accusée relativement aux accusations qui pèsent contre lui. En conséquence, et quelle que soit son opinion personnelle sur la crédibilité des témoignages ou le fond même de l'affaire, l'avocat ou l'avocate de la défense peut, sans déroger, se servir de toute preuve et de tout moyen de défense, notamment de pure forme, pourvu qu'ils ne soient pas manifestement faux ou frauduleux<sup>21</sup>.

11. L'accusée ou l'accusé doit être averti que les aveux qu'il fait à son avocat ou son avocate peuvent imposer des limites à la conduite de sa défense. Ainsi, s'il est clair, à la suite de tels aveux, que les éléments matériels et psychologiques constitutifs de l'infraction sont réalisés, l'avocate ou l'avocat convaincu de la sincérité et de la nature volontaire des aveux peut contester la compétence du tribunal, le libellé de l'acte d'accusation ou encore la recevabilité ou la suffisance de la preuve; le ou la membre de la profession ne peut, cependant, tenter de démontrer qu'une autre personne a commis l'infraction ni de produire une preuve qu'il sait être mensongère, vu les aveux que son client ou sa cliente lui a faits. L'avocate ou l'avocat ne peut davantage bâtir une défense incompatible avec les aveux de son client ou sa cliente, par exemple en essayant de faire étayer un prétendu alibi. Les aveux du client ou de la cliente à son avocat ou son avocate l'empêchent également d'attaquer librement la preuve de la Couronne. Certes, le ou la membre de la profession est en droit de vérifier les dépositions de chaque témoin de l'accusation et de prétendre que l'ensemble de la preuve n'est pas suffisante pour établir la culpabilité de l'accusé ou l'accusée, mais il ne doit pas aller au-delà<sup>22</sup>.

### *Entente sur un plaidoyer de culpabilité*

12. L'avocat ou l'avocate de la défense peut légitimement discuter avec la poursuite d'un règlement possible du dossier lorsque, après enquête :

- a) l'avocat ou l'avocate de la défense pense honnêtement qu'un acquittement est incertain ou fort peu probable et qu'il en avise son client ou sa cliente;
- b) la cliente ou le client est disposé à admettre les éléments matériels et psychologiques de l'infraction;
- c) l'avocat ou l'avocate avertit son client ou sa cliente de toutes les conséquences éventuelles d'un règlement, et en particulier de l'autonomie du tribunal;
- d) le client ou la cliente lui demande d'entamer cette discussion.



Il ne faut pas néanmoins que l'intérêt public soit sacrifié à des moyens apparemment commodes de régler des affaires douteuses<sup>23</sup>.

### *Rôle de l'avocat ou l'avocate dans les procédures contradictoires*

13. Dans les procédures contradictoires, le rôle de l'avocat ou l'avocate l'oblige forcément à prendre part ouvertement. En conséquence, il n'est pas tenu (sauf dispositions exceptionnelles de la loi et sous réserve de l'alinéa 2h) et du paragraphe 9 ci-dessus) d'aider son adversaire ni de faire valoir des points défavorables à son client ou sa cliente. Lorsque les intérêts adverses ne sont pas représentés, par exemple dans les causes *ex parte* ou non contestées, ou dans d'autres situations où la présentation de la preuve et l'argumentation propres au système contradictoire ne peuvent avoir lieu intégralement, le ou la juriste doit présenter la cause de son client ou de sa cliente de façon aussi précise, franche et complète que possible de façon à ne pas induire le tribunal en erreur<sup>24</sup>.

### *Entrevue avec des témoins*

14. L'avocat ou l'avocate peut légitimement se renseigner auprès des témoins éventuels (qu'il ait cités ou non à comparaître), mais il doit leur révéler sa position et éviter avec soin de les suborner, de les empêcher de témoigner ou de les inciter à ne pas témoigner<sup>25</sup>. Si la partie adverse est représentée, la ou le juriste doit se garder d'entrer en contact ou de traiter avec elle sans le consentement de son avocat ou son avocate<sup>26</sup>.

### *Communication avec les témoins*

15. L'avocat ou l'avocate qui communique avec un ou une témoin doit observer les lignes directrices suivantes :

- a) au cours de l'interrogatoire principal, l'avocat ou l'avocate qui interroge peut discuter avec le ou la témoin de toute affaire non encore traitée dans l'interrogatoire;
- b) au cours de l'interrogatoire principal par l'autre avocat ou avocate d'une ou d'un témoin qui n'est pas bien disposé à l'égard de la cause de l'avocat ou l'avocate, l'avocat ou l'avocate qui ne procède pas à l'interrogatoire principal peut discuter de la preuve avec le ou la témoin;
- c) entre l'achèvement de l'interrogatoire principal et le début du contre-interrogatoire du ou de la témoin de l'avocat ou l'avocate, il ne doit y avoir aucune discussion sur le témoignage principal ni sur toute affaire présentée ou mentionnée au cours de l'interrogatoire principal;
- d) au cours du contre-interrogatoire par l'avocat ou l'avocate de la partie adverse, au moment où le ou la témoin subit son contre-interrogatoire, l'avocat ou l'avocate ne doit avoir aucune conversation avec ce ou cette témoin en ce qui concerne son témoignage ou une question relative à l'instance;

- e) entre l'achèvement du contre-interrogatoire et le début du réinterrogatoire, l'avocat ou l'avocate qui procède au réinterrogatoire du ou de la témoin ne peut discuter de la preuve qui sera examinée au réinterrogatoire;
- f) au cours du contre-interrogatoire par l'avocat ou l'avocate d'une ou d'un témoin qui n'est pas bien disposé à l'égard de sa cause, l'avocat ou l'avocate peut discuter du témoignage du ou de la témoin avec cette personne;
- g) au cours du contre-interrogatoire par l'avocat ou l'avocate d'une ou d'un témoin bien disposé à l'égard de sa cause, toute conversation doit être limitée de la même façon que le sont les communications au cours de l'interrogatoire principal du ou de la témoin d'un avocat ou d'une avocate;
- h) au cours du réinterrogatoire d'une ou d'un témoin assigné par l'avocat ou l'avocate de la partie adverse, si la ou le témoin est bien disposé à l'égard de la cause de l'avocat ou l'avocate, il ne doit y avoir aucune communication relative au témoignage qui doit être rendu par ce ou cette témoin au cours du réinterrogatoire. L'avocat ou l'avocate peut toutefois discuter de la preuve avec un ou une témoin qui a des intérêts opposés.

Lorsque la question se pose à savoir si le comportement de l'avocat ou l'avocate viole une règle de conduite ou l'étiquette professionnelle, il sera souvent indiqué d'obtenir le consentement de l'avocat ou l'avocate de la partie adverse et la permission du tribunal avant d'entamer des conversations susceptibles d'être jugées irrégulières ou contraires à l'étiquette.

#### *L'avocat ou l'avocate qui témoigne*

- 16. a) L'avocate ou l'avocat qui représente une partie ne doit pas présenter son propre affidavit au tribunal.
- b) L'avocat ou l'avocate qui représente une partie ne doit pas témoigner devant le tribunal sauf si les Règles de procédure civile le permettent ou sur des questions de pure forme ou non controversées. L'avocat ou l'avocate ne doit pas non plus exprimer son opinion personnelle ni tenir pour acquis un point qui demeure à prouver, qui peut faire l'objet d'un contre-interrogatoire ou qui peut être contesté. L'avocat ou l'avocate ne doit pas se conduire en témoin non assermenté ni mettre sa propre crédibilité en jeu. D'un autre côté, si son témoignage est absolument nécessaire, l'avocat ou l'avocate doit témoigner et confier la conduite du procès à un ou une collègue. Le ou la membre de la profession qui a témoigné dans une affaire ne doit jamais plaider en appel dans la même affaire<sup>27</sup>. Rien n'empêche par ailleurs un avocat ou une avocate de procéder au contre-interrogatoire d'un ou d'une collègue. Cependant, le ou la membre de la profession qui témoigne ne saurait s'attendre à

bénéficier d'un traitement de faveur du fait de sa situation professionnelle.

- c) Le présent paragraphe s'applique sous réserve de toute disposition contraire de la loi et est assujetti au pouvoir discrétionnaire du tribunal devant lequel l'avocat ou l'avocate se présente.



## Les membres de la profession et l'administration de la justice

---

### *Règle 11*

L'avocate ou l'avocat doit encourager le respect du public envers l'administration de la justice et oeuvrer pour son amélioration<sup>1</sup>.

#### COMMENTAIRES

##### *Portée de la règle*

1. L'obligation inscrite dans la règle ci-dessus n'est pas limitée à l'activité professionnelle de l'avocat ou l'avocate; c'est une responsabilité d'ordre général, attachée à sa disposition dans la communauté. Ses responsabilités sont plus grandes que celles du simple citoyen ou de la simple citoyenne. L'avocat ou l'avocate ne doit pas défier la loi en apportant des conseils ou son concours à des activités illégales. L'avocate ou l'avocat doit veiller à ne pas affaiblir ni détruire la confiance du public envers les institutions ou les autorités juridiques en tenant des propos irresponsables. Dans la vie publique, la ou le juriste doit se montrer particulièrement prudent à cet égard car, de par sa profession, on aura tendance à donner de l'importance à ses déclarations<sup>2</sup>. Mais pour la même raison, l'avocat ou l'avocate ne doit pas hésiter à dénoncer une injustice.

##### *Amélioration de l'administration de la justice*

2. L'avocat ou l'avocate admis à l'exercice de la profession souscrit, par le fait même, au principe essentiel d'une justice égale pour tous et toutes à l'intérieur d'un système accessible, ordonné et impartial. Mais pour que les institutions judiciaires fonctionnent efficacement, il faut qu'elles commandent le respect du public. L'évolution des sociétés humaines et l'imperfection des institutions sociales exigent des efforts constants pour améliorer l'administration de la justice et entretenir ainsi le respect que le public lui doit<sup>3</sup>.

3. La formation de l'avocat ou l'avocate, sa position privilégiée et son expérience lui permettent d'observer le fonctionnement des lois, des institutions juridiques, ainsi que des autorités publiques et d'en découvrir les forces et les faiblesses. L'avocate ou l'avocat doit donc être le premier investigateur de l'amélio-

ration du système juridique. Ses critiques et ses propositions doivent néanmoins être faites de bonne foi et conformes au bon sens<sup>4</sup>.

4. L'avocat ou l'avocate qui réclame des modifications d'ordre législatif ou administratif doit préciser s'il agit dans son propre intérêt, dans l'intérêt de sa clientèle ou dans l'intérêt public. L'avocat ou l'avocate peut réclamer des changements au nom d'un client ou d'une cliente, même s'il n'est pas convaincu de leur bien-fondé, mais l'avocat ou l'avocate qui prétend agir dans l'intérêt public ne doit préconiser que des changements qu'il estime en toute conscience favorables à cet intérêt<sup>5</sup>.

#### *Critique des tribunaux judiciaires et administratifs*

5. Tous les citoyens et toutes les citoyennes, y compris les membres de la profession juridique, peuvent légitimement examiner et critiquer les décisions des tribunaux judiciaires et administratifs. Mais la loi ou les usages interdisent souvent aux membres des tribunaux de se défendre eux-mêmes, et ce fait impose des responsabilités particulières aux avocats ou avocates. En premier lieu, les membres de la profession doivent éviter toute critique mesquine, excessive ou dont ils ne sont pas de bonne foi convaincus : les juristes doivent toujours se rappeler qu'auprès du public, leur science professionnelle accorde une importance particulière à leurs jugements ou critiques. En deuxième lieu, si leurs critiques portent sur des procès auxquels les membres de la profession ont participé, elles risquent de paraître entachées d'esprit partisan. En troisième lieu, lorsque les tribunaux judiciaires et administratifs sont la cible de critiques injustes, les juristes qui participent à l'administration de la justice sont mieux placés que quiconque pour se porter à leur défense et ils doivent effectivement le faire, d'abord parce que les membres des tribunaux ne peuvent pas se défendre eux-mêmes et ensuite parce que les avocats et les avocates permettent ainsi au public de mieux comprendre et, par voie de conséquence, de respecter davantage le système judiciaire<sup>6</sup>.

#### *Sécurité des palais de justice*

6. L'avocat ou l'avocate qui a des motifs raisonnables de croire qu'une situation dangereuse est susceptible de survenir à un palais de justice doit en informer la police locale et lui fournir des renseignements détaillés. Lorsque c'est possible, l'avocat ou l'avocate se doit de proposer des solutions aux problèmes envisagés, par exemple :

- a) des mesures de sécurité accrues;
- b) la mise en délibéré d'une affaire;
- c) d'autres mesures jugées souhaitables.

(modifié en nov. 1989)

## La disponibilité et la publicité des services juridiques

---

### *Règle 12*

#### *Généralités*

1. Les avocates et les avocats doivent veiller à ce que les services juridiques soient accessibles au public, d'une manière convenable et efficace qui inspire le respect et la confiance, et par des moyens compatibles avec l'intégrité, l'indépendance et l'efficacité requises des membres de la profession<sup>1</sup>.

#### *Publicité*

2. Sous réserve du paragraphe 3 de la présente règle, les juristes qui exercent seuls ou en cabinets peuvent annoncer leurs services ou leurs honoraires par divers moyens, notamment dans des brochures et documents semblables, pourvu que la publicité :

- a) ne soit ni fausse ni trompeuse et que tout fait qui y est énoncé soit vérifiable;
- b) soit de bon goût et non de nature à jeter le discrédit sur la profession juridique et l'administration de la justice;
- c) n'établisse pas de comparaison entre les services ou les frais d'autres avocats et avocates ou cabinets.

3. Les juristes qui exercent seuls ou en cabinets peuvent annoncer leurs honoraires aux conditions suivantes :

- a) l'annonce des honoraires facturés pour des consultations ou des services déterminés doit indiquer exactement les services compris et les circonstances qui peuvent justifier une majoration des honoraires;
- b) l'annonce des honoraires doit indiquer clairement que les débours sont facturés en sus;
- c) l'annonce des honoraires ne doit pas utiliser de mots ni d'expressions tels que «à partir de...», «minimum», «... et jusqu'à», ni indiquer qu'un prix donné constitue un rabais, une réduction ou un tarif spécial;

- d) les services que vise l'annonce des honoraires doivent être dispensés au tarif annoncé au client ou à la cliente qui retient les services de l'avocat ou l'avocate ou du cabinet dans les 30 jours de la dernière annonce des honoraires, à moins de circonstances exceptionnelles imprévisibles dont la preuve incombe à l'avocat ou l'avocate.

#### *Restrictions à la sollicitation et à la publicité*

4. L'avocat ou l'avocate ne peut solliciter une ou un client éventuel avec qui il n'a aucun lien familial ni n'a jamais eu de rapport professionnel, notamment par la poste ou en personne, lorsqu'il cherche principalement à obtenir un mandat pour une affaire particulière, sauf en offrant ses services au public. Le mot «solliciter» s'entend notamment d'une communication en personne, par téléphone ou télégraphe, par lettre ou autre écrit ou par une autre forme de communication adressée à une ou un destinataire déterminé; cependant, ce terme ne comprend pas les lettres adressées ou les circulaires généralement distribuées à des personnes qui ne semblent pas avoir besoin de services juridiques de la nature de ceux que fournit l'avocat ou l'avocate dans une affaire particulière, mais qui, compte tenu leur situation, trouveront habituellement ces services utiles. Ces lettres et circulaires doivent porter clairement la mention «publicité» sur chacune de leurs pages.

5. L'avocat ou l'avocate ne doit pas :

- a) permettre que son nom figure comme procureur ou procureure, avocat-conseil ou avocate-conseil ou conseiller ou conseillère de la Reine sur un support publicitaire offrant des biens (autres que des valeurs ou des publications juridiques) ou des services au public;
- b) s'il exerce dans un cabinet privé, permettre que son nom figure dans l'en-tête d'une compagnie comme étant son procureur ou sa procureure ou l'avocat-conseil ou l'avocate-conseil d'une entreprise ou personne morale; cependant, son nom peut figurer à titre d'avocat-conseil honoraire dans l'en-tête d'un organisme philanthropique ou sans but lucratif reconnu par le Comité de conduite professionnelle;
- c) agir pour un vendeur ou une vendeuse qui, à la connaissance de l'avocat ou l'avocate, en vue d'attirer un acheteur ou une acheteuse, annonce ou déclare, notamment par l'intermédiaire d'un représentant ou d'une représentante des ventes, que le prix d'achat comprend un acte enregistré ou fait croire aux acheteurs et aux acheteuses qu'ils n'ont pas besoin d'être représentés dans l'opération;
- d) offrir ses services professionnels, ni permettre à d'autres de les offrir, à une acheteuse ou un acheteur éventuel, en se représentant comme ayant les compétences voulues pour représenter cette personne en raison de ses connaissances particulières acquises en qualité d'avocat ou d'avocate du vendeur ou de la vendeuse;
- e) permettre à un vendeur ou une vendeuse ou à un agent immobilier ou une agente immobilière de faire croire à une acheteuse ou un acheteur



éventuel que l'avocat ou l'avocate, en qualité d'avocat ou d'avocate du vendeur ou de la vendeuse, agira aussi pour l'acheteur ou l'acheteuse et que ses honoraires seront payés en tout ou en partie par le vendeur ou la vendeuse;

- f) faire en sorte qu'une personne (p. ex. un agent immobilier ou une agente immobilière) prenne l'habitude de recommander les services de l'avocat ou l'avocate ou l'encourager à le faire;
- g) accepter un mandat ou un dossier du ou de la membre d'un club ou d'une organisation, notamment du ou de la membre d'un club automobile qui a l'habitude de «diriger» ses membres, à moins que l'avocat ou l'avocate ne travaille avec un organisme communautaire à vocation sociale en dispensant des conseils ou des services juridiques gratuitement aux personnes visées par les activités de l'organisme.

6. Sauf directive expresse et spontanée du client ou de la cliente, l'avocat ou l'avocate ne peut pas insérer dans le testament de cette personne une disposition ordonnant à l'exécuteur ou l'exécutrice testamentaire de retenir ses services pour l'administration de la succession<sup>2</sup>.

*Raison sociale, en-tête, etc.*

- 7. a) La raison sociale d'un cabinet peut être constituée en tout ou en partie du nom des membres du cabinet qui sont décédés ou à la retraite.
- b) La raison sociale d'un cabinet d'avocats et d'avocates ne doit pas comprendre une appellation commerciale ou une figure de rhétorique. Sauf ce qui est prévu au paragraphe c) ci-dessous, la raison sociale comprend seulement les noms de personnes qui sont ou étaient, avant leur décès, compétentes pour exercer en Ontario ou dans un autre territoire ou une autre province du Canada là où le cabinet exerce ses activités.
- c) L'emploi d'expressions comme «John Doe et associés» ou «Linda Smith et compagnie» est incorrect à moins qu'il y ait en réalité, respectivement, plus d'un avocat en exercice associé à John Doe ou plus d'une associée de Linda Smith dans l'entreprise.
- d) Doit être rayé de la raison sociale le nom de l'avocat ou l'avocate qui se retire d'une entreprise pour occuper la fonction de juge ou de protonotaire ou pour remplir une charge incompatible avec l'exercice du droit.
- e) L'avocat ou l'avocate qui acquiert une clientèle peut, pendant une période raisonnable, inscrire les mots «successeur/successeuse de .....» en petits caractères sous son nom.
- f) L'avocat ou l'avocate ne doit pas acquérir ni utiliser une raison sociale à moins qu'il ne l'ait acquise avec la clientèle d'une ou d'un membre décédé ou retraité qui a exercé sa profession sous cette raison sociale.

- g) Les juristes qui exercent dans le domaine de la propriété industrielle peuvent afficher les noms des agents et agentes de brevets et de marques de commerce enregistrés au Canada qui sont reconnus comme tels mais qui ne sont pas avocats ou avocates.
- h) Seuls peuvent être inscrits dans l'en-tête d'un avocat ou d'une avocate et sur les enseignes qui annoncent son bureau les renseignements suivants : le nom de l'avocat ou de l'avocate ou du cabinet; la liste des membres du cabinet, y compris les avocates-conseils et les avocats-conseils qui y exercent; les mots «avocat-plaideur», «avocate-plaideuse», «avocate et procureure», «avocat et procureur», «avocat», «avocate» ou «cabinet d'avocats et d'avocates», auxquels peuvent s'ajouter les mots «notaire» ou «commissaire à l'assermentation» ainsi que les mots «agent de brevets et de marques de commerce», «agente de brevets et de marques de commerce», le cas échéant, au singulier ou au pluriel selon le contexte; les adresses, numéros de téléphone et heures d'ouverture des bureaux ainsi que les langues dans lesquelles l'avocate ou l'avocat est compétent et capable d'exercer sa profession. Les logos peuvent figurer sur les en-têtes pourvu qu'ils soient de bon goût.

(modifié en oct. 1987)

- i) Les membres de la profession juridique peuvent inscrire à la suite de leur nom dans l'en-tête les grades et diplômes qu'ils ont obtenus des universités et des établissements postsecondaires reconnus, y compris les titres honorifiques; les juristes peuvent aussi indiquer leurs qualités professionnelles, par exemple les désignations ing., c.a., M.D., ainsi que leurs décorations et récompenses civiles et militaires reconnues.

### *Exercice restreint*

8. a) L'avocate ou l'avocat peut indiquer sa spécialité dans un domaine particulier à condition d'avoir été agréé comme tel par le Barreau. L'avocat ou l'avocate peut préciser que son champ d'exercice se limite à un ou plusieurs domaines du droit ou qu'il exerce dans un ou plusieurs domaines si c'est le cas, mais il ne peut indiquer une préférence pour un ou plusieurs domaines. L'avocat ou l'avocate peut indiquer qu'il est généraliste, si c'est le cas.

b) Le cabinet d'avocats et d'avocates peut :

- (i) indiquer sous sa raison sociale que son champ d'exercice du droit est général ou qu'il exerce dans certains domaines du droit ou encore que son champ d'exercice est restreint;
- (ii) indiquer le ou les domaines dans lesquels exercent certains membres ou auxquels ils limitent leur champ d'exercice.

(modifié en mars 1989)

## COMMENTAIRES

*Recherche d'un avocat ou d'une avocate*

1. Il est essentiel que les justiciables puissent trouver sans trop de retard et de difficulté des avocats et des avocates capables de leur fournir les services dont ils ont besoin. Dans les petites localités où les juristes sont bien connus, il est généralement possible de choisir en connaissance de cause et de retenir les services d'une personne compétente et digne de confiance. Il n'en est pas toujours ainsi dans les grands centres urbains. L'exercice du droit devenant de plus en plus complexe et un bon nombre d'avocats et d'avocates limitant leur champ d'exercice à des domaines particuliers, la réputation des membres de la profession et leur compétence dans tel ou tel domaine ne sont pas toujours assez connues pour permettre un choix judicieux. C'est ainsi que la personne qui n'a eu que peu ou pas de contacts avec des avocats ou des avocates ou qui est étrangère à la collectivité peut avoir du mal à trouver un avocat ou une avocate ayant les compétences requises pour une affaire particulière. Certes, l'annuaire téléphonique, l'annuaire des avocats et des avocates et les services de référence l'aideront à trouver un avocat ou une avocate, mais ce ne sera pas nécessairement la personne qui convient à ses besoins<sup>3</sup>.

2. L'avocate ou l'avocat qui est consulté, dans ces circonstances, par une cliente ou un client éventuel, est prêt à l'aider à trouver l'avocat ou l'avocate qui convient à son affaire. Si pour une raison ou pour une autre, le ou la juriste ne peut pas s'occuper de l'affaire (par exemple si cette personne se juge insuffisamment compétente dans le domaine en question, elle doit aider le client ou la cliente à se trouver une ou un collègue compétent qui puisse le représenter. Ce concours est prêté de bonne grâce et, sauf circonstances exceptionnelles, gratuitement<sup>4</sup>.

3. L'avocate ou l'avocat peut en outre favoriser l'accès aux services juridiques en participant au Régime d'aide juridique, aux services de référence, aux programmes d'information, de formation ou de consultation juridiques à l'intention du public et en se montrant attentionné envers ceux qui cherchent conseil mais qui n'ont pas d'expérience en matière juridique ou ont de la difficulté à exposer leurs problèmes.

4. Les moyens employés pour faciliter l'accès du public aux services juridiques doivent être conformes à l'intérêt public et ne doivent pas être conçus pour servir avant tout l'intérêt économique d'un avocat ou d'une avocate ou d'un cabinet d'avocats et d'avocates ni ne doivent porter atteinte à l'intégrité, à l'indépendance et à l'efficacité requises des membres de la profession. La surenchère publicitaire ne sert ni l'intérêt public ni celui de la profession.

*Droit de l'avocat ou l'avocate de refuser son concours*

5. En général, l'avocate ou l'avocat a le droit de refuser ses services (à moins d'être désigné d'office), mais il use de ce droit prudemment s'il risque ainsi d'empêcher une personne d'être conseillée ou représentée. D'une façon générale, le ou la juriste ne doit pas refuser ses services au seul motif que la personne qui le sollicite ou que la cause qu'elle défend est impopulaire ou de notoriété publique, que des

intérêts puissants ou des accusations d'inconduite ou de méfait sont en cause, ni encore qu'il s'est fait une opinion sur la culpabilité de l'accusé ou l'accusée. Comme l'exige le paragraphe 2, l'avocat ou l'avocate qui refuse son concours à un client ou une cliente doit l'aider à trouver une ou un collègue compétent qui puisse s'occuper de lui<sup>5</sup>.

## Les obligations envers la profession

---

### *Règle 13*

L'avocat ou l'avocate doit contribuer au maintien de l'intégrité de la profession et participation à ses activités<sup>1</sup>.

#### COMMENTAIRES

1. Si l'on n'arrête pas à temps l'avocat ou l'avocate qui tend à s'écarter des normes de déontologie, sa clientèle ou d'autres personnes peuvent subir des pertes ou un préjudice. Des manquements en soi peu graves peuvent, à l'examen, révéler des risques futurs de manquements plus sérieux, voire une situation déjà fortement compromise. Il convient donc qu'un avocat ou une avocate (sauf obligation au secret ou autre interdiction légale) signale au Barreau toute infraction aux présentes règles. Plus que d'une convenance, il s'agit, sous les mêmes réserves, d'une obligation stricte lorsqu'il y a lieu de croire que le manquement présumé peut causer un préjudice grave, par exemple s'il y a un déficit dans les fonds en fiducie. Dans tous les cas, le manquement est signalé de bonne foi, sans intention de nuire ni autres motifs inavouables<sup>2</sup>.

2. L'avocat ou l'avocate doit essayer de convaincre le client ou la cliente qui a une réclamation contre une personne apparemment malhonnête de signaler les faits au Barreau avant d'exercer un recours privé. Si le client ou la cliente refuse de le faire, l'avocat ou l'avocate doit l'informer des principes directeurs du Fonds d'indemnisation du Barreau et obtenir des directives écrites de donner suite à la réclamation du client ou de la cliente sans aviser le Barreau. L'avocat ou l'avocate doit renseigner le client ou la cliente sur les dispositions du *Code criminel* traitant de la dissimulation d'un acte criminel aux termes d'une entente en vue d'obtenir une contrepartie valable (article 141). Advenant que le client ou la cliente désire conclure une entente de gré à gré avec l'avocat ou l'avocate apparemment malhonnête, l'avocat ou l'avocate doit cesser d'agir si celle-ci constitue une violation de l'article 141.

3. L'avocat ou l'avocate doit répondre sans délai aux communications du Barreau<sup>3</sup>.

4. L'avocat ou l'avocate ne doit pas, dans l'exercice de sa profession, écrire à son client ou sa cliente, à une ou un collègue ou à qui que ce soit des lettres

offensantes, injurieuses ou qui s'écartent de quelque façon que ce soit de la politesse dont doit toujours être empreinte sa correspondance professionnelle<sup>4</sup>.

*Absence de discrimination*

5. [Le cinquième commentaire a été supprimé par le Conseil le 25 novembre 1994 et remplacé par la Règle 28, adoptée par le Conseil le 23 septembre 1994.].

(supprimé en novembre 1994)

*Devoir de l'avocat ou l'avocate d'honorer ses engagements financiers*

6. Afin de faire honneur à la profession, l'avocat ou l'avocate a le devoir, outre ses responsabilités légales, d'honorer les engagements financiers contractés ou assumés au nom de sa clientèle, sauf si avant de procéder le ou la juriste indique clairement par écrit qu'il ne s'engage pas personnellement.

L'avocat ou l'avocate a généralement le devoir d'honorer les engagements financiers contractés dans l'exercice de sa profession, notamment par l'acquittement immédiat de la franchise prévue par le Régime d'assurance-responsabilité civile professionnelle du Barreau, lorsqu'elle lui est réclamée à juste titre.

*Devoir de l'avocat ou l'avocate de respecter les directives concernant le recrutement des stagiaires et des étudiantes et étudiants employés l'été*

7. Les membres de la profession juridique sont tenus de respecter les directives du Barreau à l'égard du recrutement des stagiaires ainsi que de l'emploi des étudiantes et étudiants durant l'été. Les avocats et les avocates qui enfreignent délibérément ces lignes directrices ou autorisent pareille infraction commettent un manquement professionnel.

(ajouté en oct. 1987)

## Les obligations entre collègues

---

### *Règle 14*

Les relations entre les membres de la profession doivent être empreintes de courtoisie et de bonne foi<sup>1</sup>.

#### COMMENTAIRES

1. L'intérêt du public exige que les questions confiées à l'avocat ou l'avocate soient traitées avec efficacité et rapidité. Cette exigence sera d'autant mieux satisfaite que tous les juristes engagés dans une affaire agissent les uns envers les autres avec loyauté et courtoisie. L'avocat ou l'avocate qui agit autrement nuit à sa clientèle et, en dérogeant à cette règle, compromet gravement l'exercice de sa profession<sup>2</sup>.

2. Les sentiments d'inimitié qui peuvent exister ou apparaître entre les clients et les clientes, particulièrement en cours d'instance, ne doivent jamais influencer le comportement des avocats et avocates entre eux ou vis-à-vis des parties en cause. Si les avocates et les avocats engagés dans une affaire entretiennent des sentiments d'animosité, leurs émotions risquent de fausser leur jugement et d'empêcher que soit donnée à l'affaire une issue satisfaisante. Les observations ou les manoeuvres abusives à caractère personnel gênent la bonne marche de la justice et n'ont pas leur place dans notre système juridique<sup>3</sup>.

3. L'avocat ou l'avocate doit accéder aux demandes raisonnables qui lui sont faites en ce qui concerne la date du procès, les ajournements, la renonciation à certaines formalités et d'autres questions analogues qui ne portent pas préjudice aux droits de son client ou sa cliente<sup>4</sup>.

4. L'avocat ou l'avocate doit éviter les pratiques retorses. Il ne doit pas tirer parti, sans avertissement raisonnable, des étourderies, irrégularités ou erreurs commises par des collègues, si elles sont sans rapport avec le fond du litige et ne portent pas atteinte aux droits de son client ou sa cliente. L'avocat ou l'avocate ne doit pas utiliser de magnétophone ni d'appareils analogues pour enregistrer une conversation avec un client ou une cliente, une ou un collègue ou une personne quelconque, sans en avoir d'abord prévenu l'intéressé ou l'intéressée, lors même que l'enregistrement serait en soi légal<sup>5</sup>.

5. L'avocat ou l'avocate doit répondre dans les meilleurs délais à toutes les lettres et à tous les messages qui lui sont adressés par des collègues qui exigent une réponse. Le ou la juriste doit remplir tous ses engagements avec ponctualité<sup>6</sup>.

6. L'avocat ou l'avocate ne doit pas prendre des engagements qu'il ne peut tenir et doit tenir tous ceux qu'il a pris. Les engagements doivent être pris ou confirmés par écrit, en termes dépourvus de toute ambiguïté. Si l'avocat ou l'avocate qui prend un engagement n'entend pas en assumer la responsabilité, il doit en faire expressément mention dans l'engagement lui-même. À défaut d'une telle mention, la personne envers laquelle l'engagement a été pris est en droit de s'attendre à ce que l'avocat ou l'avocate l'honore personnellement. L'emploi des expressions comme «au nom de mon client», «au nom de ma cliente», «au nom du vendeur» ou «au nom de la vendeuse» ne dégage pas l'avocat ou l'avocate de sa responsabilité personnelle<sup>7</sup>.

7. L'avocat ou l'avocate ne doit pas communiquer ni chercher à transiger ou à négocier directement avec une personne représentée par une ou un collègue, sauf avec le consentement de ce dernier<sup>8</sup>.

8. L'avocat ou l'avocate doit éviter de critiquer à la légère la compétence, le comportement, les conseils ou les honoraires de ses collègues. En revanche, la ou le juriste doit être prêt à conseiller et à représenter le client ou la cliente dans une plainte concernant une ou un collègue<sup>9</sup>.

9. L'avocat ou l'avocate doit observer les mêmes devoirs de courtoisie et de bonne foi envers la personne qui n'est pas juriste qui, légalement, représente autrui ou agit pour elle-même.



## **Les juges à la retraite qui reprennent l'exercice de la profession**

---

### ***Règle 15***

1. Sans l'autorisation expresse du Conseil, qui ne peut être accordée qu'en des circonstances exceptionnelles et peut faire l'objet des restrictions que le Conseil estime indiquées, aucune ou aucun membre qui a été juge de la Cour suprême du Canada, de la Cour d'appel de l'Ontario ou de la Cour fédérale du Canada, Section d'appel, et qui a pris sa retraite, a démissionné ou a été destitué et a repris l'exercice du droit ne peut comparaître en qualité d'avocat ou d'avocate devant une cour, un juge en son cabinet, une commission ou un tribunal administratif.

2. Sans l'autorisation expresse du Conseil, qui ne peut être accordée qu'en des circonstances exceptionnelles et peut faire l'objet des restrictions que le Conseil estime indiquées, aucune ou aucun membre qui a été juge de la Cour fédérale du Canada, Section de première instance, de la Cour canadienne de l'impôt, de la Cour suprême de l'Ontario, Division de première instance, d'une cour de comté ou de district ou de la Cour de justice de l'Ontario (Division générale) et qui a pris sa retraite, a démissionné ou a été destitué et a repris l'exercice du droit ne peut comparaître en qualité d'avocat ou d'avocate, pour une période de deux ans à compter de la date de la mise à la retraite, de la démission ou de la destitution :

- a) devant la cour où le ou la juge a siégé ou devant tout tribunal inférieur;
- b) devant toute commission ou tout tribunal administratif sur lequel la cour où siégeait le ou la juge a exercé une juridiction d'appel ou de contrôle judiciaire.

*(modifié en janv. 1991)*



## La délégation à des auxiliaires qui ne sont pas juristes

---

### *Règle 16*

1. Dans des circonstances appropriées, l'avocat ou l'avocate peut servir sa clientèle avec l'aide d'un ou d'une auxiliaire qui n'est pas membre de la profession, mais dont il reconnaît la compétence. Des tâches juridiques peuvent être déléguées à ces auxiliaires, mais l'avocat ou l'avocate demeure responsable de tous les services fournis et de tous les documents rédigés. Il est admis qu'une catégorie d'auxiliaires, généralement des clerks ou du personnel parajuridique, qui ne sont pas avocats ou avocates, mais qui ont reçu une formation ou un enseignement spécialisé, peuvent travailler de façon autonome sous la surveillance générale d'un avocat ou d'une avocate. Ces auxiliaires sont visés par la règle.

2. L'avocat ou l'avocate peut autoriser l'auxiliaire à accomplir des tâches qui lui sont déléguées par un avocat ou une avocate, sous la surveillance, dans la mesure où l'avocate ou l'avocat garde un contact direct avec le client ou la cliente ou travaille au sein d'une clinique juridique communautaire financée par le Comité de financement des cliniques et dans la mesure où l'avocate ou l'avocat assure une surveillance directe du dossier de chaque client ou cliente, conformément aux exigences de surveillance du Comité de financement des cliniques, et que le ou la membre de la profession engage sa responsabilité professionnelle pour le travail exécuté. L'avocate ou l'avocat ne doit pas autoriser l'auxiliaire à exercer les fonctions réservées exclusivement aux avocats et avocates ni à accomplir des actes que les juristes ne peuvent accomplir. De façon générale et sous réserve de toute disposition législative, règle de procédure ou règle de pratique à cet égard, c'est en fonction de la distinction entre les connaissances particulières de l'auxiliaire et le jugement professionnel et juridique dont l'avocate ou l'avocat doit faire preuve dans l'intérêt public qu'on peut savoir quel type de tâches peut être délégué à l'auxiliaire.

3. L'avocat ou l'avocate ne peut autoriser l'auxiliaire à agir que sous la surveillance d'un ou d'une membre du Barreau. La portée de cette surveillance est fonction du type d'affaires visé, notamment de son caractère standard et répétitif ainsi que de l'expérience de l'auxiliaire, tant en général qu'en regard de ce type d'affaire. L'avocat ou l'avocate qui a recours à une ou un auxiliaire a l'obligation de l'instruire des fonctions qui peuvent lui être assignées et d'en surveiller les modalités d'exécution. L'avocat ou l'avocate examine le travail de l'auxiliaire à

intervalles suffisamment rapprochés pour assurer une exécution adéquate et dans les délais.

4. Les bureaux et les cabinets d'avocats et d'avocates, y compris les bureaux régionaux de cabinets d'avocats et d'avocates, doivent être en tout temps sous la surveillance effective d'un avocat ou d'une avocate.

## COMMENTAIRES

### *Portée de la règle*

1. La présente règle a été élaborée en vue de fournir des lignes directrices sur la délégation des fonctions à des auxiliaires et sur leur surveillance.

### *Délégation admissible*

2. Les exemples suivants, qui ne prétendent pas être exhaustifs, donnent un aperçu de l'application à des domaines particuliers des lignes directrices générales prévues au paragraphe 1 des commentaires :

#### a) DROIT IMMOBILIER

L'avocat ou l'avocate peut autoriser l'auxiliaire à traiter toute question d'administration courante et à participer à des opérations plus complexes relatives à la vente, l'achat, l'option, l'hypothèque ou le bail immobiliers, à rédiger des états de compte, à rédiger les documents et la correspondance habituels, ainsi qu'à s'occuper des enregistrements, pourvu que l'avocat ou l'avocate ne délègue pas à l'auxiliaire la responsabilité ultime de réviser le rapport d'une recherche de titre ou d'examiner des documents avant leur signature, ni de réviser et de signer une lettre de réquisition, une opinion sur un titre ou une lettre relative au rapport.

#### b) DROIT DES SOCIÉTÉS ET DROIT COMMERCIAL

L'avocat ou l'avocate peut autoriser l'auxiliaire à traiter toute question d'administration courante, à participer à des opérations plus complexes et à rédiger les documents et la correspondance habituels en matière commerciale, en matière de droit des sociétés et de valeurs mobilières, notamment dresser des procès-verbaux et rédiger les documents des compagnies conformément à leurs statuts, préparer des titres de valeurs mobilières, des documents pour l'inscription de valeurs mobilières, des contrats de toutes sortes, des documents relatifs à la conclusion d'opérations et des états de compte et procéder aux dépôts.

#### c) TESTAMENTS, FIDUCIES ET SUCCESSIONS

L'avocat ou l'avocate peut autoriser l'auxiliaire à traiter toute question d'administration courante, à participer à des opérations plus complexes, à recueillir de l'information, à rédiger les documents et la correspondance habituels, à remplir les déclarations d'impôt sur le revenu, à calculer ces impôts, à dresser les comptes et

les états de compte des exécuteurs et exécutrices testamentaires et à procéder aux dépôts.

#### d) MATIÈRES CONTENTIEUSES

L'avocat ou l'avocate peut autoriser l'auxiliaire à traiter toute question d'administration courante, à participer à des opérations plus complexes, à recueillir de l'information, à rédiger des actes de procédure courants, la correspondance et autres documents habituels, à effectuer des recherches sur des questions de droit, à préparer des procès-verbaux, des documents et des dossiers, à dresser des états de compte et à procéder à des dépôts. En règle générale, l'auxiliaire ne peut pas procéder à des interrogatoires ni se présenter en cour, sauf pour prêter son concours à l'avocat ou l'avocate qui y assiste. Fait exception à la règle notamment le personnel parajuridique ou clerc employé par un seul avocat ou une seule avocate ou par un cabinet d'avocats et d'avocates qui se présente :

- (i) aux ajournements réguliers dans les tribunaux provinciaux,
- (ii) aux comparutions devant les tribunaux lorsque les lois et les règlements autorisent des personnes qui ne sont pas avocats et avocates à comparaître, notamment devant la Cour des petites créances, la Cour provinciale, aux enquêtes du coroner, en qualité de représentant ou de représentante en matière de déclarations sommaires de culpabilité lorsque le *Code criminel* le permet, et devant les tribunaux administratifs en vertu de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*,
- (iii) aux interrogatoires réguliers lors d'affaires non contestées, notamment pour recevoir les aveux habituels, à l'interrogatoire d'un débiteur ou d'une débitrice sur jugement et à titre d'observateur ou d'observatrice; cependant, l'auxiliaire ne peut jamais mener un interrogatoire préalable dans une affaire contestée ni contre-interroger un ou une témoin à l'appui d'une motion,
- (iv) devant une ou un protonotaire pour de simples questions *ex parte* ou pour une ordonnance de consentement,
- (v) à la liquidation des dépens.

#### *Délégation interdite*

3. L'avocat ou l'avocate ne peut autoriser l'auxiliaire à :

- a) accepter des dossiers au nom de l'avocat ou l'avocate; l'auxiliaire peut cependant recevoir des directives de clientes et clients établis si l'avocate ou l'avocat qui assure la surveillance en est avisé avant le début des travaux;
- b) fixer des honoraires sauf en suivant un tarif d'honoraires si c'est le ou la membre de la profession qui a établi le tarif et qui demeure responsable de l'envoi du compte au client ou à la cliente;

- c) donner une opinion juridique;
- d) prendre ou à accepter des engagements, sauf sur autorisation expresse de l'avocat ou l'avocate qui assure la surveillance;
- e) agir définitivement sans consulter l'avocat ou l'avocate à l'égard de questions faisant appel au jugement juridique d'un avocat ou d'une avocate;
- f) se faire passer pour l'avocat ou l'avocate (le ou la juriste doit s'assurer que l'auxiliaire s'identifie comme tel lorsqu'il communique oralement ou par écrit avec la clientèle, les membres de la profession, les fonctionnaires ou le grand public, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des bureaux du cabinet qui l'emploie);
- g) se présenter en cour ni à participer activement à une instance formelle au nom du client ou de la cliente, sauf conformément aux dispositions qui précèdent ou pour prêter son concours à l'avocat ou l'avocate qui plaide dans cette instance;
- h) figurer comme associé ou associée de l'avocat ou l'avocate dans un acte de procédure, une observation écrite ou un autre document présenté à un tribunal;
- i) être rémunéré sur une échelle mobile en fonction des gains de l'avocat ou l'avocate, sauf si l'auxiliaire est employé par le ou la juriste en question;
- j) engager des négociations avec un tiers, sauf s'il s'agit de négociations courantes auxquelles le client ou la cliente donne son accord et dont les résultats sont approuvés par l'avocat ou l'avocate qui assure la surveillance, avant que des mesures concrètes ne soient prises;
- k) recevoir des directives de la clientèle, à moins que l'avocat ou l'avocate qui assure la surveillance n'ait dirigé le client ou la cliente vers l'auxiliaire à cette fin;
- l) signer des lettres qui contiennent une opinion juridique; cependant, l'auxiliaire à qui l'avocat ou l'avocate assurant la surveillance a ordonné précisément d'agir ainsi peut signer les lettres relatives à l'administration courante, en autant que l'auxiliaire révèle qu'il n'est pas avocat ou avocate et qu'il indique à quel titre il appose sa signature;
- m) transmettre à un client ou une cliente des documents autres que des documents courants, à moins que l'avocat ou l'avocate ne les ait examinés auparavant.

4. Les étudiants et les étudiantes au Barreau ne sont pas des auxiliaires au sens de la présente règle et des présents commentaires.

## Les activités étrangères à l'exercice du droit

---

### *Règle 17*

L'avocat ou l'avocate qui exerce une autre profession, fait des affaires ou occupe un emploi parallèlement à l'exercice du droit ne doit jamais laisser cette autre activité compromettre son intégrité, son indépendance et sa compétence professionnelle<sup>1</sup>.

#### COMMENTAIRES

1. L'expression «activité étrangère» doit recevoir une interprétation très étendue et s'entend notamment d'activités qui peuvent chevaucher l'exercice du droit ou y être reliées, par exemple le crédit hypothécaire, la fonction d'administrateur ou d'administratrice d'une compagnie cliente ou la rédaction d'articles sur des questions de droit, par exemple une carrière dans les affaires, la politique, la radiodiffusion ou le spectacle. La question de savoir dans quelle mesure l'avocat ou l'avocate peut se livrer à ces activités étrangères dépend dans chaque cas du droit en la matière ou des règlements du Barreau<sup>2</sup>.

2. L'avocate ou l'avocat ne doit pas permettre que sa participation à une activité étrangère compromette l'indépendance de son jugement professionnel pour le compte de sa clientèle<sup>3</sup>.

3. Les activités exercées qui n'ont aucun rapport avec les services juridiques que l'avocat ou l'avocate dispense à sa clientèle ne soulèvent généralement aucun problème de déontologie à moins que la conduite de l'avocat ou l'avocate ne soit de nature à jeter le discrédit sur sa personne ou sur la profession juridique<sup>4</sup> ou à compromettre sa compétence notamment lorsque les activités étrangères exercées sont tellement accaparantes que l'avocat ou l'avocate n'aurait plus le temps de consacrer aux affaires de son client ou sa cliente l'attention et la préparation nécessaires.





# Les juristes qui occupent des fonctions publiques

---

## *Règle 18*

L'avocat ou l'avocate qui occupe des fonctions publiques doit s'en acquitter selon des normes de conduite aussi exigeantes que celles qu'imposent les présentes règles aux avocats et aux avocates en exercice<sup>1</sup>.

### COMMENTAIRES

#### *Portée de la règle*

1. La règle vaut pour l'avocat ou l'avocate qui accède à des fonctions législatives ou administratives, par voie d'élection ou de nomination, à n'importe quel palier gouvernemental, que ce soit ou non lié à sa qualité d'avocat ou d'avocate<sup>2</sup>. Comme le public l'observe, tout manquement de sa part à l'éthique professionnelle risque plus facilement de discréditer la profession juridique.

2. Normalement, le Barreau ne s'occupe pas de la façon dont l'avocat ou l'avocate s'acquitte des fonctions publiques dont il est investi. Cependant, l'avocat ou l'avocate peut faire l'objet de sanctions disciplinaires si cette personne fait preuve d'un manque d'intégrité ou de compétence professionnelle<sup>3</sup>.

#### *Conflit d'intérêts*

3. L'avocat ou l'avocate qui occupe des fonctions publiques doit éviter tout conflit entre ses intérêts personnels ou professionnels et les devoirs de sa charge. Le ou la membre de la profession qui n'occupe ces fonctions qu'à temps partiel doit refuser toute affaire privée dans laquelle les intérêts de son client ou sa cliente pourraient entrer en conflit avec les devoirs de sa charge. Si un conflit imprévu surgit, l'avocat ou l'avocate doit se dessaisir de l'affaire et expliquer à son client ou sa cliente qu'il lui faut donner priorité à ses fonctions officielles. L'avocat ou l'avocate qui se consacre exclusivement à ses fonctions publiques ne risque pas de rencontrer ce problème. Néanmoins, le ou la juriste doit prendre garde à ce que, dans l'exécution de ses fonctions officielles, son jugement ne soit pas influencé par ses propres intérêts ou par les intérêts d'un proche ou d'une personne à laquelle l'avocate ou l'avocat est lié, d'anciens clients et clientes ou de futurs clients et clientes, associés et associées ou partenaires<sup>4</sup>.

4. Sous réserve de règles spéciales applicables aux fonctions publiques visées, l'avocate ou l'avocat qui les occupe et qui entrevoit la possibilité d'un conflit d'intérêts est tenu de la révéler le plus tôt possible et de ne participer à aucune étude, discussion ni aucun vote relatifs à la question concernée<sup>5</sup>.

5. S'il y a possibilité d'un conflit d'intérêts, l'avocat ou l'avocate ne doit pas représenter le client ou la cliente ni conseiller cette personne dans le dossier contentieux auquel la ou le membre de la profession a été mêlé dans l'exercice de ses fonctions officielles<sup>6</sup>.

#### *Comparution devant des organismes officiels*

6. L'avocat ou l'avocate ne doit pas comparaître à titre professionnel devant un organisme officiel, notamment un conseil scolaire ou un conseil municipal, dont lui, un de ses associés, une de ses associées ou partenaires est membre. Toutefois, sous réserve des règles de l'organisme officiel, son associé ou associée ou son ou sa partenaire pourrait comparaître à titre professionnel devant un comité d'un tel organisme si cette personne n'était pas membre du comité en question et à la condition que dans l'affaire dans laquelle elle comparaît, l'avocat ou l'avocate ne siège pas au comité, ne participe pas à la formulation des recommandations du comité, ni ne vote sur celles-ci<sup>7</sup>.

#### *Conduite de l'avocat ou l'avocate qui a quitté ses fonctions publiques*

7. L'avocat ou l'avocate qui a quitté ses fonctions publiques ne doit pas agir pour un client ou une cliente dans une affaire à l'égard de laquelle il a assumé d'importantes responsabilités dans l'exercice de ses fonctions antérieures. Toutefois, l'avocat ou l'avocate peut agir à titre professionnel dans cette affaire pour l'organisme public en question<sup>8</sup>.

8. Conséquemment à la règle 17, l'avocate ou l'avocat doit garder pour lui des renseignements confidentiels auxquels il a eu accès dans l'exercice de fonctions publiques; le ou la juriste ne peut les divulguer ni les utiliser sous prétexte qu'il n'exerce plus de fonctions officielles<sup>9</sup>.

## L'exercice du droit par des personnes non autorisées

---

### *Règle 19*

L'avocate ou l'avocat doit aider à prévenir l'exercice illégal de la profession<sup>1</sup>.

#### COMMENTAIRES

1. Les dispositions législatives interdisant l'exercice du droit par des personnes non autorisées sont conçues pour protéger le public. Il se peut que les personnes non autorisées à exercer possèdent certaines compétences techniques ou personnelles, mais elles échappent à la surveillance, à la réglementation et, en cas d'inconduite, aux sanctions disciplinaires du Barreau. Par ailleurs, la cliente ou le client de l'avocat ou l'avocate en règle est protégé par le privilège visant les communications entre l'avocat ou l'avocate et son client ou sa cliente, par le secret professionnel, le devoir de diligence que la loi impose aux membres de la profession, et le contrôle que les tribunaux exercent sur leurs activités. La clientèle bénéficie en outre des garanties offertes notamment par l'assurance-responsabilité civile professionnelle, le droit à la liquidation des comptes, les règles relatives aux fonds placés en fiducie et la constitution de fonds d'indemnisation<sup>2</sup>.

2. L'avocate ou l'avocat doit assumer intégralement la responsabilité professionnelle des travaux qui lui sont confiés. Le ou la juriste dirige son personnel et ses adjoints et adjointes, étudiants et étudiantes, personnel parajuridique et clerks et leur délègue des tâches et des fonctions particulières. L'avocate ou l'avocat qui exerce seul ou qui assure le fonctionnement d'un cabinet régional ou d'un cabinet à temps partiel doit s'assurer que toutes les tâches qui exigent l'habileté et le jugement professionnel d'une ou d'un juriste sont effectivement remplies par une avocate ou un avocat compétent et que des conseils juridiques ne soient pas dispensés par des personnes non autorisées à exercer, que ce soit en son nom ou autrement. Enfin, l'avocat ou l'avocate doit toujours approuver le montant des honoraires facturés au client ou à la cliente<sup>3</sup>.

3. Aucune lettre de recouvrement portant la signature de l'avocat ou l'avocate ne peut être envoyée, sauf si la lettre porte l'en-tête de l'avocat ou l'avocate,

qu'elle soit préparée sous sa surveillance et expédiée du cabinet d'avocats et d'avocates.

## **Les personnes radiées du barreau**

---

### ***Règle 20***

Sauf sur approbation expresse du Conseil, l'avocate ou l'avocat ne doit pas retenir les services d'une personne, l'embaucher ou partager avec elle des tâches relevant de l'exercice du droit, si cette personne, en Ontario ou ailleurs, a été radiée du barreau, rayée du tableau de l'Ordre, suspendue ou a fait l'objet d'une mesure disciplinaire ayant entraîné sa démission, et qu'elle n'ait pas été réintégrée ni réadmise.



## Les juristes qui paraissent ou font des déclarations en public

---

### *Règle 21*

1. L'avocat ou l'avocate qui paraît ou fait des déclarations en public doit adopter la même conduite qu'avec sa clientèle, ses collègues ou que devant les tribunaux judiciaires et administratifs. Ses rapports avec les médias constituent un simple prolongement de sa conduite professionnelle. Le seul fait, pour une avocate ou un avocat, de paraître en dehors d'une salle d'audience, d'un tribunal ou d'un bureau ou cabinet d'avocats et d'avocates n'excuse pas une conduite qui autrement serait irrégulière.

2. Avant de faire une déclaration publique au sujet des affaires de son client ou sa cliente, l'avocate ou l'avocat lui doit de s'assurer que toute communication est dans l'intérêt de son client ou sa cliente et est conforme à son mandat. L'avocat ou l'avocate doit aussi à son client ou sa cliente de posséder la compétence nécessaire pour le représenter efficacement en public et de ne laisser aucun intérêt personnel ni aucune autre cause entrer en conflit avec les intérêts du client ou de la cliente.

3. L'avocate ou l'avocat qui représente le client ou la cliente ne doit pas exprimer son opinion personnelle concernant le bien-fondé du dossier de cette personne.

4. Lorsque c'est possible, l'avocat ou l'avocate doit s'efforcer d'améliorer l'administration de la justice et favoriser le respect du public à l'égard de celle-ci. Plus particulièrement, le ou la juriste doit traiter ses collègues et les tribunaux judiciaires et administratifs avec respect, intégrité et courtoisie. L'avocate ou l'avocat est assujetti à une norme de conduite distincte, plus élevée que celle qui pourrait faire l'objet d'une sanction du tribunal.

5. Les communications publiques ne doivent ni servir à faire de la publicité à l'avocat ou l'avocate, ni suggérer d'une façon quelconque que l'avocat ou l'avocate cherche en fait à se glorifier ou à servir son avancement personnel.

## COMMENTAIRES

1. Récemment, les médias ont montré un intérêt prononcé pour les questions juridiques. Cet intérêt se traduit par une couverture plus complète de l'adoption de lois aux niveaux national et provincial et des causes ayant une incidence sociale, économique ou politique qui sont portées devant les tribunaux. Cet intérêt s'est encore accru avec l'adoption de la Charte des droits et libertés. Les journalistes ont par conséquent sondé l'opinion, non seulement des membres de la profession directement engagés dans des instances particulières, mais aussi des avocates et des avocats qui représentent les groupes d'intérêts spéciaux, ou ont une compétence reconnue dans le domaine en vue d'obtenir de l'information et de faire des commentaires.

Lorsque l'avocat ou l'avocate, en raison notamment de son engagement professionnel, peut aider les médias à communiquer de l'information exacte au public, il est convenable qu'il le fasse, dans la mesure où il n'y a pas transgression des devoirs de l'avocat ou l'avocate envers la clientèle, la profession, les tribunaux et l'administration de la justice.

2. L'avocat ou l'avocate participe fréquemment à des événements qui n'ont pas un caractère juridique et où les médias sont présents pour faire la publicité par exemple d'une campagne de financement, de l'agrandissement d'hôpitaux ou d'universités, de programmes d'institutions publiques ou d'organisations politiques; le ou la membre de la profession se fait aussi souvent le porte-parole d'organisations qui, à leur tour, représentent des groupes d'intérêts spéciaux, notamment des groupes raciaux ou religieux. Ce rôle de l'avocat ou l'avocate est reconnu et tout à fait indiqué compte tenu de son apport évident à la communauté.

3. L'avocate ou l'avocat est souvent appelé à commenter publiquement l'efficacité des lois en vigueur ou les recours judiciaires, les effets de lois particulières ou de jugements rendus et à donner son opinion sur des actions qui ont été intentées ou qui le seront. Il s'agit aussi d'un important rôle que le ou la juriste peut jouer afin d'aider le public à comprendre les questions juridiques.

4. L'avocat ou l'avocate représente souvent les groupes d'intérêts spéciaux dont l'objectif est d'apporter des changements à la loi, à la politique gouvernementale ou même d'éveiller la conscience populaire à certaines questions. Il s'agit encore ici d'un important rôle que l'avocate ou l'avocat peut être appelé à jouer.

5. Étant donné la diversité des situations qui peuvent surgir dans le système juridique, plus particulièrement en ce qui concerne les instances civiles, criminelles et administratives, il est impossible d'établir des principes directeurs qui prévoient toutes les situations possibles. Dans certains cas, l'avocat ou l'avocate a l'obligation précise de communiquer avec les médias pour servir convenablement son client ou sa cliente - situation fréquente lors de recours devant des commissions et tribunaux administratifs lorsqu'un tribunal est l'instrument d'une politique gouvernementale et, par conséquent, sensible à l'opinion publique.



6. L'avocat ou l'avocate qui paraît ou fait une déclaration en public ne doit pas oublier qu'il n'aura habituellement aucun contrôle sur la publication qui peut suivre ni sur le contexte dans lequel son apparition en public ou sa déclaration peuvent être relatées, ou sous quel titre elles peuvent figurer.



## **Le cabinet d'avocats et d'avocates interprovincial**

---

### ***Règle 22***

1. Les membres de la profession peuvent conclure des ententes avec des avocates et des avocats d'autres ressorts canadiens en vue de constituer un cabinet d'avocats et d'avocates interprovincial (le cabinet d'avocats et d'avocates interprovincial exerçant dans plus d'un territoire ou d'une province du Canada) pourvu qu'ils satisfassent aux exigences énoncées ci-dessous.

2. Les membres des cabinets d'avocats et d'avocates interprovinciaux admis à exercer en Ontario doivent satisfaire à toutes les exigences du Barreau du Haut-Canada.

3. Les membres des cabinets d'avocats et d'avocates interprovinciaux admis à exercer en Ontario doivent veiller à ce que les livres, registres et comptes relatifs à leur clientèle ontarienne soient mis à la disposition des vérificateurs et des vérificatrices du Barreau ou de leurs représentantes et représentants désignés, sur demande, en Ontario.

4. Les membres des cabinets d'avocats et d'avocates interprovinciaux admis à exercer en Ontario ne doivent pas permettre à leurs associés et associées, partenaires, employés et employées qui ne sont pas admis à exercer en Ontario de se faire passer pour tels ni de se présenter comme tels.



## Les opérations hypothécaires

---

### *Règle 23*

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente règle.
  - a) «hypothèque consortiale» Hypothèque détenue par plusieurs investisseurs et investisseuses.
  - b) «personnes liées» Personnes liées au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada; le singulier a un sens correspondant.

#### *Hypothèques consortiales, participation de l'avocate ou l'avocat et norme applicable*

2. L'avocate ou l'avocat exerçant le droit en cabinet privé en Ontario ne doit pas directement ou indirectement par l'intermédiaire d'une personne morale, d'un consortium, d'une société en nom collectif ou en commandite, d'une fiducie ou d'une autre entité dans laquelle l'avocate ou l'avocat ou une personne liée a des intérêts financiers :

- a) détenir en fiducie une hypothèque consortiale pour des clients investisseurs ou des clientes investisseuses, à moins que chaque client ou cliente ne reçoive,
  - (i) une lettre de rapport complète de l'opération,
  - (ii) une déclaration de fiducie signée par la personne au nom de laquelle l'hypothèque est enregistrée,
  - (iii) une copie du double de l'hypothèque enregistrée;
- b) préparer ou recommander la participation du client ou de la cliente à titre d'investisseur ou investisseuse dans l'hypothèque consortiale dans laquelle le procureur ou la procureure a investi, à moins que cette dernière personne ne puisse démontrer que le client ou la cliente a reçu les conseils d'une autre personne qualifiée avant de faire le placement ou que le client ou la cliente est une investisseuse ou un investisseur expérimenté;

*(modifié en mars 1990)*

- c) vendre des hypothèques à des clients ou clientes ou à d'autres personnes, ni en préparer pour leur compte, sauf s'il agit suivant l'habileté, la compétence et l'intégrité qu'on attend habituellement de l'avocat ou l'avocate dans ses relations avec sa clientèle.

### *Divulgation*

3. L'avocat ou l'avocate qui vend des hypothèques à ses clients et ses clientes ou à d'autres personnes ou qui en prépare pour leur compte doit divulguer par écrit à chaque personne l'ordre de priorité de l'hypothèque, ainsi que les autres renseignements pertinents à l'opération dont l'avocat ou l'avocate a connaissance et qui intéressent l'investisseuse ou l'investisseur visé.

### *Publicité interdite*

4. L'avocat ou l'avocate ne doit pas promouvoir, notamment par la publicité, le placement individuel ou conjoint de fonds par ses clients et ses clientes, ou par d'autres personnes ayant de l'argent à prêter, dans une hypothèque dans laquelle a des intérêts financiers l'avocat ou l'avocate, une personne liée, une personne morale, un consortium, une société en nom collectif ou en commandite, une fiducie ou autre entité dans laquelle l'avocat ou l'avocate ou une personne liée a des intérêts financiers.

5. En vertu de la présente règle, la possession de moins de cinq pour cent (5 %) d'une catégorie de valeurs mobilières émises par une société ou une autre entité dont les valeurs sont cotées en bourse n'est pas considérée comme un «intérêt financier».

### *Cautionnement de l'avocat ou l'avocate*

- 6. a) L'avocat ou l'avocate ne doit pas cautionner personnellement une hypothèque ou un autre document garantissant une créance dans lequel son client ou sa cliente figure soit comme emprunteur ou emprunteuse, soit comme prêteur ou prêteuse.
- b) Par dérogation à l'alinéa a), l'avocat ou l'avocate peut se porter caution personnellement dans les circonstances suivantes ou dans des circonstances semblables :
  - (i) pour un établissement financier dont les activités consistent notamment à prêter de l'argent au public et qui fournit, directement ou indirectement, des fonds à l'avocat ou l'avocate, son conjoint, son père, sa mère ou son enfant,
  - (ii) au profit d'un organisme de bienfaisance ou sans but lucratif, lorsque, notamment à titre de membre de l'organisme, l'avocate ou l'avocat est invité, seul ou avec d'autres membres, à se porter caution.

*Opérations hypothécaires acceptables*

7. L'avocat ou l'avocate peut se livrer aux opérations hypothécaires suivantes dans le cadre de l'exercice du droit :

- a) l'avocat ou l'avocate peut agir pour le compte d'un emprunteur ou une emprunteuse et d'un prêteur ou d'une prêteuse à condition de se conformer au paragraphe 4 des commentaires de la règle 5;
- b) l'avocat ou l'avocate peut présenter un emprunteur ou une emprunteuse (qu'il s'agisse ou non d'un client ou d'une cliente) à un prêteur ou une prêteuse (qu'il s'agisse ou non d'un client ou d'une cliente) et peut par la suite agir pour le compte de l'une de ces parties ou des deux, mais si l'avocat ou l'avocate agit pour le compte des deux parties, il doit se conformer au paragraphe 4 des commentaires de la règle 5;
- c) l'avocat ou l'avocate peut investir dans des hypothèques pour son compte ou pour celui d'une personne liée ou pour les deux à la fois;
- d) l'avocat ou l'avocate peut s'occuper d'hypothèques à titre d'exécuteur ou d'exécutrice testamentaire, d'administrateur ou d'administratrice, de curateur ou de curatrice, de fiduciaire d'une fiducie testamentaire ou entre vifs établies à d'autres fins que les placements hypothécaires ou conformément à une procuration conférée à des fins qui ne servent pas exclusivement les placements hypothécaires;
- e) l'avocat ou l'avocate peut percevoir au nom de sa clientèle les versements hypothécaires payables à son nom conformément à une directive écrite donnée par le client ou la cliente au débiteur ou à la débitrice hypothécaire pourvu que ces versements soient déposés dans le compte en fiducie de l'avocat ou l'avocate.





## **Les obligations des deux parties au stage : juristes et stagiaires**

---

### ***Règle 24***

1. L'avocate ou l'avocat qui dirige le stage a d'importants devoirs et obligations envers le ou la stagiaire. Ainsi, le ou la stagiaire doit recevoir une formation valable, se familiariser avec le travail d'avocat et d'avocate et y participer activement afin d'acquérir la connaissance et l'expérience pratique du droit et de comprendre et apprécier les usages et la déontologie propres à la profession juridique.

2. Envers la personne qui dirige le stage et au cabinet dont celle-ci fait partie, la ou le stagiaire se doit d'agir de bonne foi dans l'exécution de ses obligations et le respect des engagements découlant de son stage.



## Les membres de la profession et la médiation

---

### *Règle 25*

L'avocat ou l'avocate qui joue le rôle de médiateur ou de médiatrice doit s'assurer que les parties à la médiation comprennent parfaitement qu'à ce titre, l'avocat ou l'avocate se démarque de l'exercice traditionnel du droit et ne représente aucune des parties. En qualité de médiateur ou de médiatrice, l'avocat ou l'avocate aide les parties à résoudre les points litigieux.

#### COMMENTAIRES

1. L'avocat ou l'avocate qui agit comme médiateur ou médiatrice doit inciter les parties à chercher l'avis d'un conseiller ou d'une conseillère avant et pendant la médiation, si elles ne l'ont pas déjà fait.

2. Lorsque dans la médiation, l'avocat ou l'avocate qui agit comme médiateur ou médiatrice doit préparer un projet de contrat à soumettre à l'examen respectif des parties, il doit les inciter expressément à obtenir séparément des conseils juridiques indépendants concernant le projet de contrat.

3. Avant de procéder à la médiation, l'avocat ou l'avocate qui fait office de médiateur ou de médiatrice doit informer les parties qu'en dépit des privilèges de *common law* qui peuvent protéger les communications relatives à la médiation ou qui en découlent, celles-ci ne sont pas protégées par le privilège du secret professionnel de l'avocat ou l'avocate.

4. En agissant en qualité de médiateur ou de médiatrice, l'avocat ou l'avocate ne doit pas donner aux parties de conseils juridiques, par opposition à de l'information juridique, au cours de la médiation.

5. En règle générale, ni l'avocat ou l'avocate qui fait office de médiateur ou de médiatrice, ni ses associés et associées ou partenaires ne doivent représenter une partie à la médiation ni lui donner des conseils juridiques, compte tenu de la règle 5, de ses commentaires et des principes de *common law*.



## Les membres de la profession et la médiation

---

### *Règle 25*

L'avocat ou l'avocate qui joue le rôle de médiateur ou de médiatrice doit s'assurer que les parties à la médiation comprennent parfaitement qu'à ce titre, l'avocat ou l'avocate se démarque de l'exercice traditionnel du droit et ne représente aucune des parties. En qualité de médiateur ou de médiatrice, l'avocat ou l'avocate aide les parties à résoudre les points litigieux.

#### COMMENTAIRES

1. L'avocat ou l'avocate qui agit comme médiateur ou médiatrice doit inciter les parties à chercher l'avis d'un conseiller ou d'une conseillère avant et pendant la médiation, si elles ne l'ont pas déjà fait.

2. Lorsque dans la médiation, l'avocat ou l'avocate qui agit de médiateur ou de médiatrice doit préparer un projet de contrat à soumettre à l'examen respectif des parties, il doit les inciter expressément à obtenir séparément des conseils juridiques indépendants concernant le projet de contrat.

3. Avant de procéder à la médiation, l'avocat ou l'avocate qui fait office de médiateur ou de médiatrice doit informer les parties qu'en dépit des privilèges de *common law* qui peuvent protéger les communications relatives à la médiation ou qui en découlent, celles-ci ne sont pas protégées par le privilège du secret professionnel de l'avocat ou l'avocate.

4. En agissant en qualité de médiateur ou de médiatrice, l'avocat ou l'avocate ne doit pas donner aux parties de conseils juridiques, par opposition à de l'information juridique, au cours de la médiation.

5. En règle générale, ni l'avocat ou l'avocate qui fait office de médiateur ou de médiatrice, ni ses associés et associées ou partenaires ne doivent représenter une partie à la médiation ni lui donner des conseils juridiques, compte tenu de la règle 5, de ses commentaires et des principes de *common law*.



## Le rapport médico-légal

---

### *Règle 26*

1. L'avocate ou l'avocat qui reçoit le rapport médico-légal d'un médecin assorti d'une réserve portant que le rapport ne doit pas être montré au client ou à la cliente doit le renvoyer sur-le-champ au médecin, à moins que l'avocate ou l'avocat n'ait reçu la directive précise d'accepter un rapport assorti d'une telle réserve.

2. L'avocate ou l'avocat qui reçoit le rapport médico-légal d'un médecin énonçant des opinions et conclusions qui sont susceptibles de nuire au client ou à la cliente si elles lui étaient divulguées doit essayer de dissuader le client ou la cliente de voir le rapport; toutefois, sur l'insistance de cette personne, l'avocate ou l'avocat a le devoir de le lui remettre.

### COMMENTAIRES

1. L'avocat ou l'avocate peut éviter certaines difficultés prévues par la règle en ayant une discussion franche avec le médecin, de préférence avant la préparation du rapport médico-légal, discussion qui mettra le médecin au courant de l'obligation de l'avocat ou l'avocate concernant la divulgation du rapport médico-légal au client ou à la cliente.

2. Dans l'éventualité où le client ou la cliente insisterait pour voir le rapport médico-légal à propos duquel l'avocat ou l'avocate a des réserves pour les raisons énoncées au paragraphe 2 de la présente règle, l'avocat ou l'avocate doit proposer au client ou à la cliente de se rendre chez le médecin afin de mieux comprendre, grâce aux connaissances du médecin, la portée des conclusions du rapport.





## Le harcèlement sexuel

---

### *Règle 27*

Le harcèlement sexuel de collègues, membres du personnel, clients et clientes ou autres personnes, dans le cadre professionnel, constitue un manquement professionnel.

#### COMMENTAIRES

1. Le harcèlement sexuel s'entend d'un incident ou d'une série d'incidents comportant des avances sexuelles importunes, des demandes de faveurs sexuelles ou d'autres gestes ou remarques de nature sexuelle,

- (i) lorsqu'on peut raisonnablement s'attendre à ce que ces gestes ou remarques causent de l'insécurité, de la gêne, de l'humiliation ou des vexations à une autre personne ou à un autre groupe;
- (ii) lorsque la soumission à ces gestes ou remarques est implicitement ou explicitement présentée comme une condition de prestation de services professionnels;
- (iii) lorsque la soumission à ces gestes ou remarques est implicitement ou explicitement présentée comme une condition d'emploi;
- (iv) lorsque l'acceptation ou le rejet de ces gestes ou remarques peut fonder une décision liée à un emploi (notamment en matière de promotion, d'augmentation salariale, de sécurité d'emploi ou d'avantages touchant le personnel);
- (v) lorsque ces gestes ou remarques ont pour but ou pour effet de nuire au rendement d'une personne ou de créer un cadre de travail intimidant, hostile ou offensant.

2. Les types de comportement qui constituent du harcèlement sexuel comprennent notamment :

- ° les plaisanteries sexistes embarrassantes ou blessantes qui sont faites après que son auteure ou auteur a été prévenu qu'elles étaient embarrassantes ou blessantes, ou qui sont clairement de nature embarrassante ou blessante;

- les regards concupiscent;
- l'affichage de matériel érotique choquant;
- la description d'une personne au moyen d'injures sexuelles;
- les remarques désobligeantes ou avilissantes adressées aux membres d'un seul et même sexe ou en raison de leur préférence sexuelle;
- les gestes ou paroles obscènes ou sexuellement suggestifs;
- les questions ou commentaires importuns sur la sexualité d'une personne;
- les flirts offensants et les avances et propositions sexuelles;
- les attentions et contacts persistants et non désirés après la fin des relations amoureuses;
- les demandes de faveurs sexuelles;
- les attouchements importuns;
- les menaces ou insultes verbales;
- les agressions sexuelles.

3. Le harcèlement sexuel peut être le fait de l'homme ou de la femme, envers des membres du sexe opposé ou du même sexe.

*(ajouté en juillet 1992)*

# La non-discrimination

---

## *Règle 28*

L'avocate ou l'avocat est tout particulièrement responsable du respect des lois portant sur les droits de la personne qui sont en vigueur en Ontario et a précisément le devoir d'éviter la discrimination fondée sur la race, l'ascendance, le lieu d'origine, la couleur, l'origine ethnique, la citoyenneté, la croyance, le sexe, l'orientation sexuelle, l'âge, l'existence d'un casier judiciaire (au sens du Code des droits de la personne de l'Ontario), l'état matrimonial, l'état familial ou l'existence d'un handicap, soit dans le contexte de l'emploi d'autres avocates ou avocats, de stagiaires ou de toute autre personne, soit dans ses relations de travail avec d'autres membres de la profession ou toute autre personne.

### COMMENTAIRE

Le Barreau du Haut-Canada, reconnaissant la diversité de la population ontarienne au service de laquelle œuvrent ses membres, s'attend à ce que ses membres respectent la dignité et la valeur de toute personne et assurent à toutes les personnes le même traitement, sans discrimination. Les membres de la profession doivent veiller à ne pas refuser leurs services ni offrir des services de qualité inférieure à qui que ce soit pour des motifs prévus par la Règle. Les membres de la profession doivent faire en sorte que leurs modalités d'emploi ne contreviennent pas à la Règle. La discrimination en matière d'emploi ou de prestation de services enfreint non seulement les normes professionnelles, mais également le *Code des droits de la personne* de l'Ontario et les lois connexes sur l'équité.

En Ontario, la législation sur les droits de la personne assimile à de la discrimination les gestes ou la conduite qui, ne se voulant pas discriminatoires, ont une conséquence préjudiciable pour une personne ou un groupe de personnes en raison des motifs illicites. Le *Code des droits de la personne* stipule qu'il faut tenir compte des besoins de la personne ou du groupe de personnes visés à moins que cela ne cause de préjudice injustifié.

Ne constituent pas de la discrimination au sens des lois ontariennes les programmes destinés à pallier un désavantage subi par des personnes ou des groupes de personnes visés par le Code.

La Règle expose le rôle particulier qui revient à la profession dans la protection de la dignité de la personne et la reconnaissance de la diversité de la population ontarienne.

# Conflits résultant d'un changement de cabinet

---

## *Règle 29*

### *Définitions*

(1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente règle.

«*affaire*» Cause ou dossier. Sont exclus le «*savoir-faire*» général et, dans le cas d'un avocat fonctionnaire, les conseils en matière de politiques, à moins qu'ils ne concernent une cause particulière.

«*cabinet*» S'entend en outre d'un ou de plusieurs membres qui exercent leur profession à l'intérieur de l'une ou l'autre des entités suivantes :

- a) une entreprise à propriétaire unique;
- b) une société en nom collectif;
- c) une association visant le partage de certaines dépenses communes, mais composée de praticiens par ailleurs autonomes;
- d) une société juridique professionnelle;
- e) un gouvernement, une société de la Couronne ou un autre organisme public;
- f) une personne morale ou un autre organisme.

«*client*» S'entend en outre de toute personne envers laquelle le membre est tenu au secret, même en l'absence d'un rapport procureur-client.

«*membre*» Un membre du Barreau, y compris un stagiaire inscrit au cours de formation professionnelle du Barreau.

«*renseignements confidentiels*» Renseignements obtenus d'un client et qui ne sont pas connus du public en général.

*Application*

(2) La présente règle s'applique lorsqu'un membre ou une membre passe d'un cabinet («ancien cabinet») à un autre («nouveau cabinet»), et que la personne qui change de cabinet ou le nouveau cabinet a connaissance des faits suivants au moment du changement, ou en prend connaissance par la suite :

- a) le nouveau cabinet occupe pour un client ou une cliente et l'ancien cabinet occupe pour son client ou sa cliente («ancien client») dans la même affaire ou dans une affaire connexe;
- b) ces clients ou clientes ont des intérêts opposés dans l'affaire;
- c) la membre ou le membre qui change de cabinet possède effectivement des renseignements pertinents concernant l'affaire.

(3) Les paragraphes (4) à (7) ne s'appliquent pas aux membres employés par le ministère de la Justice ou le procureur général du Canada, d'une province ou d'un territoire qui, après avoir changé de service, de ministère ou d'organisme, demeurent employés par le même ministère de la Justice ou procureur général.

*Inhabilité du cabinet*

(4) Lorsque la membre ou le membre qui change de cabinet possède effectivement sur l'ancien client ou l'ancienne cliente des renseignements pertinents et confidentiels dont la divulgation aux membres du nouveau cabinet pourrait causer un préjudice à l'ancien client ou à l'ancienne cliente, le nouveau cabinet est tenu de cesser d'occuper pour son client ou sa cliente dans cette affaire, sauf dans l'un des cas suivants :

- a) l'ancien client ou l'ancienne cliente consent à ce que le nouveau cabinet continue d'occuper pour son client ou sa cliente;
- b) le nouveau cabinet établit qu'il satisfait aux conditions suivantes, en conformité avec le paragraphe (8) :
  - (i) il est dans l'intérêt de la justice qu'il continue à occuper pour son client ou sa cliente dans cette affaire, compte tenu de toutes les circonstances pertinentes et notamment des éléments suivants :
    - (A) le caractère suffisant des mesures prises en vertu de l'alinéa (ii),
    - (B) l'étendue du préjudice causé à une partie,
    - (C) la bonne foi des parties,
    - (D) la disponibilité d'un autre avocat ou d'une autre avocate qui puisse convenir,
    - (E) les questions d'intérêt national ou d'intérêt public;
  - (ii) le nouveau cabinet a pris des mesures raisonnables pour s'assurer qu'aucun renseignement confidentiel obtenu de l'ancien client ou de l'ancienne cliente ne sera divulgué à ses membres.

*Inhabilité de l'avocat qui change de cabinet*

(5) Lorsque le membre ou la membre qui change de cabinet possède effectivement sur l'ancien client ou l'ancienne cliente des renseignements pertinents, mais qui ne sont pas des renseignements confidentiels et dont la divulgation aux membres du nouveau cabinet pourrait causer un préjudice à l'ancien client ou à l'ancienne cliente,

- a) ce membre ou cette membre l'atteste dans un affidavit ou une déclaration solennelle;
- b) le nouveau cabinet prend les mesures suivantes :
  - (i) il avise son client ou sa cliente et l'ancien client ou l'ancienne cliente, ou encore le membre ou la membre qui occupe pour l'ancien client ou l'ancienne cliente, des circonstances pertinentes et de la ligne de conduite qu'il entend suivre en vertu de la présente règle;
  - (ii) il remet aux personnes énumérées à l'alinéa (i) une copie de chaque déclaration solennelle ou affidavit signé en application du paragraphe a).

(6) Le membre ou la membre qui change de cabinet et qui est décrit à la clause introductive du paragraphe (4) ou (5) ne peut, sans le consentement de l'ancien client ou de l'ancienne cliente,

- a) participer de quelque façon que ce soit à l'exécution du mandat confié au nouveau cabinet par son client ou sa cliente dans l'affaire;
- b) divulguer un renseignement confidentiel concernant l'ancien client ou l'ancienne cliente.

(7) À moins que l'ancien client ou l'ancienne cliente n'y consente, les membres du nouveau cabinet ne peuvent pas discuter avec le membre ou la membre qui change de cabinet et qui est décrit à la clause introductive du paragraphe (4) ou (5) du mandat confié au nouveau cabinet par son client ou sa cliente, ni de celui confié à l'ancien cabinet par l'ancien client ou l'ancienne cliente dans l'affaire.

*Décision*

(8) Quiconque a un intérêt ou occupe pour une partie dans une affaire visée par la présente règle peut demander au Barreau ou à un tribunal compétent de trancher toute question relative à la présente règle.

*Diligence raisonnable*

(9) Les membres doivent exercer une diligence raisonnable pour s'assurer que chaque membre et employé ou employée de leur cabinet et toutes les personnes dont ils ont retenu les services

- a) respectent la présente règle;

- b) ne divulguent aucun renseignement confidentiel obtenu
  - (i) de clients et de clientes du cabinet,
  - (ii) de clients et de clientes d'un autre cabinet dans lequel ils ont déjà travaillé.

## COMMENTAIRES

### 1. Application de la règle

*La présente règle vise la connaissance réelle. La connaissance imputée n'emporte pas l'incapacité.*

#### *a. Avocats et personnel de soutien*

La présente règle vise les membres du Barreau et les stagiaires qui changent de cabinet. Elle impose en outre aux membres l'obligation générale d'exercer une diligence raisonnable dans la surveillance des autres membres du personnel afin qu'ils respectent la présente règle et l'interdiction de divulguer des renseignements confidentiels obtenus

- ° de clients et de clientes du cabinet,
- ° de clients et de clientes d'un autre cabinet dans lequel ils ont déjà travaillé.

#### *[ b. Fonctionnaires et conseillers juridiques internes*

*La définition du terme «cabinet» englobe un ou plusieurs membres du Barreau qui exercent leur profession à l'intérieur du gouvernement, d'une société de la Couronne, d'un autre organisme public et d'une personne morale. Par conséquent, la présente règle s'applique aux membres qui quittent ou obtiennent un poste à l'intérieur d'un service gouvernemental ou un poste de conseiller juridique interne, mais elle ne s'applique pas aux transferts internes qui n'entraînent pas de changement d'employeur. ]*

[NON ENCORE EN

VIGUEUR]

#### *c. Cabinets comptant plusieurs bureaux*

La présente règle considère comme un seul «cabinet» les entités telles que les différents services juridiques d'un gouvernement, une personne morale comprenant des services juridiques régionaux distincts, un cabinet interprovincial et un programme d'aide juridique comptant plusieurs bureaux communautaires. Plus l'autonomie de chaque service ou bureau est grande, plus il est facile pour le nouveau cabinet, en cas de conflit, d'obtenir le consentement de l'ancien client ou de l'ancienne cliente, ou d'établir qu'il est dans l'intérêt public qu'il continue à occuper pour son client ou sa cliente dans l'affaire.



*d. Exercice de la profession en association*

La définition du terme «cabinet» englobe un ou plusieurs membres qui exercent leur profession à l'intérieur d'une association visant le partage de certaines dépenses communes, mais composée de praticiens et de praticiennes par ailleurs autonomes. Cette disposition reconnaît ainsi le risque que des avocates et des avocats exerçant leur profession en association, tout comme les associées ou associés d'un cabinet, puissent échanger des renseignements confidentiels obtenus d'un client ou d'une cliente lorsqu'ils discutent de leurs dossiers entre collègues.

**2. Questions à envisager lors de l'entrevue**

Lorsqu'un cabinet envisage d'embaucher un avocat, une avocate, un stagiaire ou une stagiaire («membre qui change de cabinet») d'un autre cabinet, le membre ou la membre qui change de cabinet et le nouveau cabinet doivent déterminer, *avant le changement*, si des conflits d'intérêts en résulteront.

Des conflits peuvent surgir concernant les clients ou les clientes du cabinet que la membre ou le membre quitterait, ou d'un cabinet pour lequel il a travaillé antérieurement.

Au cours de l'entrevue, le membre ou la membre qui change de cabinet et le nouveau cabinet doivent d'abord repérer toutes les causes ayant les trois caractéristiques suivantes :

- i. le nouveau cabinet et l'ancien cabinet occupent pour leurs clientes ou clients respectifs dans la même affaire ou dans une affaire connexe;
- ii. ces clients ou clientes ont des intérêts opposés dans l'affaire;
- iii. le membre ou la membre qui change de cabinet possède effectivement des renseignements pertinents concernant cette affaire.

En présence de ces trois caractéristiques, le membre ou la membre qui change de cabinet devient inhabile à occuper pour le nouveau client ou la nouvelle cliente, à moins que l'ancien client ou l'ancienne cliente n'y consente.

Il faut ensuite déterminer si, dans chacune de ces causes, le membre ou la membre qui change de cabinet possède effectivement sur l'ancien client ou l'ancienne cliente des renseignements pertinents et confidentiels dont la divulgation aux membres du nouveau cabinet pourrait causer un préjudice à l'ancien client ou à l'ancienne cliente.

Dans ce cas, le membre ou la membre qui change de cabinet est inhabile, à moins d'obtenir le consentement de l'ancien client ou de l'ancienne cliente, et le nouveau cabinet est aussi inhabile à moins, soit d'obtenir le consentement de l'ancien client ou de l'ancienne cliente, soit d'établir qu'il est dans l'intérêt public qu'il continue à occuper pour son client ou sa cliente.

Pour l'application de la présente règle, l'expression «renseignements confidentiels» s'entend des renseignements qui ont été obtenus d'un client ou d'une cliente et qui ne sont pas connus du public en général. Il faut donc distinguer cette obligation de l'obligation morale générale de garder le plus grand secret en ce qui a trait à tous les renseignements concernant les activités et affaires d'un client ou d'une cliente et obtenus dans le cadre de rapports professionnels, obligation qui s'applique sans égard à la nature ou à la source des renseignements, ni au fait que d'autres personnes peuvent les connaître.

Lorsqu'ils déterminent si le membre ou la membre qui change de cabinet possède des renseignements confidentiels, le nouveau cabinet et le membre ou la membre qui change de cabinet doivent faire très attention de ne pas divulguer, au cours du processus d'entrevue, de renseignements confidentiels obtenus d'un client ou d'une cliente.

### **3. Questions à envisager avant l'embauche**

Une fois le processus d'entrevue terminé, mais avant l'embauche du membre ou de la membre qui change de cabinet, le nouveau cabinet doit déterminer si des conflits existent.

#### *a. Existence d'un conflit*

Si le nouveau cabinet conclut que le membre ou la membre qui change de cabinet possède effectivement sur un ancien client ou une ancienne cliente des renseignements pertinents et confidentiels dont la divulgation aux membres du nouveau cabinet pourrait causer un préjudice à l'ancien client ou à l'ancienne cliente, il devra cesser d'occuper pour son client ou sa cliente dans l'affaire s'il embauche le membre ou la membre qui change de cabinet, sauf dans l'un des cas suivants :

- i. l'ancienne cliente ou l'ancien client confirme au nouveau cabinet qu'il consent à ce qu'il continue d'occuper pour son client ou sa cliente dans l'affaire;
- ii. le nouveau cabinet satisfait aux exigences de l'alinéa (4) b), les intérêts des clients ou clientes des deux cabinets étant la considération primordiale pour établir qu'il est dans l'intérêt de la justice qu'il continue à occuper pour son client ou sa cliente.

Si le nouveau cabinet demande à l'ancien client ou à l'ancienne cliente de consentir à ce qu'il continue d'occuper pour son client ou sa cliente, il devra vraisemblablement lui prouver qu'il a pris des mesures raisonnables pour s'assurer qu'aucun renseignement confidentiel obtenu de l'ancien client ou de l'ancienne cliente ne sera divulgué aux membres du nouveau cabinet. Le consentement de l'ancien client ou de l'ancienne cliente doit être obtenu avant l'embauche du membre ou de la membre qui change de cabinet.

Si le nouveau cabinet choisit plutôt de demander que la question de son habilité soit tranchée en vertu du paragraphe (8), il lui incombe de prouver les éléments énoncés à l'alinéa (4) b). Ce processus doit également être complété avant l'embauche de la personne qui change de cabinet.

La demande visée au paragraphe (8) peut être présentée au Barreau ou à un tribunal compétent. Le Barreau a mis en place une procédure de règlement informelle et économique destinée à résoudre rapidement les litiges découlant de la présente règle.

Les éléments énumérés au sous-alinéa (4) b) (i) sont énoncés en termes généraux de façon à ce que tous les faits pertinents soient pris en compte. Les dispositions (B) à (D) ne demandent aucune explication, mais la disposition (E) répond aux préoccupations du gouvernement en ce qui a trait aux questions de sécurité nationale, aux secrets du Cabinet et aux obligations qui incombent aux procureurs généraux et à leurs agents et agentes dans l'administration de la justice.

*b. Absence de conflit*

Si le nouveau cabinet conclut que le membre ou la membre qui change de cabinet possède effectivement sur un ancien client ou une ancienne cliente des renseignements pertinents, mais qui ne sont pas des renseignements confidentiels et dont la divulgation aux membres du nouveau cabinet pourrait causer un préjudice à l'ancien client ou à l'ancienne cliente,

- ° le membre ou la membre qui change de cabinet l'atteste dans un affidavit ou une déclaration solennelle;
- ° le nouveau cabinet avise son client ou sa cliente et l'ancien client ou l'ancienne cliente/l'ancien cabinet «des circonstances pertinentes et de la ligne de conduite qu'il entend suivre en vertu de la présente règle» et il leur remet une copie de chaque déclaration solennelle ou affidavit signé par le membre ou la membre qui change de cabinet.

Bien que la présente règle ne précise pas que cet avis doit être donné par écrit, il serait plus prudent que le nouveau cabinet confirme ces questions par écrit. L'avis écrit prévient tout litige quant à l'existence même de l'avis, sa remise en temps opportun et son contenu.

Le nouveau cabinet pourrait, par exemple, demander à l'ancien client ou à l'ancienne cliente de consentir à ce que le membre ou la membre qui change de cabinet occupe pour le client ou la cliente du nouveau cabinet dans l'affaire, parce qu'il ne pourrait agir sans ce consentement.

Si l'ancien client ou l'ancienne cliente refuse de donner son consentement, il serait plus prudent que le nouveau cabinet prenne des mesures raisonnables pour s'assurer qu'aucun renseignement confidentiel obtenu de l'ancien client ou de l'ancienne cliente ne sera divulgué aux membres du nouveau cabinet. Le nouveau cabinet renforce ainsi sa position dans l'éventualité où il serait établi par la suite que le membre ou la membre qui a changé de cabinet possédait effectivement des

renseignements confidentiels dont la divulgation aux membres du nouveau cabinet pouvait causer un préjudice à l'ancien client ou à l'ancienne cliente.

Le membre ou la membre qui change de cabinet et qui ne possède pas de tels renseignements confidentiels en avise l'ancien client ou l'ancienne cliente en signant un affidavit ou une déclaration solennelle dont il lui remet une copie. L'ancien client ou l'ancienne cliente qui conteste l'absence de renseignements confidentiels peut demander que cette question soit tranchée en vertu du paragraphe (8).

*c. Incertitude quant à l'existence d'un conflit*

Il peut arriver que le nouveau cabinet ne soit pas certain si le membre ou la membre qui change de cabinet possède effectivement sur l'ancien client ou l'ancienne cliente des renseignements confidentiels dont la divulgation aux membres du nouveau cabinet pourrait causer un préjudice à l'ancien client ou à l'ancienne cliente.

Dans ce cas, il serait plus prudent que le nouveau cabinet demande conseil au Barreau avant d'embaucher le membre ou la membre qui change de cabinet.

*4. Mesures raisonnables de protection des renseignements confidentiels*

Comme il en a déjà été fait mention, il existe deux situations dans lesquelles le nouveau cabinet doit envisager la prise de mesures raisonnables pour s'assurer que les renseignements confidentiels obtenus d'un ancien client ou d'une ancienne cliente ne seront pas divulgués aux membres du nouveau cabinet :

- a. le membre ou la membre qui change de cabinet possède effectivement sur l'ancien client ou l'ancienne cliente des renseignements confidentiels dont la divulgation aux membres du nouveau cabinet pourrait causer un préjudice à l'ancien client ou à l'ancienne cliente;
- b. le nouveau cabinet n'est pas certain si le membre ou la membre qui change de cabinet possède effectivement de tels renseignements confidentiels, mais tient à renforcer sa position dans l'éventualité où il serait établi par la suite que le membre ou la membre qui a changé de cabinet possédait effectivement de tels renseignements confidentiels.

Il est impossible de prévoir un ensemble de «mesures raisonnables» qui conviendrait ou suffirait dans tous les cas. Le nouveau cabinet qui entend prendre des mesures raisonnables doit plutôt exercer son jugement professionnel pour déterminer quelles actions doivent être entreprises «pour s'assurer qu'aucun renseignement confidentiel obtenu de l'ancien client ou de l'ancienne cliente ne sera divulgué aux membres du nouveau cabinet».

Dans le cas des cabinets qui comptent plusieurs bureaux, le degré d'autonomie de chaque bureau constituera un facteur important d'appréciation des «mesures raisonnables». Par exemple, les différents services juridiques d'un

gouvernement, une personne morale comprenant des services juridiques régionaux distincts, un cabinet interprovincial ou un programme d'aide juridique pourraient soutenir qu'en raison de leur structure institutionnelle, de leurs rapports hiérarchiques, de leurs fonctions, de la nature du travail et de facteurs géographiques, des «mesures» relativement moins importantes sont nécessaires pour empêcher la divulgation des secrets d'un client ou d'une cliente.

Les lignes directrices énoncées à la fin des présents commentaires, adaptées du rapport du groupe de travail de l'Association du Barreau canadien intitulé *«L'inhabilité en matière de conflits d'intérêts : La cause Martin c. Gray et les dispositifs d'isolement»* (février 1993), constituent en quelque sorte une liste de contrôle des facteurs pertinents. Il suffira peut-être d'adopter une partie des lignes directrices dans certains cas, alors que dans d'autres, il ne suffira peut-être même pas de les adopter toutes.

Lorsque l'avocat ou l'avocate qui change de cabinet et qui se joint au service juridique d'un gouvernement ou d'une personne morale possède effectivement sur un ancien client ou une ancienne cliente des renseignements confidentiels dont la divulgation aux membres du nouveau cabinet pourrait causer un préjudice à l'ancien client ou à l'ancienne cliente, les intérêts de la nouvelle cliente (soit Sa Majesté ou la personne morale) doivent continuer d'être représentés. Normalement, la solution consiste soit à établir des mesures d'isolement satisfaisantes soit, au besoin, à confier l'affaire à un avocat ou à une avocate de l'extérieur. Comme chaque cas est un cas d'espèce, l'alinéa (4) b) doit être appliqué avec souplesse, plus particulièrement en ce qui a trait à la disposition (E).

### LIGNES DIRECTRICES

1. La membre ou le membre isolé ne doit participer d'aucune façon au mandat confié au nouveau cabinet par son client ou par sa cliente.
2. La membre ou le membre isolé ne doit discuter de l'affaire en cours ni d'aucun renseignement concernant la représentation de l'ancien client ou de l'ancienne cliente (les deux peuvent être identiques) avec qui que ce soit au sein du nouveau cabinet.
3. Les membres du nouveau cabinet ne doivent pas discuter de l'affaire en cours ni du mandat antérieur avec la membre ou le membre isolé.
4. L'affaire de la cliente ou du client actuel ne doit être discutée qu'avec le petit groupe qui y travaille.
5. Les dossiers de la cliente ou du client actuel, y compris les dossiers informatiques, doivent être séparés physiquement du système général de classement du nouveau cabinet, clairement identifiés et accessibles uniquement aux avocats et avocates et au personnel de soutien du nouveau cabinet qui travaillent à l'affaire et qui doivent y avoir accès pour d'autres raisons précises et approuvées.

6. Les membres du nouveau cabinet ne doivent pas montrer à la membre ou au membre isolé de document concernant le mandat en cours.

7. Les mesures d'isolement prises par le nouveau cabinet doivent être décrites dans une politique écrite qui est expliquée à tous les avocats et à toutes les avocates ainsi qu'au personnel de soutien du cabinet, et accompagnée d'une mise en garde portant que toute dérogation à la politique entraînera des sanctions pouvant aller jusqu'au renvoi.

8. Les membres du cabinet concernés doivent attester dans un affidavit qu'ils se sont conformés et qu'ils continueront de se conformer à tous les éléments du dispositif d'isolement.

## Abréviations, citations et bibliographies

---

1. Dans les notes, nous avons utilisé les modes de référence canadiens courants. Par souci de concision, nous n'avons pas rapporté toutes les citations. Voici les abréviations des canons, décisions et ouvrages particuliers cités :

- ABA** *Code of Professional Responsibility* de l'American Bar Association (Chicago), entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1970. Ce code est divisé en canons, considérations déontologiques (EC) et règles disciplinaires (DR).
- ABA-MR** *Model Rules of Professional Conduct* de l'American Bar Association, adoptées le 2 août 1983.
- ABC** *Canons of Legal Ethics* de l'Association du Barreau canadien, adoptés en 1920 (numéros 1(1) à 5(6)).
- ABC-COD** *Code de déontologie professionnelle* de l'Association du Barreau canadien, adopté en 1974.
- AIB** LUND, Sir T., *Professional Ethics*, Livre II de l'Association internationale du barreau publié en 1970 par celle-ci (Londres, Sweet & Maxwell, numéros A-1 à F-6). On y trouve en annexe le «*International Code of Ethics*» de l'Association internationale du barreau adopté en 1956, dans sa forme modifiée.
- Alb.** Décisions des conseillers et des conseillères de la Law Society of Alberta contenues dans le *Professional Conduct Handbook* publié par cet organisme à Calgary en 1968, dans leur forme modifiée (numéros 1 à 43).
- Bennion** F.A.R., *Professional Ethics : The Consultant Professions and Their Codes*, Londres, Charles Knight, 1969.
- C.-B.** Décisions des conseillers et des conseillères de la Law Society of British Columbia contenues dans le *Code de déontologie professionnelle* publié par cet organisme à Vancouver en 1970, dans leur forme modifiée (numéros A-1 à G-7).

- N.-B.** Règlements de l'Association des avocats du Nouveau-Brunswick, contenus dans le *Code de déontologie professionnelle* publié par cette association à Frédéricton en 1971 (numéros A-1 à F-3).
- Orkin** MARK M., *Legal Ethics : A study of Professional Conduct* (Toronto, Cartwright, 1957).
- Qc** *Code de déontologie des avocats*, R.R.Q. 1981, chap. B-1, r. 1.
- Sask.** *Canons of Legal Ethics and Etiquette* de la Law Society of Saskatchewan, publiés par les conseillers et les conseillères de cet organisme à Regina en 1962, dans leur forme modifiée.

2. Voici un choix d'ouvrages et autres textes qui pourraient être utiles aux personnes qui s'intéressent aux questions traitées dans notre code :

H.W. Arthurs, & B.D. Bucknall, *Bibliographies on the Legal Profession and Legal Education in Canada*, Toronto, York University, 1968.

F.A.R. Bennion, *supra*, n° 1. Pour une bibliographie complémentaire, voir p. 238 à 240.

W.W. Boulton, *Conduct and Etiquette at the Bar*, 5<sup>e</sup> éd., Londres, Butterworths, 1971.

H. Drinker, *Legal Ethics*, New York, Columbia U.P., 1965.

F.T. Horne, ed., *Cordery on Solicitors*, 8<sup>e</sup> éd., Londres, Butterworths, 1988.

Q. Johnston et D. Hopson, *Lawyers and Their Work*, Indianapolis, Bobbs-Merrill, 1967.

Sir Thomas Lund, *A Guide to the Professional Conduct and Etiquette of Solicitors*, Londres, Law Society, 1960.

O. Maru et R.L. Clough, *Digest of Bar Association Ethics Opinions*, Chicago, American Bar Foundation, 1970.

R.E. Matthews, *Problems Illustrative of the Responsibilities of Members of the Legal Profession*, 2<sup>e</sup> éd., New York, Council on Legal Education for Professional Responsibility, 1968. Pour une bibliographie complémentaire, voir p. xii à xiv.

M.M. Orkin, *supra*, n° 1. Pour une bibliographie complémentaire, voir p. 295 et 296.

M. Pirsig, *Professional Responsibility*, St-Paul, Minnesota, West, 1970.

W.M. Trumbull, *Materials on the Lawyer's Professional Responsibility*, Boston, Little Brown, 1957.



# Notes

---

## Règle 1

1. O.E.D. : «L'intégrité (...) la moralité (...) particulièrement en ce qui concerne le respect de la vérité et de l'équité; la droiture, l'honnêteté, la sincérité.»

Cf. AIB «Remarques préliminaires» : «Les règles insistent invariablement sur l'intégrité avant toute chose. Ce n'est qu'ensuite qu'elles traitent des devoirs de l'avocat ou l'avocate envers le client ou la cliente, les tribunaux, les membres de la profession et le public dans son ensemble.»

2. «L'intégrité, la probité et la droiture sont des qualités auxquelles on attache le plus grand prix dans presque toutes les sphères de l'existence (...). La meilleure garantie du client ou de la cliente (...) c'est l'intégrité profonde de son conseiller ou sa conseillère (...). Sir Thomas Lund affirme que (...) le procureur ou la procureure ne saurait posséder de plus grande richesse qu'une réputation d'intégrité (...). Cette réputation constitue un tout indivisible : elle peut être compromise par des actes qui n'ont avec l'exercice de la profession que des rapports inexistantes ou lointains (...). L'intégrité revêt des aspects divers : elle peut se manifester (ou non) dans les situations les plus variées (...) respect des confidences, démonstration d'impartialité, sens aigu des responsabilités, voilà autant de visages de l'intégrité. Il en va ainsi de la compétence (...). *L'intégrité constitue la qualité essentielle : son absence vicia toutes les autres.*» Bennion, *passim*, p. 108 à 112. (Les italiques sont de nous)

3. Voici quelques exemples de conduites pouvant enfreindre la règle d'intégrité (et souvent d'autres dispositions des présentes règles) :

- a) la perpétration d'un acte déshonorant ou moralement répréhensible qui porte atteinte à son intégrité (une condamnation judiciaire pourrait constituer une preuve *prima facie* à cet égard);
- b) la perpétration, à titre professionnel ou personnel, d'actes frauduleux ou malhonnêtes, notamment la production, de propos délibérés, d'une déclaration d'impôts inexacte ou la falsification d'un document, même

sans intention frauduleuse, que l'acte en question ait donné lieu ou non à une poursuite;

- c) le fait de faire des affirmations inexactes ou de dissimuler des faits importants à un client ou une cliente, à des fins malhonnêtes ou inavouables;
- d) l'abus de la jeunesse, de l'inexpérience, de l'ignorance, de la naïveté, du mauvais état de santé ou du manque d'aptitude aux affaires de la clientèle;
- e) le détournement ou l'utilisation malhonnête des fonds de la clientèle;
- f) le fait, sans le consentement du client ou de la cliente, de ne pas affecter les fonds reçus du client ou de la cliente à l'usage qui leur était destiné;
- g) le fait d'aider, en pleine connaissance de cause, une personne à agir envers son client ou sa cliente d'une façon frauduleuse, malhonnête ou illégale ou de lui permettre d'agir ainsi;
- h) le manquement aux devoirs de sincérité et de loyauté dans ses rapports avec les tribunaux, les membres de la profession et les autres parties à l'instance, étant entendu qu'il n'est pas pour autant demandé à l'avocat ou l'avocate de trahir les intérêts de son client ou sa cliente, de renoncer à faire valoir ses droits ni de violer le secret professionnel;
- i) le fait de traiter directement, à titre personnel ou au nom d'un client ou d'une cliente, avec une personne qui n'est pas représentée par un avocat ou une avocate en omettant de lui révéler des faits importants (par exemple que le bien vendu est grevé d'une hypothèque) ou encore en lui fournissant des renseignements inexacts;
- j) le fait de ne pas respecter la parole donnée, même si, d'un point de vue purement technique, l'absence d'un écrit pourrait constituer un moyen de défense juridiquement valable;
- k) quelques autres exemples dont il sera plus spécialement traité dans les règles qui suivent.

(Les exemples qui précèdent sont tirés en grande partie de l'AIB A-1 à A-24 et d'autres dossiers disciplinaires. Pour d'autres exemples, on pourra consulter, p. ex., 36 *Halsbury* (3d), p. 222 à 226 et *Orkin*, p. 204 à 214. Dans l'affaire *Weare* (1893), 2 Q.B. 439 (C.A.), la Cour a approuvé la radiation d'un procureur qui avait, en connaissance de cause, loué des locaux lui appartenant à des fins de prostitution.)

Voir des extraits de dispositions d'ordre disciplinaire établissant une distinction entre les expressions «inconduite professionnelle» (manquement professionnel) et «conduite non professionnelle» :

**Alberta :** *Legal Profession Act*, R.S.A. 1980, chap. L-9, modifié S.A. 1981, chap. 53, art. 20

par. 47(2)	«conduite contraire aux meilleurs intérêts du public ou des membres de la profession»
	«[tend] à nuire à la réputation de la profession d'avocat»
par. 47(3)	«exercer le droit avec incompétence»
	«(...) exercé de façon incompétente les devoirs ou les obligations d'un membre ou d'un étudiant au Barreau en cette qualité»
<b>Colombie-Britannique :</b>	<i>Legal Profession Act</i> , R.S.B.C. 1987, chap. 25
art. 45	«a fait preuve d'inconduite professionnelle»
	«conduite indigne d'un membre»
	«a enfreint la présente loi ou une règle d'application»
art. 51	«a été déclaré coupable d'un acte criminel punissable sur acte d'accusation»
<b>Île-du-Prince-Édouard :</b>	<i>Law Society and Legal Profession Act</i> , R.S.P.E.I. 1974, chap. L-9
art. 27	«manquement professionnel»
	«conduite indigne d'un membre»
<b>Manitoba :</b>	<i>Loi sur la Société du barreau</i> , L.R.M. 1987, chap. L-100
par. 49(9)	«condamnation d'une personne relativement à un crime ou à une infraction prévue au <i>Code criminel</i> (Canada)»
par. 52(1)	«faute professionnelle»
	«(...) un avocat, un procureur ou un étudiant (...) coupable (...) d'une conduite répréhensible»
par. 52(2)	«incompétence»
al. 53(3)a)	«dépendance à l'alcool ou aux drogues ou d'un usage ou d'une consommation excessifs de ceux-ci»
al. 53(3)b)	«incapacité mentale»
<b>Nouveau-Brunswick :</b>	<i>Loi sur l'Association des avocats</i> , L.N.-B. 1973, chap. 80 mod. L.N.-B. 1986, chap. 96
par. 16(1)	«faute professionnelle»
	«défaut de paiement de sommes»
	«violation d'une disposition de la présente loi ou du règlement»
<b>Nouvelle-Écosse :</b>	<i>Barristers and Solicitors Act</i> , R.S.N.S. 1967, chap. 18, mod. S.N.S. 1988, chap. 21
par. 29(1)	«conduite assimilable à un manquement professionnel»
	«conduite indigne d'un avocat ou d'un stagiaire»
al. (3A)a)	«manquement professionnel, conduite indigne d'un avocat ou incompétence»
par. (3B)	«déclaré coupable d'une infraction que prévoit le <i>Code criminel</i> (Canada)»
par. 30(1)	«diminué sur les plans physique, mental ou émotif»
	«insolvable ou débiteur en fuite»
<b>Ontario :</b>	<i>Loi sur le Barreau</i> , L.R.O. 1980, chap. 233
art. 34	«manquement professionnel»

art. 38	«conduite indigne d'un avocat-plaideur et d'un procureur» «conduite indigne d'un membre étudiant»
<b>Québec :</b>	<i>Loi sur le Barreau</i> , L.R.Q. 1977, chap. B-1
art. 107	«dérogatoire à l'honneur ou à la dignité du Barreau ou à la discipline de ses membres» «charge ou fonction ... incompatible avec l'exercice de la profession d'avocat» «le métier, l'industrie, le commerce exercé ou la charge occupée sont incompatibles avec l'honneur ou la dignité du Barreau»
art. 111	«coupable d'un acte criminel»
<b>Saskatchewan :</b>	<i>Legal Profession Act</i> , R.S.S. 1978, chap. L-10
art. 59	«conduite indigne d'un avocat-plaideur et d'un procureur»
art. 70	«coupable d'un acte criminel»
<b>Terre-Neuve :</b>	<i>Law Society Act</i> , S.N. 1977, chap. 77
al. 52(1)a)	«violation d'un principe contenu dans un code déontologique adopté par les conseillers»
al. 52(1)b)	«inconduite professionnelle» «conduite indigne d'un membre ou d'un étudiant»
art. 56	«déclaré coupable d'un acte criminel»
<b>Territoires du Nord-Ouest :</b>	<i>Ordonnance sur la profession juridique</i> , L.T.N.-O. 1976 (2 <sup>e</sup> ), chap. 4
art. 23	«actes ou conduites qui (...) portent préjudice aux intérêts du public ou des membres du Barreau» «actes ou conduites qui (...) tendent à nuire à la réputation d'avocat»
<b>Yukon :</b>	<i>Legal Profession Act</i> , R.S.Y.T. 1986, chap. 100
par. 24(2)	«contraire à l'intérêt public» «nuît à la réputation de la profession d'avocat» «contraire au code déontologique»
par. 24(3)	«(...) exercé de façon incompétente les devoirs ou les obligations d'un membre ou d'un étudiant au Barreau en cette qualité»
<b>Angleterre :</b>	<i>Cordery on Solicitors</i>

(p. 315) «...s'étant rendu coupable d'un acte ou d'un manquement sanctionné par la loi ou par un autre texte, ou parce qu'il s'est rendu coupable d'une inconduite telle qu'elle le rend désormais inhabile à poursuivre l'exercice de sa profession.»

(p. 317) «On peut distinguer trois types d'inconduite qui rendent l'avocat ou l'avocate inhabile à exercer sa profession : comportement criminel, manquement professionnel et conduite indigne de sa profession.»

(p. 318) «La compétence n'est pas limitée aux cas où le comportement reproché constitue une infraction aux lois pénales ou un manquement aux exigences professionnelles, mais elle s'étend à tous les cas où le comportement de l'avocat ou l'avocate

est «non professionnel», c'est-à-dire de nature telle que cette personne cesse d'être digne de demeurer une ou un auxiliaire de justice.»

«L'infraction a-t-elle ou non un caractère infamant? Serait-il possible qu'un avocat ou qu'une avocate respectable envisage d'entretenir avec le [prévenu] ou la [prévenue] ces relations étroites qui doivent obligatoirement se nouer entre avocats et avocates, même lorsqu'ils agissent pour des parties adverses ?» : Lord Esher M.R. dans l'affaire *Weare* (1983), 2 Q.B. 439, p. 446 (C.A.).

«Maître X... estime que les deux expressions (conduite indigne de la profession et inconduite professionnelle) sont synonymes (...). Je conviens (...) que ces expressions sont souvent employées l'une pour l'autre. Je ne saurais cependant admettre que ce soit invariablement le cas (...). Si, comme je le crois, les expressions ne sont pas synonymes...» : McKay J. dans l'affaire *Novak and Law Society* (1973), 31 D.L.R. (3d) 89, p. 102 (C.S.C.-B.).

4. Cf. AIB, chap. 2.

«Ce que veut le public, c'est une garantie conférée par un ordre professionnel qui bénéficie de la confiance générale et matérialisée par l'inscription dans un registre ou sur une liste de membres.» (p. 36) «L'adhésion à (...) un ordre professionnel est généralement considérée en soi comme un indice d'honorabilité...» (p. 111) *Bennion*.

## Règle 2

1. Cf. AIB B-1; ABA Canon 6, EC 6-1 à 6-5, DR 6-101(A).

«Ce que veut le public c'est une garantie conférée par un ordre professionnel qui bénéficie de la confiance générale et matérialisée par l'inscription dans un registre ou sur une liste de membres.» (p. 36) «...ayant conféré au membre ou à la membre un brevet de compétence, un corps professionnel doit, dans une certaine mesure, s'assurer qu'il reste valide.» (p. 48) *Bennion*.

Voir aussi Bastedo «A Note on Lawyers' Malpractice», (1970) 7 Osg. Hall L.J. 311.

2. Les tribunaux anglais et canadiens ont constamment jugé que les actions intentées contre les avocats et les avocates pour manquement à leurs devoirs ont leur source dans un contrat de louage de services intervenu, même implicitement, entre l'avocat ou l'avocate et son client ou sa cliente ou dans le rapport fiduciaire qui les lie et n'ont pas un fondement délictuel. Il faut établir l'existence d'un rapport contractuel ou fiduciaire. Voir, par exemple, *Groom v. Crocker*, [1938] 2 All E.R. 394 (C.A.), *Rowswell v. Pettit* (1968), 68 D.L.R. (2d) 202 (H.C. Ont.), p. 209 à 212 (conf., sauf sur le quantum des dommages, par la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Wilson c. Rowswell*, [1970] R.C.S. 865).

3. «L'incompétence va plus loin que le seul manque d'habileté professionnelle ; elle recouvre aussi les retards, les négligences, voire le défaut pur et simple de se conformer aux instructions du client ou de la cliente.» *Bennion*, p. 53.

4. «Le fait même que la procureure ou le procureur soit autorisé à exercer le droit (...) constitue aux yeux des justiciables l'assurance qu'il possède la formation, le talent et le dévouement nécessaires pour les conseiller et les aider à faire valoir leurs droits. Eu égard à la confiance qu'un citoyen ou qu'une citoyenne doit pouvoir placer dans une ou un membre du Barreau ...» : le juge Porter de la Cour d'appel dans *Cook v. Szott* (1968), 68 D.L.R. (2d) 723, p. 726 (Division d'appel Alb.).

5. Cf. *Orkin*, p. 123 à 125 et par. 9, *infra*.

«Le procureur doit à son client des explications honnêtes pour les retards qui ont pu se produire. Il est clair que les conseillers du Barreau (...) ont conclu que le procureur n'avait pas donné de ce retard une explication honnête, mais au contraire avait, de ce point de vue, trompé son client ...» : le juge en chef Farris de la Cour suprême dans *Re Legal Professions Act; Sandberg v. «F»* (1945), 4 D.L.R. 446, p. 447 (Visitorial Tribunal C.-B.). Cf. AIB D-1. Dans certaines législations (par exemple en Ontario, dans la *Loi sur le Barreau*, L.R.O. 1980, chap. 238, art. 35 mod. L.O. 1986, chap. 64, par. 25(6)), des dispositions prévoient la possibilité, après enquête, de suspendre les avocats et les avocates que l'âge, l'état de santé mentale ou physique, notamment l'alcoolisme ou la toxicomanie, rendent inaptes à l'exercice de leur profession.

6. Sur l'abus des tactiques dilatoires par les procureurs et les procureures, voir *Allen v. McAlpine*, [1968] 2 Q.B. 366 (C.A.).

7. «Je crois que l'ouvrage de Charlesworth sur la négligence exprime exactement l'état de la question (...). On doit rapporter la preuve d'une erreur ou d'une ignorance telle qu'elle n'aurait pu être le fait d'une procureure ou d'un procureur normalement compétent» : le juge LeBel dans *Aaroe & Aaroe v. Seymour* (1957), 6 D.L.R. (2d) 100, p. 101 (H.C. Ont.).

«... pour aider les conseillers du Barreau à l'avenir, (le tribunal) exprime l'avis que les mots «good cause» dans la *Legal Professions Act* ont une portée suffisamment large... pour autoriser les conseillers du Barreau à suspendre un membre ... qui s'est rendu coupable d'une série d'actes de négligence grave qui, pris dans leur ensemble, sont de nature à jeter le discrédit sur la profession d'avocat» : le juge en chef Farris de la Cour suprême dans *Re Legal Professions Act; Baron v. «F»* (1945), 4 D.L.R. 525, p. 528. (Visitorial Tribunal C.-B.).

8. Pour un exemple de «retard excessif et inexcusable», voir *Tiesmaki v. Wilson* (1972), 23 D.L.R. (3d) 179, le juge Johnson de la Cour d'appel, p. 182 (Division d'appel Alb.).

## Règle 3

1. Cf. ABC 3(1); Qc 3.01.01; AIB A-10; *Orkin*, p. 78 et 79.

2. L'avocat ou l'avocate ne peut se taire lorsqu'il est manifeste que son client ou sa cliente se précipite dans «une aventure folle, pour ne pas dire désastreuse». Voir Lord Danckwerts dans *Neushal v. Mellish & Harkavy* (1967), 111 Sol. Jo. 399 (C.A.).

3. En ce qui concerne le devoir de l'avocat ou de l'avocate de vérifier l'exactitude des faits et des hypothèses avant de donner son avis, voir p. ex. les cas cités dans 43 E. & E.D. (Repl.), p. 97 à 115.

4. Cf. ABC 3(1) et *Eaton*, «Practising Ethics», (1966) 9 Can. B.J. 349.

5. Cf. ABC 3(3) et *Orkin*, p. 95 à 97. N.-B. C-3 : «S'il est vrai que l'avocat ou l'avocate doit décourager son client ou sa cliente d'intenter une action inutile, il n'en reste pas moins qu'il n'est pas juge de l'affaire de son client ou sa cliente et que là où il existe quelque chance de succès, l'avocate ou l'avocat serait justifié d'engager des procédures. Pour éviter cependant des frais inutiles, l'avocat ou l'avocate n'en doit pas moins apprécier les preuves ou témoignages sur lesquels se fonde le client ou la cliente *avant* l'introduction de l'instance. De la même façon l'avocat ou l'avocate doit, autant que possible, encourager son client ou sa cliente à transiger et à régler à l'amiable (...). «Le processus judiciaire a pour effet de provoquer un règlement à l'amiable dans une grande partie des litiges (...). Ces règlements transactionnels constituent en fait une caractéristique essentielle du système judiciaire» : le juge en chef Jakkett de la Cour fédérale, *La Cour fédérale du Canada, Manuel de pratique* (1971), p. 41 et 42.

6. Cf. ABC 3(5) : «... la noble mission de l'avocat ou de l'avocate s'exerce dans les bornes de la loi, non en dehors.» Voir aussi ABA DR7-102(A).

Toute forme d'incitation, d'encouragement, de participation à un crime ou à un acte frauduleux est de toute évidence interdite.

Cf. ABA EC 7-3 et 7-5 : «Là où les frontières du droit sont incertaines ... les deux rôles (de procureur ou procureure et de conseiller ou conseillère) diffèrent dans leur essence. En défendant la cause de son client ou sa cliente, le *procureur ou la procureure* se préoccupe surtout d'*actions passées* et prend les faits comme il les trouve. Mais, dans son rôle de *conseiller ou de conseillère*, l'avocat ou l'avocate a essentiellement pour mission d'aider son client ou sa cliente à *orienter* le cours de son *action* et de ses rapports *futurs* (...). Jamais l'avocat ou l'avocate ne doit encourager son client ou sa cliente à commettre un acte criminel ni lui indiquer la façon de violer la loi ou d'en éviter les sanctions...». (Les italiques sont de nous.)

«Les armes de l'avocat ou de l'avocate sont celles du guerrier, pas celles de l'assassin. L'avocat ou l'avocate doit défendre les intérêts de son client ou sa cliente *per fas, non per nefas*.» Voir Lord Cockburn, juge en chef, dans un discours prononcé en 1864 où il se serait inspiré de Quintilien, dans Rogers «*The Ethics of Advocacy*», (1899) 15 *L.Q.R.* 259, p. 270 et 271. À propos d'un procureur manifestement coupable d'inconduite qui se trouvait «enlisé dans un borbier d'ignorance et d'immoralité» (avant le procès, il avait, prévoyant une issue malheureuse, conseillé à son client de disposer de ses biens, puis, une fois le jugement prononcé, il avait fait opérer la cession d'une partie de ceux-ci à son profit). *Centre Star v. Rossland Miners Union* (1904-1905), 11 *B.C.R.* 194, p. 202 et 203 (Full Ct. C.-B.).

7. Par exemple pour contester la validité d'un règlement de fermeture des magasins, ou encore pour déterminer les droits d'une catégorie ou d'un groupe de citoyens et citoyennes ayant des intérêts communs.

8. Voir l'article «Criminal Law May Not Be Used to Collect Civil Debts», (1968), vol. II, n° 4 *Law Soc. U.C. Gaz.* 36 et cf. C.-B. E-5; Alb. 41; ABA DR 7-105(A).

9. Cf. Johnstone & Hopson (comparaison entre les États-Unis et le Royaume-Uni), p. 78 à 81 (résumé) : L'avis de l'avocat ou l'avocate est d'habitude principalement fondé sur sa conception des principes juridiques pertinents appliqués aux faits de l'espèce. Mais il est probable que l'avocat ou l'avocate aura également pris en considération et pesé les réactions possibles du tribunal, la valeur probante des témoignages, les désirs et les ressources du client ou de la cliente et diverses solutions de rechange. L'avocat ou l'avocate peut indiquer ses préférences en essayant d'en persuader le client ou la cliente ou, au contraire, exposer de façon neutre les diverses solutions possibles. Le ou la membre de la profession juridique met le droit et les mécanismes procéduraux à la portée du client ou de la cliente; il lui explique la théorie, la pratique et leurs conséquences; il interprète à la fois les principes et leur portée concrète. Souvent, questions juridiques et non juridiques sont entremêlées. Il faut considérer ce que le client ou la cliente désire : une employée ou un employé, un ou une critique, un banc d'essai, une observatrice ou un observateur neutre, un réconfort, une autorité sur quoi s'appuyer (...) ? Le vrai problème est peut-être moins dans le conflit entre les rôles divers que l'avocate ou l'avocat est appelé à jouer que dans la difficulté qu'on éprouve à les définir. Il est possible que l'avocat ou l'avocate découvre des problèmes inconnus du client ou de la cliente et les lui signale.

10. Voir Bastedo, «A Note on Lawyers' Malpractice», (1970) 7 *Osg. Hall L.J.* 311.

## Règle 4

1. Cf. ABC 3(7); Qc 3.05.01; C.-B. B-6; Alb. 15; N.-B. C-5; AIB B-8; ABA Canon 4, DR, 4-101 (A)(B)(C).



2. «... il est absolument nécessaire qu'une personne qui entend faire valoir ses droits et se défendre (...) ait recours (...) aux avocats et avocates, il est également nécessaire (...) qu'elle puisse placer en eux une confiance sans limites et que les confidences qu'elle leur fait demeurent secrètes, à moins qu'elle ne consente elle-même à leur divulgation (car c'est elle qui est maître du secret, non son confident ou sa confidente).» : le président Jessell de la Cour d'appel dans *Anderson v. Bank of British Columbia* (1876), 2 Ch. D. 644, p. 649 (C.A.).

3. Cf. *Orkin*, p. 83 à 86 et Tollesfson, «Privileged Communications in Canada», (1967) Travaux du 4<sup>e</sup> colloque international de droit comparé (Éditions de l'Université d'Ottawa) 32, p. 36 à 41.

4. «(...) une règle fondamentale, l'obligation du procureur au secret professionnel, à moins que le client lui-même ne renonce à son privilège (...). Le procureur ne peut légitimement s'abstenir d'invoquer le privilège du secret professionnel, sans rapporter préalablement la preuve que son ancien client y a renoncé en bonne et due forme» : le juge Spence dans *Bell et al. v. Smith et al.*, [1968] R.C.S. 664, p. 671.

Il n'y a pas de renonciation valable, si le client ou la cliente ignorait ses droits et n'a pas manifesté clairement sa volonté de les abandonner : *Kulchar v. March & Benkert* (1950), 1 W.W.R. 272 (B.R. Sask.).

5. L'avocat ou l'avocate qui utilise à son profit les confidences de son client ou sa cliente engage sa responsabilité. *McMaster v. Byrne* (1952), 3 D.L.R. 337 (C.P.); *Bailey v. Ornheim* (1962), 40 W.W.R. (N.S.) 129 (C.S.C.-B.).

6. «*Le double mandat*. Dans le cas où deux parties ont recours aux services du même procureur ou de la même procureure, la règle veut que toutes les communications échangées entre l'une ou l'autre et le procureur ou la procureure, en sa double qualité, soient divulguées à l'autre. Ainsi en est-il des propositions qu'elles se destinent mutuellement, ou des instructions données par l'une d'elles au procureur ou à la procureure en présence de l'autre. Il en va cependant autrement des confidences faites au procureur ou à la procureure en sa qualité de représentant exclusif ou de représentante exclusive d'une des parties.» La citation est tirée de *Phipson on Evidence*, approuvée par le juge Aikins dans l'affaire *Chersinoff v. Allstate Insurance* (1968), 69 D.L.R. (2d) 653, p. 661 (C.S. C.-B.).

Quant aux devoirs de l'avocat ou l'avocate qui a reçu ces instructions de l'assureur pour la défense de la personne assurée dans le cas d'accidents de voiture, voir *Groom v. Crocker*, [1938] 2 All E.R. 394 (C.A.).

7. Voir Eaton, «Practising Ethics», (1967) 10 Can. B.J. 528.

8. «Quand un procureur ou une procureure produit une déclaration sous serment au nom de son client ou sa cliente (...), on doit supposer, jusqu'à preuve du contraire, ou tout au moins jusqu'à ce que le client ou la cliente proteste, que la procureure ou le procureur a été régulièrement autorisé par lui à faire cette

révélation» : le juge LeBel dans *Kennedy v. Diversified* (1949), 1 D.L.R. 59, p. 61 (H.C. Ont.).

9. Cf. Freedman, «Solicitor-Client Privilege Under the Income Tax Act», (1969) 12 Can. B.J. 93.

10. Pour que disparaisse le secret professionnel, il faut que la confidence ait été faite dans le dessein de commettre ou de favoriser un crime ou un acte frauduleux. Elle doit viser l'«avenir» et non le «passé» : *R. v. Bennett* (1964), 41 C.R. 227 (C.S.C.-B.) et la jurisprudence citée.

11. Il n'existe aucun droit ni privilège lorsque le client ou la cliente conspire avec son avocate ou son avocat ou le trompe. *Regina v. Cox* (1885), 14 Q.B.D. 153, (C.C.R.).

Cf. *Orkin*, p. 86, les exceptions d'«acte criminel», de «fraude» et d'«urgence nationale».

## Règle 5

1. Cf. ABC-COD 5; ABC 3(2), 3(7); Qc 3.05.04; C.-B. B-1, B-2, B-9(b); N.-B. C-9; AIB B-7; ABA-MR 1.7, 1.8, 1.9; ABA DR 5-101(A), 5-105; *Orkin*, p. 98 à 101.

2. Cf. ABA EC 5-1.

3. «L'avocat ou l'avocate met à la disposition de sa clientèle non seulement son habileté, mais aussi ses connaissances dans la mesure où elles sont pertinentes (...). Ce qui lui est interdit de faire, c'est de représenter un client ou une cliente tout en tenant cette personne à l'écart de toute information pertinente dont il dispose ...» : le juge Megarry dans *Spector v. Ageda* (1971), 3 All E.R. 417, p. 430 (Ch.D.).

«Pour appliquer cette remarque incidente (du président Cozens-Hardy de la Cour d'appel dans l'affaire *Moody v. Cox* (1917), 2 ch. 71) à une situation simple comme un transfert de propriété, est-ce que l'avocat ou l'avocate qui représente les deux parties doit révéler à l'acheteur ou l'acheteuse le prix d'achat antérieur ? S'il le fait, il risque d'enfreindre une obligation professionnelle (...). L'avocate ou l'avocat se trouve de ce fait placé devant un dilemme dont il ne peut sortir qu'en se désistant à l'égard d'une des parties ... voire ... en délaissant entièrement une affaire dans laquelle les deux clientes et clients doivent être activement conseillés.» Article dans la 1970 Law Soc. Gaz. 332. Voir aussi les treize «Exemples de difficultés» qui y figurent. Dans l'affaire *Cornell v. Jaeger* (1968), 63 W.W.R. 747 (C.A. Man.), on a considéré comme frauduleux le fait pour l'avocat de n'avoir pas porté à la connaissance de son client, au préjudice manifeste de celui-ci, les droits que l'avocat avait sur certains biens.

4. «En dépit du fait qu'il [l'avocat] ait agi pour le plaignant et ait été présenté par lui aux défendeurs et qu'il ait représenté à la fois le plaignant et [R] au moment où ils négociaient l'achat (...), il a oublié ses responsabilités (...) en agissant pour le compte exclusif des défendeurs au moment de l'acquisition (...) et après l'émission du bref (...) en agissant pour les deux défendeurs. Je renvoie ici à *Bowstead on Agency* : «L'avocat ne doit pas ...<sup>(8)</sup> représenter l'adversaire de son client ou ancien client, si sa connaissance des affaires de celui-ci procure à celui-là un avantage abusif...». *C'est là un principe déontologique avec lequel il est absolument impossible de transiger*. Peu importe que l'avocat ait d'abord représenté les deux parties conjointement et que celles-ci soient ultérieurement tombées en désaccord sur la question pour laquelle elles avaient retenu de concert les services de l'avocat, ou qu'il ait agi pour l'une des parties dans une affaire puis occupé pour une autre contre son premier client dans la même affaire» : le juge en chef McRuer de la Haute Cour dans *Sinclair v. Ridout & Moran* (1955), O.R. 167, p. 182 et 183 (H.C. Ont.). (Les italiques sont de nous.)

Voir aussi l'article de Knepper, «Conflicts of Interest in Defending Insurance Cases», (1970) 19 Defense L.J. 515 et «Guiding Principles», *ibid.*, p. 540 à 544.

5. Parmi les situations «à clients multiples» où il existe un risque grave de conflits d'intérêts, il y a la défense de coaccusés et coaccusées, la représentation de codemandeurs ou codemandresses dans les actions en responsabilité, de personnes assurées ou d'assureurs, et de catégories ou de groupes de personnes comme les bénéficiaires en vertu d'un testament ou d'une fiducie, de créancières et créanciers privilégiés et de créancières et créanciers de faillis.

Voir les exemples cités par *Orkin*, p. 100.

(La permission d'appeler est accordée) «... attendu que le même avocat a occupé pour (R) et (D) et que le conflit d'intérêts entre (R) et (D) est manifeste, chacun reprochant à l'autre les blessures faites aux enfants, l'avocat n'aurait pas dû représenter (D) après avoir représenté (R).» *Regina v. DePatie* (1971), 1 O.R. 698, p. 699 (C.A. Ont.).

6. Cf. Alb. 34 et C.-B. B-13 : «...dans de nombreux cas d'inconduite professionnelle (...), des emprunts faits par (les avocats et les avocates) constituent l'élément qui a conduit au ... manquement (...). (L'avocat ou l'avocate) ne doit jamais, sauf circonstances exceptionnelles, emprunter de l'argent à son client ou sa cliente. S'il le faisait, il aurait à prouver que les intérêts de son client ou sa cliente ne pouvaient s'en trouver compromis, soit en raison de la nature même de l'affaire soit parce que le client ou la cliente avait reçu les conseils d'une personne indépendante (...). Il suffit ici (...) de se reporter aux divers types d'opérations jugées illicites par les tribunaux ou qui constituent à leur avis des manquements graves aux principes précités et qui, outre leurs conséquences juridiques, sont autant d'exemples d'inconduite professionnelle.»

7. Cf. ABA EC 5-20.

8. «L'appelant était depuis longtemps l'avocat de l'intimé. Leurs relations furent rompues à la suite d'un différend. C'est alors (...) que l'appelant, par ses lettres à l'épouse, l'a illicitement engagée à intenter une action (...), provoquant ainsi un litige contre l'intimité.» *Sheppard v. Frind* (1941), R.C.S. 531, p. 535, motifs du juge Taschereau.

«L'avocat du défendeur a rédigé l'acte d'hypothèque et lui a expliqué son effet. Plus tard, le même avocat, représentant la banque créancière hypothécaire, a introduit contre son ancien client une action fondée sur l'hypothèque. Les avocats ne doivent pas agir de cette façon même si toutes les parties sont au courant et ont donné leur consentement...» *La Banque Provinciale v. Adjutor Levesque Roofing* (1968), 68 D.L.R. (2d) 340, p. 345 (C.A.N.-B.).

9. Cf. *Orkin*, p. 127 et 128.

«Dans tous les cas où il y a le moindre doute (...) quant à savoir si l'autre partie est en mesure de se protéger, le procureur ou la procureure a l'obligation (...) de veiller, dans la mesure du possible, à ce que l'autre partie soit adéquatement représentée; et, en l'absence de représentation par un autre procureur ou une autre procureure, la Cour a l'obligation de s'assurer qu'il n'y a pas eu d'opérations préjudiciables ou inadmissibles» : le juge Orde dans *Chait & Leon v. Harding* (1920-1921), 19 O.W.N. 20, p. 21 (H.C.).

«[Le procureur] avait l'obligation de veiller à ce que la personne handicapée soit suffisamment protégée et jouisse de conseils indépendants. S'il ne considérait le conseiller du demandeur âgé, il aurait dû insister pour que des mesures soient prises pour assurer sa protection ...» : le juge Middleton dans *Finney v. Tripp* (1922), 22 O.W.N. 429, p. 430 (H.C.).

## Règle 6

1. Cf. ABC-COD 7; ABC 3(8); Qc 3.02.06; ABA-MR 1.15; ABA DR 9-102(B). Bien que ces obligations ressemblent fort à celles du ou de la dépositaire, nous avons jugé bon de rappeler ici qu'il s'agit autant de responsabilité professionnelle que de droit.

2. Par exemple en Ontario, les art. 13 à 18 intitulés «Livres, registres et comptes» du Règl. 573 pris en application de la *Loi sur le Barreau*, L.R.O. 1980, chap. 233. Des dispositions semblables existent dans les autres provinces et les territoires.

3. Cf. ABA DR 9-102(B)(1).

4. En procédant par entreplaiderie.

5. Cf. Règle relative au secret professionnel.

6. Cf. par. 9 de la règle relative au désistement. Quant à ce qu'il convient de faire des documents dont on n'a plus l'usage, ce qui pose souvent des difficultés, voir *Cordery on Solicitors*, p. 89 et 90. On y trouvera un exposé du droit et des principes applicables.

Les dispositions prises par l'avocat ou l'avocate en vue de la conservation et de l'éventuelle destruction des dossiers classés doivent tenir compte des considérations qui précèdent, plus particulièrement de l'obligation au secret.

En outre, le jeu des délais de prescription peut interdire la destruction de certains dossiers ou de certaines pièces. Certaines lois provinciales prévoient qu'en cas de décès, de disparition ou d'incapacité de l'avocat ou l'avocate, les documents pourront être confiés à la garde d'un curateur ou d'une curatrice, d'un ou d'une fiduciaire ou du ou de la syndic. Voir p. ex. *Legal Professions Act*, R.S.B.C. 1987, chap. 25, art. 60; la *Loi sur le Barreau*, L.R.Q. 1977, chap. B-1, par. 76(2); *Loi sur le Barreau*, L.R.O. 1980, chap. 233, art. 43.

7. Voir l'article de Freedman : «Solicitor-Client Privilege Under the *Income Tax Act*», (1969) 12 Can. B.J. 93.

## Règle 8

1. Cf. ABC-COD 11; Qc 3.03.04, .05; C.-B. G-5; AIB B-4; ABA-MR 1.16; ABA EC 2-32, DR 2-110(A)(C). Pour des exemples, voir 4 Can. Abr. (2d) sous la rubrique «Barristers & Solicitors: Termination of Relationship», par. 430 à 434 et suppléments, et 36 Halsbury (3d) sous la rubrique «Solicitors», par. 101 et 102 et suppléments. Voir aussi *Orkin*, p. 90 à 95.

2. Pour les appels à la Cour suprême du Canada, voyez la règle 14(1) de cette cour, en vertu de laquelle l'avocate ou l'avocat qui a comparu pour une partie devant un tribunal inférieur est réputé être également son avocate ou son avocat en appel.

3. Cf. ABA DR2-110(A).

Pour la notification de la constitution d'un nouveau procureur ou d'une nouvelle procureure et les demandes pour permission de se retirer, on consultera les diverses règles de pratique provinciales :

**Alb. :** *Rules of Court*, Règl. de l'Alb. 390/68, partie 42, règles 554, 555, mod. Règl. de l'Alb. 313/81, et partie 63, règle 956.

**C.-B. :** *Rules of Court*, règle 16.

**Man. :** *Règles du Banc de la Reine*, Règl. du Man. 26/45, règles 345 et 704(2), (3).

- N.-B. :** *Règles de pratique du Nouveau-Brunswick*, règles 17.03, .04.
- N.-É. :** *Règles de procédure civile*, règles 44.01, .06 et 63.22(3).
- Ont. :** *Règles de procédure civile*, Règl. de l'Ont. 560/84, règles 15.03, .04.
- Qc :** Art. 248 à 253 *C.P.C.*
- Sask :** *Rules of the Court of Queen's Bench*, partie I, règle 12 et partie XLVII, règle 576.
- T.-N. :** *Règles de la Cour suprême*, règles 23.01, .06.

Pour les exemples, voir 4 Can. Abr. (2d) sous la rubrique «Barristers & Solicitors ; Change of Solicitors», par. 342 à 358 et suppléments.

Dans les cas d'aide juridique, la réglementation provinciale peut exiger aussi qu'un avis soit donné aux administrateurs et administratrices du régime; par exemple, en Ontario, Règl. de l'Ont. 59/86, al. 62(1)a).

Lorsqu'un avocat ou une avocate demande l'autorisation de se dessaisir une affaire, la réglementation ontarienne exige qu'il fournisse des éléments de preuve à l'appui. *Ely v. Rosen* (1963), 1 O.R. 47 (H.C.).

«Je ne doute pas que le juge de première instance se soit lourdement trompé en droit lorsqu'il a laissé entendre à l'avocat qui occupait pour l'accusé qu'il lui était interdit de se dessaisir de l'affaire, malgré le fait que l'accusé, son client, semblait vouloir l'en dessaisir lui-même» : le juge Jessup de la Cour d'appel dans *Regina v. Spatarao* (1971), 3 O.R. 419, p. 422 (C.A.).

4. Cf. ABC 3(2) et 5(5); AIB B-7; ABA DR 2-110(B).

«... cette affaire où (N.R.) serait censé avoir produit de faux affidavits à l'enquête préalable et où l'avocat (...) n'aurait pas dû les autoriser s'il avait rempli ses obligations envers la Cour (...). Il n'est absolument pas permis à un avocat de laisser son client faire n'importe quelle déclaration assermentée. Il ne peut se soustraire davantage à son obligation de se renseigner soigneusement et de contrôler les faits. Si le client ne veut pas lui donner les renseignements qu'il a le droit de connaître ou s'il tient absolument à préparer une déclaration assermentée dont l'avocat sait qu'elle est inexacte ou qu'il a tout lieu de croire inexacte, l'avocat n'a pas d'autre choix que de mettre fin à son mandat» : Lord Wright dans *Myers v. Elman* (1939), [1940] A.C. 282, p. 322 (Ch. des lords).

On trouvera dans les conférences spéciales publiées en 1969 par le Barreau du Haut-Canada le rapport d'une table ronde présidée par le juge Gale, juge en chef de l'Ontario, au sujet des droits et des obligations des avocats et des avocates en ce qui concerne le désistement en matière pénale (p. 295 à 299).

5. Cf. ABA DR 2-119(C).

«Aucune avocate ni aucun avocat (...) n'est obligé de souffrir des insultes et des accusations comme celles qu'on allègue ici, et cette personne aurait parfaitement le droit de se retirer de l'affaire dans les circonstances. En fait, on ne voit pas comment, après une accusation de fraude, l'avocat ou l'avocate pourrait continuer à occuper pour son client ou sa cliente, puisque cela montrerait que celui-ci n'a plus confiance en lui» : le juge Urquhart dans *Re Solicitors Act; Collision v. Hurst* (1946), O.W.N. 668, p. 671 (H.C.).

6. «Un procureur ou une procureure a généralement le droit de se retirer d'une affaire si la cliente ou le client, après en avoir été prié en temps utile, ne paie pas ou refuse de payer ou de garantir les honoraires et frais raisonnables du procureur ou de la procureure.» (Proposition du *Corpus Juris Secundum*, approuvée et appliquée dans *Johnson v. Toronto* (1963), 1 O.R. 626 (H.C.))

7. «Si l'affaire doit être jugée à une date qui donne à l'accusé ou l'accusée tout le temps qu'il faut pour se trouver un autre avocat ou une autre avocate, l'avocat ou l'avocate qui n'a pas reçu les honoraires convenus peut mettre fin à son mandat (...). Mais s'il attend la veille même du procès, de sorte qu'un ou qu'une collègue ne puisse se préparer convenablement, il est trop tard. Il faut qu'il continue à occuper pour son client ou sa cliente...» (extrait de la table ronde, *supra*, note, 4 et p. 295 et 296). Et cf. Alb. 8 : «Si une ou un membre accepte une provision pour représenter un accusé ou une accusée à l'enquête préliminaire et non au procès... il doit avoir une entente parfaitement claire avec son client ou sa cliente à cet effet et ... en aviser le tribunal au début de l'enquête ...»

8. «... l'avocate ou l'avocat doit se montrer généreux en rendant compte de l'argent qu'il a reçu mais qu'il n'a pas encore gagné, en songeant qu'une grande partie du temps qu'il a consacré à l'affaire peut ne pas valoir grand-chose pour l'avocate ou l'avocat appelé à lui succéder.» (*ibid.*, p. 296)

Quant à ce que l'on doit faire des documents, ce qui pose souvent des questions délicates, voir *Cordery on Solicitors*, p. 89 et 90, pour un exposé du droit et des principes applicables.

9. Cf. ABC 4(1).

10. «Il est manifeste (...) que la requérante a dessaisi son (...) avocat de l'affaire sans motif valable (...). Le droit qu'a, en *common law*, l'avocat de retenir les documents en sa possession, lorsqu'il a été dessaisi de l'affaire par sa cliente sans motif valable, est bien reconnu, sous réserve cependant de certaines exceptions (...) là où des tiers sont en cause, le tribunal peut intervenir (...); il est cependant toujours entendu que, bien que l'avocat puisse faire valoir son droit de rétention, il ne doit pas, pour autant, embarrasser les autres parties intéressées...» : le juge McGillivray de la Cour d'appel dans *Re Gladstone* (1972), 2 O.R. 127, p. 128 (C.A.).

11. Voir Morden, «A Succeeding Solicitor's Duty to Protect the Account of the Former Solicitor», (1971) 5 Law Soc. U.C. Gaz. 257.

12. «Sous réserve du droit de rétention, les documents confiés au bureau par le client ou la cliente lui appartiennent et ne peuvent faire l'objet de conventions passées à son détriment. Mais *entre eux*, les avocats et les avocates peuvent convenir qu'au cas où ils mettraient fin à leur association, la clientèle de l'ancien cabinet et leurs documents pourront, soit être répartis entre les associées et les associés qui se séparent, soit être laissés à ceux qui continuent à tenir le cabinet ...» (Les italiques sont de nous) *Cordery on Solicitors*, p. 276.

## Règle 9

1. Cf. C.-B. B-5(b) et Alb. 35 (prohibant les «frais de mandat» pour «simple engagement» d'une affaire). Cf. aussi ABA DR 2-107(a). Il ne s'agit pas toutefois de nuire aux arrangements courants concernant des services comme des recherches ou l'enregistrement de documents dans les chefs-lieux de comté ou les capitales provinciales, etc.

2. Cf. ABC-COD 10; ABC 3(8), (9); Qc 3.08.01, .02; C.-B. B-5; Alb. 32; N.-B. E-1; AIB A-8; ABA DR 2-106.

3. Les tribunaux ont souvent réitéré ces «éléments d'équité». Pour une énumération et une discussion récentes, voir par exemple, *Re Solicitors* (1972), 3 O.R. 433, McBride M., p. 436 et 437 (H.C.) : «Je n'ai pas énuméré ces éléments par ordre d'importance. À mon avis, la plupart de ces huit facteurs doivent être pris en considération dans tous les cas. (...) Le temps consacré à l'affaire n'est pas, dans la plupart des cas, le facteur déterminant ni même le plus important. À l'inverse, rares sont les affaires où l'on peut complètement ignorer le facteur temps.»

Sur l'utilité des «tarifs minimums» locaux, voir *Re Solicitors* (1970), 1 O.R. 407 (H.C.).

«Il n'est pas un seul système juridique où la certitude ne soit pas désirable. Il reste que certaines conduites ne peuvent être réglementées de façon satisfaisante par des textes de loi. Il vaut mieux, dans ces cas-là, s'en remettre aux jurys et aux juges de fond. Elles dépendent, en définitive, (...) d'une question de degrés (suit une page d'exemples, la plupart ayant trait au critère du caractère «raisonnable») : Lord Simon, L.C., dans *Knüller Ltd. v. D.P.P.* (1972), 2 All E.R. 898, p. 929 et 930 (Ch. des lords).

4. Voir *Twa v. R.* (1948), 4 D.L.R. 833, p. 837 (H.C. Ont.) et cf. ABC 3(9).

5. Cf. ABC 3(10). «Les tribunaux s'inquiètent depuis longtemps de la question de la rémunération des avocats et des avocates, dans l'intérêt commun de leur clientèle et de leurs avocats et avocates (...). Législateurs et juges ont beaucoup fait pour améliorer et mettre au point des mesures de fixation d'honoraires justes et raisonnables (...). [En Ontario] il existe un moyen pour décider, dans chaque cas, si



les honoraires exigés par l'avocat ou l'avocate sont justes et raisonnables» : le juge Wright dans *Re Solicitor* (1972), 1 O.R. 694, p. 697 (H.C.).

«Un mémoire de frais révèle avec clarté et précision les divers postes de dépenses, de façon que la cliente ou le client puisse juger par lui-même si le total des honoraires est raisonnable ou non» : le juge Riddel dans *Millar v. R.* (1922), 67 D.L.R. 119, p. 120 (C.A. Ont.).

Dans certaines provinces, les lois exigent que l'on avertisse expressément le client ou la cliente de son droit de faire réviser en justice tout accord fixant d'avance le montant des honoraires. Voir N.-B. E-2; *Loi sur la Société du barreau*, L.R.M. 1987, chap. L-100, art. 58; *Alberta Supreme Court Rule*, 616(2)(f).

6. Cf. *Loi sur les procureurs*, L.R.O. 1980, chap. 478, art. 35, réadopté à 1983, chap. 21, art. 1 et modifié à 1984, chap. 11, par. 214(5), autorisant des intérêts au taux applicable aux intérêts antérieurs au jugement, à compter de la fin du mois qui suit la présentation de la note. Le taux d'intérêt doit «figurer sur le compte présenté», *ibid.*, par. 35(4).

7. Voir particulièrement la règle et les commentaires relatifs aux conflits d'intérêts. Les raisons sous-jacentes à ces interdictions y sont expliquées. Voir aussi *Orkin*, p. 154 et 155. L'avocat ou l'avocate ne doit pas tirer profit de l'intérêt sur l'argent que lui a confié, en fiducie, son client ou sa cliente. Dans certaines provinces, le versement de ces intérêts à des fondations juridiques ou à des régimes d'aide juridique est actuellement autorisé.

Les principes généraux et les obligations fiduciaires du mandat s'appliquent aux relations entre l'avocat ou l'avocate et son client ou sa cliente, notamment en ce qui concerne la fidélité, l'obligation de rendre compte et l'interdiction des «bénéfices occultes». Voir Fridman, *The Law of Agency* (3rd ed., 1971), p. 30 et 31, 132 à 139 et autres ouvrages de base sur cette question. L'avocat ou l'avocate commettrait une faute si, à l'insu et sans le consentement de son client ou sa cliente, il acceptait une commission, procuration ou autre honoraire ou gratification d'un prêteur ou d'une prêteuse, d'une agente ou d'un agent de change, d'un assureur, d'un agent ou d'une agente d'immeubles, d'une société de fiducie, d'un huissier ou d'une huissière ou d'une agente ou d'un agent de recouvrement, pour avoir engagé une affaire dans laquelle ses services ont été retenus ou ses honoraires payés par la personne dont l'affaire a été ainsi engagée.

Quant aux débours : «Dans tous les cas où l'avocat ou l'avocate fait état d'une dette sans malhonnêteté, le seul fait que le montant n'a pas encore été payé ne doit pas en empêcher le recouvrement. Si on avait pu faire la preuve d'une malhonnêteté quelconque, il en irait tout autrement ...» : le juge Middleton dans *Re Solicitor* (1920), 47 O.L.R. 522, p. 525 (H.C.).

8. Voir Williston, «The Contingent Fee in Canada», (1968) 6 *Alberta L.R.* 184; Arlidge, «Contingent Fees», (1974) *Ottawa L.R.* 374; *Thomson v. Wishart* (1910), 19

Man. R. 340 (C.A. Man.), et *Monteith v. Callandine* (1965), 47 D.L.R. (2d) 322 (C.A. C.-B.); *Hogan v. Hello* (1969), 1 N.B.R. (2d) 306. Toutes les provinces et tous les territoires, à l'exception de l'Ontario en ce moment (1989) permettent la fixation «d'honoraires aléatoires réglementés».

- Alb. :** a) *Alberta Rules of Court*, Règl. de l'Alb. 390/68, règle 613.(f)-621.  
b) Le Barreau de l'Alberta a adopté le Code de déontologie professionnelle de l'ABC. La règle 10, commentaire 8, permet les ententes sur les honoraires aléatoires.
- C.-B. :** *Law Society Rules*, règle 1050.
- Î.-P.-É. :** *Rules of Civil Procedure*, règles 7317 et 6322.
- Man. :** *Loi sur la Société du barreau*, L.R.M. 1987, chap. L-100, art. 58, qui adopte le Code de déontologie professionnelle (1974) de l'ABC.
- N.-B. :** a) *Loi sur l'organisation judiciaire*, L.N.-B. 1973, chap. J.-2, art. 72.1, mod. L.N.-B. 1978, chap. 32, art. 32.  
b) Art. 61 des règlements d'application de la *Loi sur le barreau*, L.N.-B. 1973, chap. 80, art. 41, en vertu duquel est adopté le Code de déontologie professionnelle (1974) de l'ABC.  
c) La règle E-2 des Règles de l'Association des avocats du Nouveau-Brunswick contenues dans le Code de déontologie professionnelle publié par cette association en 1971.
- N.-É. :** *Civil Procedure Rules*, règles 63.16 à 63.22.
- Ont. :** *La Loi sur les procureurs*, L.R.O. 1980, chap. 478, art. 30, interdit les ententes sur les honoraires aléatoires.
- Qc :** a) *Loi sur le Barreau*, L.R.Q. 1977, chap. B-1, par. 126(3).  
b) R.R.Q. 1981, chap. B-1, r. 14.
- Sask. :** *Speers v. Hagemeister* (1974), 52 D.L.R. (3d) 109 (C.A. Sask.).
- T.-N. :** *Rules of the Supreme Court*, 1986, règles 55.16 à 55.19.
- T.N.-O. :** *Rules of Court*, règles 551f), 553 à 558(1) et 559.
- Yukon :** a) *Legal Profession Act*, R.S.Y.T. 1986, chap. 100, art. 68.  
b) Le par. 7(8) de la Loi adopte le Code de déontologie (1974) de l'ABC.

c) Les al. 224.a) et b) des règles prises en application de la *Legal Profession Act* adoptent le Code (1974) de l'ABC et le Code de déontologie professionnelle partie I, règle 12.

## Règle 10

1. Cf. ABC-COD 8; ABC 2(1), 3(5); ABA-MR 3; ABA Canon 7.

«L'idée que l'avocat ou l'avocate n'est que le porte-parole de son client ou sa cliente et que c'est cette dernière personne qui parle par sa bouche est aussi regrettable qu'inexact. L'avocat ou l'avocate n'est pas l'agent ou l'agente ni le délégué ou la déléguée de son client ou sa cliente. Cependant, l'avocat ou l'avocate doit, dans des limites raisonnables, défendre courageusement et librement les droits de son client ou sa cliente (...). Le ou la juriste doit faire preuve de désintéressement et de détermination dans la défense des droits de sa clientèle et ne jamais s'exposer au reproche d'avoir sacrifié les intérêts de celle-ci sur l'autel de l'opportunité...»; le juge Schroeder de la Cour d'appel, «Some Ethical Problems in Criminal Law», (1963) Conférences spéciales du Barreau du Haut-Canada, 87, p. 102.

2. Cf. ABA EC 7-15.

3. Cf. ABC 3(5). «... il doit être homme de réputation. Le tribunal doit pouvoir compter sur la parole de l'avocat ou l'avocate, personne qui est liée par la parole donnée; (...) l'avocat ou l'avocate a des devoirs envers son client ou sa cliente, le tribunal et l'État, mais se doit surtout personnellement de sauvegarder, dans toute la mesure du possible, son intégrité. Aucune profession n'exige de ceux et celles qui l'exercent plus de vertus d'honneur et de droiture; et pourtant, aucune profession, peut-être, n'est plus riche en mauvaises tentations...» : *Hyde, Lord Birkett*, (1964, Hamish Hamilton, Londres), p. 551. La courtoisie et le respect, tels qu'entendus ici, comprennent l'empressement et la ponctualité.

4. Cf. AIB A-19; ABA DR 7-102(A)(1).

5. Cf. AIB A-15.

6. Cf. ABA Canon 9, DR 9-101; AIB E-3.

7. Cf. ABA 2(4), 5(5); Qc 2.03, 3.05; N.-B. B-6; AB 9 EC 7-34 et 7-35, DR 7-110; AIB A-16.

*Toronto Transit v. Aqua Taxi* (1955), O.W.N. 857 (H.C.) : une lettre cachetée avait été remise à un juge, dans laquelle on essayait de l'influencer. Tout en exonérant les avocats en cause, le tribunal a vigoureusement souligné le caractère répréhensible de tels procédés.

8. Dans une affaire où un avocat s'était associé à des tractations tendant à induire en erreur un juge, un agent de police et un autre avocat (il s'agissait d'obtenir un acquittement apparent qui aurait pu être opposé ensuite dans des procédures pendantes visant le même délit), il a été jugé que : «Ces faits (...) constituent une tentative stupide, autant que méprisable, de pervertir le cours de la justice. Il est certain que cette conduite est indigne d'un avocat dans l'exercice de sa profession.» *Banks v. Hall* (1941), 2 W.W.R. 534, p. 537 (C.A. Sask.), motifs du juge en chef Turgeon.

L'avocat ou l'avocate qui conseillerait à une personne de faire un faux témoignage serait coupable de parjure si cette personne se rendait à sa demande (*Code criminel*, articles 22 et 131) et à tout le moins, en cas d'échec, d'avoir conseillé la commission d'un acte criminel (*ibid.*, art. 464).

C'est une infraction de fabriquer sciemment des faux éléments de preuve dans le dessein de s'en servir comme preuve par tout moyen autre que le parjure ou l'incitation au parjure (*ibid.*, art. 137).

De même, c'est une infraction de tenter de quelque manière d'entraver, de détourner ou de contrecarrer le cours de la justice (*ibid.*, art. 139).

«Une déclaration sous serment mensongère (...) constitue probablement l'exemple le plus évident de comportement qu'une procureure ou un procureur ne peut autoriser en connaissance de cause (...). Encore moins peut-il susciter une telle déclaration pour la verser au dossier (...). Une procureure ou un procureur qui, de bonne foi, a versé au dossier une déclaration dont il découvre plus tard la fausseté doit, s'il conserve l'affaire, régulariser les choses au plus vite (...)» : le vicomte Maughan dans *Myers v. Elman* (1939), [1940] A.C. 282, p. 293 et 294 (Ch. des lords).

«[L'avocat] connaissait parfaitement l'inexactitude de certains passages de la déclaration... [et] il doit en prendre la responsabilité (...). S'il sait que son client fait de fausses déclarations sous serment et qu'il ne fait rien pour corriger la situation, son silence constitue pour le moins une faute lourde» : le juge McLennan de la Cour d'appel dans *Re Ontario Crime Commission* (1962), 37 D.L.R. (2d) 382, p. 391 (C.A. Ont.).

9. Cf. N.-B. B-1; AIB A-14; ABA DR 7-102(A)(5).

10. Cf. N.-B. B-7; ABA EC 7-25, DR 7-106(C)(1).

11. Cf. ABC 1(1); N.-B. B-3; AIB A-14; ABA EC 7-23, DR 7-106(B)(1).

Voir *Glebe Sugar v. Greenock Trustees* (1921), 2 (A.C.) 66 (Ch. des lords) avec un solide exposé de Lord Birkenhead, grand chancelier, sur le devoir de l'avocat ou l'avocate de communiquer au tribunal les sources, favorables ou défavorables, qu'il peut connaître sur le point en litige. «L'extrême inconvenance d'un tel comportement [cacher des sources pertinentes] ne saurait être trop soulignée.» Voir aussi

*Plant v. Urquhart* (1922), 1 W.W.R. 632 (C.A. C.-B.), motifs du juge McPhillips de la Cour d'appel, aux p. 638 et 639.

12. Cf. AIB. A-18; ABA DR 7-109(B).

13. Cf. N.-B. B-8; ABA DR 7-102(B) et DR 4-101(C)(2).

14. Cf. ABA DR 1-110(B)(2); N.-B. B-8 : «Dès qu'il apprend que son client ou sa cliente a fait un faux témoignage, l'avocat ou l'avocate doit se retirer de l'affaire et révéler au tribunal et à la partie adverse l'existence de la fraude.» Voir *Orkin*, p. 127.

15. Cf. ABC 4(4); N.-B. D-4; ABA EC 7-38, 7-39, DR 7-106(C)(5). Voir *Orkin*, p. 60 à 63, pour des exemples de tactiques dilatoires jugées inacceptables.

16. Cf. ABC 3(3), *Orkin*, p. 95 à 97. Voir aussi le par. 5 de la règle relative à la consultation.

17. Cf. ABC 2(1); N.-B. B-3, D-4; AIB C-1; ABA EC 7-36, DR 7-106(C)(6).

18. Cf. ABC 4(3); AIB A-21, A-23; ABA EC 7-38, DR 7-106(C)(5).

N.-B. D-5 : «Les engagements devraient être mis par écrit, en termes dépourvus d'ambiguïté. Sauf réserve expresse, l'avocat ou l'avocate qui prend un engagement engage sa responsabilité personnelle.»

«Notre tribunal a plus d'une fois jugé que si les avocats se contentent d'ententes vagues, ils ne peuvent compter sur la coopération du tribunal, en cas de difficultés...» : le juge Barry dans *Ferguson v. Swedish-Canadian* (1912), 41 N.B.R. 217, p. 220 (C.A.N.-B.).

Lorsque les avocats écrivent : «Nous nous engageons, au nom de notre client», le tribunal a jugé, en l'espèce, que les avocats étaient personnellement responsables. Voir *Re Solicitors* (1916), [1917] 1 W.W.R. 529 (C.A.C.-B.).

«... on s'oblige par sa parole...» Lund, conférence prononcée en 1950 au Barreau (publiée par le Barreau du Haut-Canada en 1956; voir p. 33 et 34).

19. Mais voir n° 10 *infra*.

20. Cf. ABC 1(2); N.-B. C-12; ABA EC 7-13, 7-14, DR 7-10, *Orkin*, p. 116 à 120.

«On ne saurait trop souligner que le but d'une poursuite criminelle n'est pas d'obtenir une condamnation, mais qu'il s'agit pour la Couronne de présenter au jury ce qu'elle estime être une preuve plausible du crime allégué. L'avocat doit veiller à présenter toutes les preuves recevables à l'appui des faits; cela doit être fait avec fermeté en poussant les choses jusqu'à leurs conséquences légitimes; mais cela doit

aussi être fait avec loyauté. Le rôle du procureur de la poursuite exclut toute idée de victoire ou de défaite. Il s'acquitte d'une charge publique, lourde de responsabilités personnelles dont on ne retrouve aucun équivalent dans la vie civile. Il doit assumer ses fonctions avec un sens inné de la dignité, du sérieux et de la justice» : le juge Rand dans *Boucher v. R.* (1955), R.C.S. 16, p. 23 et 24.

Voir aussi *Richard v. R.* (1960), 126 C.C.C. 255, le juge Bridges de la Cour d'appel, p. 280; *Regina v. Lalonde* (1972), 5 C.C.C. (2d), p. 168; et Martin, «Preparation for Trial», Conférences spéciales du Barreau du Haut-Canada de 1969, 221, p. 235 et suiv.

21. Cf. ABC 2 (6); N.-B. C-6; AIB B-5; ABA EC 7-24, DR 7-106(C)(4).

22. Voir *Orkin*, p. 115, et Boulton, «Conduct and Etiquette at the Bar», (5th ed), p. 71 à 73, qui reproduit en substance le Rapport annuel du Conseil général du Barreau (1912); et les commentaires du juge Schroeder (*Supra*, note 1, p. 94 à 97). Voir aussi Martin, «The Role and Responsibility of the Defence Advocate», (1969-1970) 12 Crim. L.Q. 376, p. 386 et 387.

23. Voir les principes énoncés dans l'affaire *R. v. Turner* (1970), 2 All E.R. 281, p. 285 (C.A.); et le compte-rendu d'une table ronde, dans Law Soc. U.C. Special Lectures (1969), p. 299 à 311; Ratushny, «Plea Bargaining and the Public», (1972) 20 Chitty's L.J. 238.

24. Cf. N.-B. C-8; AIB A-20; ABA EC 7-19.

25. Cf. C.-B. D-1(b); N.-B. B-8; AIB A-18; ABA DR 7-109(A)(B)(C).

«Je ne connais pas de règle qui empêche l'avocat ou l'avocate de la défense de s'entretenir avec une ou un témoin cité par la Couronne (...). Celle-ci ne peut s'abriter derrière une nuée de témoins et empêcher la défense de se préparer comme il convient» : le juge Roach de la Cour d'appel dans *R. v. Gibbons* (1946), 86 C.C.C. 20, p. 28 et 29 (C.A. Ont.).

26. Cf. C.-B. D-1(b); N.-B. D-7, D-8; AIB D-7; ABA EC 7-19, DR 7-104(A)(1).

C.-B. D-1(b) traite des situations où il est difficile de déterminer si on communique avec une ou un témoin (ce qui est légitime), ou avec une partie adverse représentée par un avocat ou une avocate (ce qui ne l'est pas). Ce problème peut se poser lorsque la partie adverse est une personne morale ou un organisme gouvernemental. Le critère serait peut-être dans la réponse à la question : «Cette personne risque-t-elle de prendre une part active aux décisions de la partie concernée, ou ne fait-elle qu'exécuter les ordres donnés par d'autres ?»

«Un principe déjà ancien veut que dès qu'il est manifeste qu'une personne est représentée par un avocat ou une avocate, on ne doit traiter avec une personne que par l'intermédiaire de l'avocat ou l'avocate. (...) L'avocat ou l'avocate ne doit

jamais en aucune manière (...) chercher à transiger ou à négocier directement avec une partie représentée par un avocat ou une avocate, si ce n'est *par son intermédiaire*. (...) Faire savoir à l'avocat ou l'avocate que la question est réglée, ce n'est pas négocier avec lui» : le juge Tritschler de la Cour d'appel dans *Nelson v. Murphy* (1957), 9 D.L.R. 195, p. 213 (C.A. Man.).

27. Cf. ABC 2(3); N.-B. C-11; ABA EC 7-24, DR 7-106(C)(3)(4).

«On doit se souvenir que le rôle de l'avocat ou l'avocate devant un tribunal est celui de défenseur; l'avocat ou l'avocate est là pour plaider la cause de son client ou sa cliente sur la base du dossier présenté au tribunal et n'a aucunement la double qualité de défenseur et de témoin» : le juge McGillivray de la Cour d'appel dans *Cairns v. Cairns* (1931), 3 W.W.R. 335, p. 345 (Div. d'appel Alb.).

«Il ne convient pas, à mon avis, que le procureur de la Couronne exprime son avis sur l'innocence ou la culpabilité de l'accusé. Dans l'article dont j'ai parlé, il est dit que c'est parce qu'il faut faire complètement abstraction de la personnalité ou de l'autorité d'un avocat lorsqu'il s'agit de déterminer si la cause de son client est juste, que c'est un principe de plaidoirie inflexible que l'avocat ne doit pas exprimer d'opinion personnelle ou partisane sur l'affaire de son client» : le juge Locke dans *Boucher v. R.* (1954), [1955] R.C.S. 16, p. 26.

Sur la faute de l'avocat ou l'avocate qui, après avoir témoigné, accepte de plaider, voir *Imperial Oil v. Grabarchuk* (1974), 3 O.R. (3d) 783 (C.A.); *Phoenix v. Metcalfe* (1974), 5 W.W.R. 661 (C.A.C.-B.).

## Règle 11

1. Cf. ABC-COD 12. AIB, «Duty to the Court» : «Vu le rôle essentiel des avocats et des avocates dans l'administration de la justice, ils ont l'obligation de s'efforcer de lui attirer le respect'...»

2. Cf. ABC Préambule : «L'avocat ou l'avocate est plus qu'un simple citoyen ou une simple citoyenne ...». «Les avocats et les avocates, à cause de ce qu'ils représentent (...) doivent assumer des responsabilités qui vont bien au-delà (de celles des bons citoyens et bonnes citoyennes ordinaires) (...); et nécessairement, car c'est à notre profession que la société a confié l'administration de la loi et le soin de faire justice» : MacKimmie, «Presidential Address», (1963) 6 Can B.J. 347, p. 348. Jusqu'à quel point les avocats et les avocates peuvent-ils légitimement «défier la loi» ? On trouvera sur ce sujet des vues lucides et divergentes dans l'éditorial «Civil Disobedience and the Lawyer», (1967) 1 (3) Law Soc. U.C. Gaz. 5 et la réponse à cet éditorial, (1968) 2 Law Soc. U.C. 44.

3. Cf. le serment traditionnel des avocats et des avocates : «...protéger et défendre les intérêts de ceux de vos concitoyens et vos concitoyennes qui peuvent

recourir à vos services (...). Vous ne détournerez pas la loi en faveur ni au détriment de quiconque...»

ABA EC 8-1, 8-2, 8-9 : «L'évolution des sociétés et les imperfections des institutions humaines exigent des efforts constants pour maintenir et améliorer notre système juridique. Ce système doit fonctionner de façon à commander le respect du public et encourager le redressement des torts par les voies légales (...) les règles de droit n'atteignent pas leur objet si elles ne sont pas justes, compréhensibles et conçues pour répondre aux besoins de la société (...). L'avancement de notre système juridique est d'une importance vitale pour maintenir la suprématie du droit et faciliter des réformes ordonnées...»

4. ABA EC 8-1 et 8-2 : «Sa formation et son expérience rendent l'avocat ou l'avocate particulièrement apte à déceler les défaillances du système juridique et à prendre l'initiative des améliorations qui s'imposent (...). (L'avocat ou l'avocate doit favoriser la simplification des lois et l'abrogation ou la modification des textes désuets. On doit, de même, améliorer la procédure chaque fois que l'expérience indique la nécessité d'un changement.»

5. Cf. ABA EC 8-4.

6. Cf. ABC 2 (2) et EC 8-6. Les tribunaux sont généralement investis du pouvoir de juger sommairement les cas d'outrage au tribunal. Ces pouvoirs sont néanmoins bien circonscrits et on n'y recourt pas à la légère. Les services des procureures et procureurs généraux et les conseils de magistrature peuvent enquêter sur certaines accusations précises d'inconduite ou de négligence portées contre des officiers et officières de justice. Dans certains cas particuliers, il est préférable de recourir à ces instances plutôt que de porter l'affaire sur la place publique et dans les médias.

## Règle 12

1. Cf. ABC-COD 13; ABA-MR 7; ABA Canon 2, EC 2-1; AIB p. 30.

2. Cf. Alb. 28. Une directive semblable ne lie pas l'exécuteur : *Re Croft* (1960), O.W.N. 171 (H.C.).

3. Cf. ABA EC 2-6, 2-7.

4. Cf. ABA EC 2-8.

5. Cf. N.-B. chap. 4; ABA EC 2-26 à 2-29; *Orkin*, p. 87-88.



## Règle 13

1. Cf. ABC-COD 14; ABC 5(1); ABA-MR 8; ABA Canon 1.

«C'est pour répondre à un impérieux besoin public que la profession d'avocat a émergé au cours des siècles pour protéger, dans le respect de la loi, les droits et les libertés de l'individu, si humble soit-il, et éventuellement contre l'État lui-même.» (AIB, Remarques préliminaires).

«Le public ne pourrait plus avoir confiance en la profession si on tolérait des comportements semblables (...) aucun avocat ou aucune avocate ne saurait prétendre échapper à [sa radiation] en montrant simplement qu'il n'y a eu ni malhonnêteté ni dissimulation de sa part et qu'aucun préjudice n'a été causé à un client ou une cliente...» : Lord Parker, juge en chef, dans *Re Solicitor* (1959), [1960] 193 Sol. Jour. 875 (Q.B.D.).

2. Cf. ABC 5 (1); C.-B. F-3; ABA DR 1-103, EC 1-4. Alb. 22 : «Il est dérogatoire (...) de ne pas [signaler des cas] qui mettent nettement en cause un détournement de fonds ou la violation d'un engagement.»

3. Cf. Alb. 18; N.-B. D-1; Sask. 12. «Ce qui est répréhensible dans le comportement de l'avocat, c'est qu'il a, sans aucun motif valable, complètement ignoré les communications de la Law Society ...» : le juge Walsh dans *Re X, a Solicitor* (1920), 16 Alberta L.R. 542, p. 543.

4. Cf. AIB D-6.

## Règle 14

1. Cf. ABC-COD 167; ABC 4(1)(2)(4); ABA EC 7-37 et 7-38, DR 7-101(A)(1).

2. «... abstraction faite des obligations de l'avocat ou l'avocate envers le tribunal et son client ou sa cliente, il doit faire preuve de loyauté et de correction envers la partie adverse et les membres de la profession» : *Dobie v. McFarlane* (1832), 2 U.C.Q.B. (O.S.) 285, p. 323. Et voir N.-B. D-4.

3. Cf. ABC 4(2), *Orkin*, p. 131 et 132; N.-B. D-4 : «...Les avocats et les avocates ont le devoir de s'attaquer au bien-fondé de l'affaire et non de s'attaquer mutuellement.»

4. Cf. ABC 4(2); ABA EC 7-38 et 7-39. «...je ne pense pas que l'avocate ou l'avocat soit obligé d'informer son client ou sa cliente de toutes les occasions de forclore la partie adverse, ni obligé de suivre les instructions de son client ou sa cliente sur le degré de libéralisme dont il doit faire preuve dans l'exercice de sa

profession» : le juge en chef Robinson dans *Shaw v. Nickerson* (1850), 7 U.C.Q.B. 541, p. 544.

5. Cf. ABC 4(4). «La vérité et non la tromperie, la simplicité et non la duplicité, la franchise et non la ruse dans la conduite des affaires ...» : le chancelier Boyd dans «Address on Legal Ethics», (1905) 4 *Can. L. Rev.* 85. ABA EC 7-38 : «L'avocat ou l'avocate doit se conformer aux usages locaux de courtoisie ou de procédure, à moins d'aviser à temps l'avocat ou l'avocate de la partie adverse de son intention de ne pas le faire. S'il entend s'en tenir aux «règles absolues», il doit le dire nettement.»

«...bâtir la cause de son client ou sa cliente sur les inadvertances de l'adversaire n'est pas du devoir d'un professionnel ou d'une professionnelle (...). Les avocats et les avocates ne font pas leur devoir envers leur clientèle en insistant sur la lettre de leurs droits. C'est précisément ce genre de chose qui jette le discrédit sur la justice» : le juge Middleton dans *Re Arthur and Town of Meaford* (1915), 34 O.L.R. 231, p. 233 et 234 (H.C.).

«...nous ne pensons pas qu'il (le procureur du défendeur) ait agi avec une parfaite franchise en omettant d'attirer l'attention du procureur du plaignant sur les objections procédurales qu'il entendait soulever à la veille du procès...». Le juge Gwynne dans *Cushman v. Reid* (1869), 20 U.C.C.P. 147, p. 153 et 154.

Quant aux enregistrements, voir (1972) 6 Law Soc. U.C. Gaz. 15.

6. Alb. 20 : «le fait de ne pas répondre aux lettres ou autres messages d'un ou d'une collègue constitue, c'est le moins qu'on puisse dire, un manque de courtoisie (...) cette fâcheuse habitude a souvent pour effet de placer l'autre avocat ou avocate dans une situation difficile ou embarrassante (...) et tend à jeter le discrédit sur la profession tout entière.»

7. Cf. paragraphe 8 de la règle relative à la représentation en justice. Alb. 17 : «... l'utilisation d'expressions comme «au nom de mon client ou de ma cliente» ou «au nom du vendeur ou de la vendeuse» ne dégage pas la responsabilité personnelle de l'avocat ou l'avocate.» C.-B. D-2 : «...des difficultés peuvent se présenter du fait que, si les avocats et les avocates prennent des engagements au nom de leurs clients et clientes, ces personnes peuvent néanmoins modifier leurs instructions ou changer d'avocat ou d'avocate. L'avocate ou l'avocat qui prend un engagement envers un ou une collègue ne peut en être libéré que par cette dernière personne et non par son client ou sa cliente. La présentation d'un chèque non visé implique l'engagement qu'il sera honoré, sauf circonstances extraordinaires et imprévues dont la preuve incombe à l'avocat ou l'avocate...»

8. Cf. ABC 4(3); C.-B. D-1 (a); Alb. 16; N.-B. D-3; ABA EC 7-18; *Nelson v. Murphy* (1957), 9 D.L.R. (2d) 195 (C.A. Man.), le juge Tritschler de la Cour d'appel, p. 213 : «Il est bien établi (...) que si une personne est représentée par un procureur ou une procureure, on ne doit traiter avec elle que par son entremise (...) un avocat ou une avocate ne doit jamais (...) chercher à transiger ou à négocier avec une partie

représentée par un avocat ou une avocate, si ce n'est *par l'intermédiaire* de ce dernier.»

«...ne pas communiquer comme on l'a fait ici, si ce n'est avec l'avocat de la partie adverse. Même si le défendeur était venu au bureau de l'avocat du demandeur de son propre gré, comme le prétend ce dernier, il aurait dû refuser de traiter avec lui personnellement» : le chancelier Van Koughnet dans *Bank of Montreal v. Wilson* (1867), 2 Chy. Chs. 117 et 119 (U.C. Chy.).

9. Cf. ABC 5(1); AIB C-4; ABA EC 2-28; Orkin, p. 97 et 98.

## Règle 15

1. Cf. ABC-COD 17, Commentaire 4 : «Le ou la juge qui revient exercer après avoir quitté la magistrature ne devrait pas (sans l'autorisation du Barreau) comparaître devant la cour dont il était membre ou devant les tribunaux d'instance inférieure de la province où le ou la juge exerçait ses fonctions judiciaires.»

Les provinces et territoires qui suivent interdisent aux juges à la retraite de reprendre l'exercice du droit (dans les cas où cet exercice entraînerait des comparutions devant des juges en cabinet ou devant certaines cours) sans l'autorisation expresse du Barreau :

**Alb. :** Règl. de l'Alb. 265/71, par. 82(2). Aussi, l'Alberta a adopté le Code (1974) de l'ABC.

**T.-N. :** *Law Society Act*, S.N. 1977, chap. 77, art. 59. Les conseillers et les conseillères interdisent aux juges des cours supérieures de comparaître devant la cour dont ils étaient membres ou devant un tribunal d'instance inférieure.

**T.N.-O. :** *Rules of the Law Society*, par. 62(3).

**Yukon :** *Rules of the Law Society*, art. 151A, pris en application de la *Legal Profession Act*, R.S.Y.T. 1986, chap. 100.

Le Code (1974) de l'ABC est adopté en vertu du par. 6(8).

Les provinces qui suivent confèrent à leur Barreau le pouvoir discrétionnaire de définir les conditions d'exercice des juges retraités :

**C.-B. :** *Rules of the Law Society*, Règle 400(5) - (s'applique aux juges des cours supérieures et aux juges nommés en application des lois fédérales).

**N.-É. :** *Regulations of the Nova Scotia Barrister's Society*, art. 22A et par. 46(16) pris en application de la *Barristers and Solicitors Act*, R.S.N.S. 1967, chap. 18.

Les provinces qui suivent permettent aux juges à la retraite de comparaître devant les juges en cabinet ou devant la cour après une certaine période de temps :

- C.-B. :** Rules of the Law Society, Règle 400, *supra*, al. (4)b) — 3 ans (ne s'applique qu'aux juges des cours provinciales qui comparaissent en qualité de conseiller ou conseillère devant une cour provinciale).
- Man. :** Règles de la Société du barreau, Règle 70.4 — 3 ans (juges des cours supérieures ou juges à temps plein des cours provinciales).
- N.-B. :** *Loi sur l'Association des avocats*, L.R.N.-B. 1985, chap. 80, art. 59 — 5 ans.
- T.-N. :** *Law Society Act*, S.N. 1977, chap. 77, art. 59. Les conseillers et les conseillères interdisent aux juges à la retraite d'une cour provinciale de comparaître devant cette cour avant une période de 3 ans.
- Qc :** *Loi sur le Barreau*, L.R.Q. 1977, chap. B-1, art. 74 — 12 mois.
- Sask. :** Rules of the Law Society of Saskatchewan, Règle 84A — 3 ans si les juges d'une cour supérieure ont siégé plus de 3 ans; 2 ans si les juges d'une cour supérieure ont siégé moins de 3 ans; 6 mois pour les juges d'une cour provinciale.

La province qui suit permet aux juges de comparaître devant une cour quelle qu'elle soit dès qu'ils quittent la magistrature :

- Î.-P.-É. :** Regulations of the Law Society of Prince Edward Island, Gaz Pt. II, vol. III - n° 13, al. 20(5)a).

2. «(...) le ou la juge qui quitte la magistrature et qui (...) ensuite conteste les décisions qu'il a rendues, ou même n'en reconnaît pas la valeur, ébranle l'autorité du pouvoir judiciaire et ternit le prestige et la dignité des cours de justice (...)» Le juge en chef Kennedy dans *Re Solicitors Act and O'Connor* (1930), I.R. 623, p. 631 (H.C.).

## Règle 17

1. Cf. ABC-COD 6; C.-B. B-8; N.-B. F-3; AIB D-1. Cette règle est fort voisine de la règle relative aux conflits d'intérêts.

2. Au Québec, en vertu de l'al. 122(1)b) de la *Loi sur le Barreau*, L.R.Q. 1977, chap. B-1, est inhabile à exercer la profession d'avocat «celui qui occupe une charge ou fonction incompatible avec l'exercice ou la dignité de la profession d'avocat».

Sask. 7 et Qc 4.01.01c) interdisent à l'avocate ou l'avocat d'être associé à une agence de recouvrement. Cf. *Orkin*, p. 188 à 190.

3. C.-B. B-8 souligne les dangers d'une situation «... qui fait qu'il est difficile au client ou à la cliente de voir en quelle qualité agit son avocat ou avocate dans certaines circonstances particulières ou qui pourrait donner lieu à un conflit d'intérêts ou de devoirs.»

Voir, pour la façon dont «la liberté de jugement» risque d'être compromise par des intérêts étrangers à l'exercice de la profession, Weddington, «A Fresh Approach to Independent Judgment», (1969) 11 Ariz. L.R. 31.

4. Dans l'affaire *Weare* (1893), 2 Q. B. 439 (C.A.), le tribunal a confirmé la radiation d'un avocat qui, en connaissance de cause, avait loué ses locaux pour servir de maison de prostitution.

## Règle 18

1. Cf. ABC-COD 9; AIB E-3; ABA-MR 1.11; ABA EC 8-8, DR 8-101(A).

2. Quelques exemples classiques : sénateurs et sénatrices, députées et députés fédéraux ou provinciaux, ministres, conseillères et conseillers municipaux, conseillères et conseillers scolaires, fonctionnaires et membres de conseils, de commissions, de tribunaux administratifs, de ministères, commissaires d'enquête, arbitres, médiateurs et médiatrices, procureurs et procureures de la Couronne, etc. Pour un examen général de la question, voir Woodman, «The Lawyer in Public Life», (1971) Pitblado Lectures (Manitoba) p. 129.

3. Dans l'affaire *Barreau de Montréal c. Claude Wagner* (1968), B.R. 235 (Qc), le défendeur, alors ministre provincial de la justice, avait, dans un discours public, critiqué la conduite d'un juge. Il a été jugé qu'il échappait à la juridiction disciplinaire du Barreau, au motif qu'il exerçait alors «le pouvoir exécutif de la Couronne». Dans l'affaire *Gagnon c. Barreau de Montréal* (1959), C.S. 92, il s'agissait d'un ancien juge qui demandait sa réadmission au Barreau. Il a été jugé que le Barreau pouvait tenir compte de la conduite du requérant dans l'exercice de ses anciennes fonctions.

4. Cf. en général, la règle relative aux conflits d'intérêts. «L'avocate ou l'avocat investi...de fonctions publiques quelconques...doit être avant tout au service du public et n'est pas pour autant libéré de ses obligations professionnelles (...). Il ne conviendrait pas que l'avocat ou l'avocate accepte d'agir pour le compte d'une personne qui aurait un intérêt personnel par exemple à l'adoption ou au rejet du règlement d'un organisme dont l'avocate ou l'avocat est membre ou pour lequel il travaille.» De Brand, *Bar Associations, Attorneys and Judges* (Chicago, American Judicature Society, 1956) p. 179.

5. Par exemple, le premier ministre de l'Ontario, M. Davis, a, en septembre 1972, adressé des «Directives concernant les conflits d'intérêts» aux ministres provinciaux intéressés. Il leur était notamment interdit «tant qu'ils resteraient en fonction (...) de participer d'une façon régulière à une (...) activité professionnelle

quelconque». Plusieurs provinces élaborent actuellement des projets de lois spécifiquement sur la question.

6. Cf. ABA DR 9-101(A), (B) : «...ne pas accepter (d'affaires dont l'avocate ou l'avocat a été appelé à connaître comme juge ou comme fonctionnaire).»

7. Cf. C.-B. B-9(a).

8. Cf. ABA DR 9-101(B).

9. Les serments d'office prévus par les lois contiennent généralement une obligation au secret.

## Règle 19

1. Cf. ABC-COD 15; ABC 5(1), (2); AIB E-5 et E-6; ABA Canon 3,

DR 3-101(A), (B) et 3-103(2).

2. La jurisprudence et les textes législatifs énumèrent certains actes assimilés à «l'exercice du droit». Voir, par exemple :

**C.-B. :** *Legal Professions Act*, R.S.B.C. 1987, chap. 25, art. 1.

**Î.-P.-É. :** *Law Society and Legal Profession Act*, R.S.P.E.I. 1974, chap. L-9, art. 21.

**Man. :** *Loi sur la Société du barreau*, R.S.M. 1987, chap. L-100, par. 56(2).

**N.-B. :** *Loi sur l'Association des avocats*, S.N.B. 1973, chap. 80, art. 15.

**N.-É. :** *Barristers and Solicitors Act*, R.S.N.S. 1967, chap. 18, par. 4(2).

**Qc :** *Loi sur le Barreau*, L.R.Q. 1977, chap. B-1, art. 128.

**T.-N. :** *Law Society Act*, S.N. 1977, chap. 77, al. 85(1)c) à e).

**T.N.-O. :** *Loi sur la profession juridique*, L.T.N.-O. 1976 (2<sup>e</sup>), chap. 4, al. 2(i)

**Yukon :** *Legal Profession Act*, R.S.Y.T. 1986, chap. 100, par. 1(2), (3).

L'exercice non autorisé de la profession est interdit dans toutes les provinces :

**Alb. :** *Legal Profession Act*, R.S.A. 1980, chap. L-9, art. 93.

- C.-B. :** *supra*, art. 26.
- Î.-P.-É. :** *supra*, art. 19.
- Man. :** *supra*, par. 56(1).
- N.-B. :** *supra*, par. 14(2) et art. 15.
- N.-É. :** *supra*, par. 4(1).
- Ont. :** *Loi sur le Barreau*, L.R.O. 1980, chap. 233, par. 50(1).
- Qc :** *supra*, art. 132 et suiv.
- Sask. :** *Legal Profession Act*, R.S.S. 1978, chap. L-10, par. 5(1) et art. 76, mod. S.S. 1983-1984, chap. 43, art. 8.
- T.-N. :** *supra*, al. 85(1)a), b).
- T.N.-O. :** *supra*, art. 67 à 71.
- Yukon :** *supra*, art. 102.

«C'est un service essentiel à rendre au public que de le protéger sans retard contre ceux et celles qui (...) se décernent en personne un brevet de compétence alors qu'ils n'ont ni la formation ni les connaissances que l'on doit absolument exiger d'un avocat ou d'une avocate» : le juge Robertson, juge en chef de l'Ontario, dans *R. ex rel. Smith v. Ott* (1950), O.R. 493, p. 496 (C.A.).

«Lorsqu'une personne affirme en effet : 'je ne suis pas avocat ou avocate mais je ferai le travail de l'avocat ou l'avocate', elle se trouve à offrir ses services comme avocat ou avocate. La personne qui le fait se fait passer pour un avocat ou une avocate, même si elle précise clairement qu'elle n'a pas les titres ni les qualités nécessaires» : le chancelier Miller dans *Regina v. Woods* (1961), [1962] O.W.N. 27, p. 30. Voir, en général, *Orkin*, p. 350 à 353, *Bennion*, p. 54.

3. Cf. C.-B. G-2; Alb. 40; AIB E-4 et E-6; ABA EC 3-5 et 3-6. Voir le commentaire : «Delegation of Authority by Solicitors», (1968) 3 Law Soc. U.C. Gaz. 23.

## Règle 20

1. Cf. C.-B. F-4. En cas d'épreuve ou de maladie ou pour d'autres raisons légitimes, le Barreau peut permettre le recours limité et réglementé aux services de certaines personnes (par exemple, en prévision d'une réhabilitation ou pendant une

période de convalescence). Le Barreau agit en effet dans un esprit de protection du public et non de brimade inutile.



# Index

---

Les majuscules indiquent le titre d'une règle ou une variante de celui-ci.

	Règle/Commentaire
Absence de discrimination	28
Abus de la procédure	10.2
retrait	10.3b)
secret professionnel	10.3a)
Accusé(e) — aveux	10.11
Action contre un(e) ancien(ne) client(e)	5.13, 29
Action en justice, introduction	10.6
ACTIVITÉS ÉTRANGÈRES	17.1 à 17.3
ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	11.1 à 11.6
amélioration	11.2
critiques	11.3
discrédit - incompétence	2.10
- procédés inacceptables	10.5
sécurité des tribunaux	11.6
Affidavits, faux	10.2e)
Âge — discrimination	28
Aide-mémoire des délais	2.8m)
Alcool	2.8o)
Ambition personnelle	21(5)
APPARITIONS ET DÉCLARATIONS EN PUBLIC	21
Appels téléphoniques	
conversations enregistrées	14.4
réponse	2.8c)
Appropriation des fonds de la clientèle	9d)
Arbitre — conflit d'intérêts	5.11
Assurance	
erreurs et omissions (responsabilité	
civile professionnelle)	3.10
franchise — paiement	13.6
obligatoire	5.15

responsabilité — garantie	19.1
Assureur, droits	5.15
Auxiliaire qui n'est pas juriste	
DÉLÉGATION	16
EXERCICE NON AUTORISÉ	19
rémunération	16.(3)i)
Aveux de l'accusé(e)	10.11
Avis — retrait	8.7
Avocat(e)	
abus de stupéfiants	2.8o)
APPARITIONS ET DÉCLARATIONS	
EN PUBLIC	21
comparution devant des organismes officiels	18.6
conduite — en général	13
conduite envers les confrères	14
conjoint qui emprunte à un(e) client(e)	7.2
courtoisie	10.7
DÉLÉGATION À DES AUXILIAIRES QUI	
NE SONT PAS JURISTES	16
discrimination	28
dossiers	2.8l) et m)
engagements financiers	13.6
nouvel(le) avocat(e)	8.11
OBLIGATIONS ENTRE COLLÈGUES	14.1 à 14.9
OBLIGATIONS ENVERS LA PROFESSION	13
participation aux activités de la profession	13
position dans la communauté	11.1
rapports avec les médias	21
relations personnelles	10.2c)
rôle dans les procédures contradictoires	10.13
AVOCAT(E) AGISSANT COMME	
MÉDIATEUR/MÉDIATRICE	25.1 à 25.6
Avocat(e) agissant en qualité d'arbitre-conflit	
d'intérêts	5.11
Avocat(e) à titre d'auteur(e)	4.5
Avocat(e) de la Couronne - avis de désistement de	
l'avocat(e)	8.6(iii)
Avocat(e) de la défense	10.10
AVOCAT(E) DIRIGEANT UN STAGE	24
AVOCAT(E) ET ADMINISTRATION DE	
LA JUSTICE	11.1 à 11.6
voir aussi ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	
AVOCAT(E) QUI OCCUPE DES FONCTIONS	
PUBLIQUES	18.1 à 18.8
comparution devant des organismes officiels	18.6
conduite après avoir quitté ses fonctions	
publiques	18.7 et 18.8

conflit d'intérêts	18.3 et 18.5
portée de la règle	18.1 et 18.2
renseignements confidentiels	18.8
Avocat(e) qui témoigne	10.16
Barreau, communications	13.3
BIENS DE LA CLIENTÈLE	6.1 à 6.6
Boissons alcooliques	2.8o)
Bonne foi - conflit d'intérêts	5.17
Bureau d'avocats et d'avocates — surveillance d'un(e) avocat(e)	16(4)
Cabinet d'avocats et d'avocates — fermeture - retrait	8.12
CABINETS D'AVOCATS ET D'AVOCATES INTERPROVINCIAL	22
Cabinets comptant plusieurs bureaux	29.1c)
Charte des droits et libertés — médias	21.1
Civilité - instance judiciaire	10.7
Clercs/personnel parajuridique	16
Client(e) qui met fin au mandat de l'avocat(e)	8.3
Clientèle	
aveux	10.11
BIENS	6.1 à 6.6
conflits résultant d'un changement de cabinet	29
consentement donné en connaissance de cause	10.5
CONSULTATION	3
EMPRUNTS	7
HONORAIRES	9
malhonnêteté ou fraude	3.6 et 3.7
plaidoyer et culpabilité	10.12
pluralité	8.9
réclamation contre un(e) avocat(e)	13.2
Clientèle — malveillance	10.2a)
Clientèle induite en erreur	2.8k)
Clientèle juridique — achat et vente	9.7
Clinique juridique communautaire – délégation à des auxiliaires qui ne sont pas juristes	16.2
<i>Code criminel</i> — dissimulation d'un acte criminel — avocat(e) qui rapporte le fait	13.2
Collaboration	2.6
Comité de financement des cliniques — délégation à des auxiliaires qui ne sont pas juristes	16.2
Commentaires publics	21
Commission — conduite au cours de l'instance	10
Commissions	9.8
Communication avec le/la témoin qui dépose	10.15

avocat(e) — client(e)	4
professionnelle — réponse ponctuelle	14.5
— ton	13.4
Comparution devant un tribunal	
- auxiliaire qui n'est pas juriste	16.2d)
<b>COMPÉTENCE ET QUALITÉ DES SERVICES</b>	2
connaissances et expérience	2.1 à 2.4
conséquences de l'incompétence	2.9 et 2.10
maintien de la compétence	2.5
qualité du service	2.8
rapidité	2.7
Comptes — client(e)s	9.4
intérêts sur les comptes en souffrance	9.6
Conduite de l'avocat(e)	
divulgateion	4.12
envers les collègues	14
indigne	1.2
qui quitte ses fonctions publiques	18.7
Conduite déshonorante du (de la) client(e)	8.3
Confiance	1.1 et 1.2
Confiance, grave manque	8.4
Conflits d'intérêts	5.1 à 5.17
action contre un(e) ancien(ne)	
client(e)	5.13, 29
avocat(e) agissant en qualité d'arbitre	5.11
avocat(e) changeant de cabinet	29
avocat(e) en conflit d'intérêts	5.7
avocat(e) qui occupe des fonctions publiques	18.3 à 18.5
cabinet d'avocats et d'avocates	5.16
devoir envers la personne non représentée	5.14
emprunts à la clientèle	7(1)
fardeau de la preuve	5.17
fonds en fiducie	5.12
placement fait par un(e) client(e)	5.8 à 5.10
principes directeurs	5.1 à 5.3
responsabilité civile professionnelle	5.15
Conflits résultant d'un changement de cabinet	29
Conjoint de l'avocat(e) — emprunts à la clientèle	7.2
Connaissances	2.1 à 2.4
Conseil — approbation des juges qui reprennent	
l'exercice	
de la profession	15
Conseil — personnes radiées du Barreau	20
Conseils juridiques	
avocat(e) agissant comme	
médiateur/médiatrice	25.4 et 25.5
questions non juridiques	3.9

Conseils juridiques d'une personne indépendante	
conflit d'intérêts	5.9
emprunts à la clientèle	7.1 et 7.2
Conservation des dossiers	2.8l)
CONSERVATION DES BIENS DE LA	
CLIENTÈLE	6
Considérations déontologiques — activités	
étrangères	17.3
Consommation de stupéfiants	2.8o)
CONSULTATION	
erreurs et omissions (responsabilité)	3.10
malhonnêteté ou fraude de la clientèle	3.6 et 3.7
menace d'une poursuite criminelle	3.8
qualité des conseils	3.1 à 3.4
questions non juridiques	3.9
transaction ou règlement à l'amiable	3.5
Consultation — avocat(e) agissant comme	
médiateur/médiatrice	25
Contre-interrogatoire des témoins	10.15
Conversations, enregistrement	14.4
Correspondance professionnelle	13.4
voir aussi Lettres	14.5
Courtoisie — instance judiciaire	10.7
Critique	
des collègues	14.8
des tribunaux	11.5
DÉBOURS, HONORAIRES	
voir aussi HONORAIRES ET DÉBOURS	9.1 à 9.10
Déclaration d'impôt sur le revenu —	
délégation aux auxiliaires non juristes	16(2)c)
Défense — aveux de l'accusé(e)	10.11
DÉLÉGATION À DES AUXILIAIRES QUI	
NE SONT PAS JURISTES	16.1 à 16.4
délégation admissible	16(2)
délégation interdite	16.3
étudiant(e)s au Barreau	16.4
portée de la règle	16.1
Dépôts — délégation à des auxiliaires qui ne	
sont pas juristes	16.2
DÉSISTEMENT	8.1 à 8.12
abus de la procédure	10.3b)
avis	8.7
désistement facultatif	8.4
désistement obligatoire	8.3
devoirs à la suite du désistement	8.8 et 8.9
devoirs du (de la) nouvel(le) avocat(e)	8.11
dissolution d'un cabinet	8.12

instances criminelles	8.6
non-paiement des honoraires	8.5
privilège concernant les honoraires impayés	8.10
Devoirs à la suite du désistement	8.8
Devoirs du (de la) nouvel(le) avocat(e)	8.11
Difficultés financières de la clientèle	9.2
<b>DIRECTION DU STAGE ET STAGIAIRE</b>	24
Discipline — conduite devant le tribunal	10.7
Discrimination	28
<b>DISPONIBILITÉ DES SERVICES JURIDIQUES</b>	12
Dissimulation des faits à la clientèle	2.8k)
Dissolution d'un cabinet d'avocats et d'avocates	8.12
Divulgaration	
conduite de l'avocat(e)	4.12
conflit d'intérêts	5.4
devoir de l'avocat(e) de la poursuite	10.9
justifiée	4.10 à 4.12
rapports financiers	9.8
secret professionnel	4.3 à 4.12
Droit des sociétés et droit commercial	
— délégation à des auxiliaires qui ne	
sont pas juristes	16.2b)
Emploi — discrimination	28
Employé(e)s — partage des honoraires	9.7
<b>EMPRUNTS À LA CLIENTÈLE</b>	7
Engagements	14.6
instance judiciaire	10.8
Engagements financiers — devoir de les honorer	13.6
Entente relative à un recouvrement	
— abus de la procédure	10.4
Entrevues avec les témoins	10.14
Erreurs	2.8h)
	2.9
	3.10
Erreurs et omissions (responsabilité civile	
professionnelle)	3.10
qualité du service	2.8 à 2.10
réclamation — conflit d'intérêts	5.15
Régime d'assurance-responsabilité	13.6
Service — directeur/directrice des assurances	5.15
État civil — discrimination	28
Étudiant(e)s — partage des honoraires	9.7
Examen — réclamation	5.15 (3,4)
<b>EXERCICE NON AUTORISÉ</b>	19.1 à 19.3
Expérience	2.1 à 2.4
Expert(e)s du Barreau	5.15
Explications à la clientèle	2.8j)

Facturation de la clientèle	9
Fardeau de la preuve — conflit d'intérêts	5.17
Faute	2.3
erreurs et omissions (responsabilité civile professionnelle)	5.15
Faute lourde	2.9
Faute professionnelle — erreurs et omissions	2.8 à 2.10
	5.15
	13.6
FONCTIONS PUBLIQUES	18.1 à 18.8
voir aussi AVOCAT(E) QUI OCCUPE DES FONCTIONS PUBLIQUES	
Fonds d'indemnisation du Barreau	13.2
appropriation	9d)
conflits d'intérêts	5.12
emprunts à la clientèle	7.2
Formation permanente	2.5
Frais, avocat(e)-client(e)	9
Fraude	
abus de la procédure	10.2e)
clientèle	3.6 et 3.7
Greffier(ère) du tribunal — avis portant que l'avocat(e) n'agit plus dans l'affaire	8.6(iv)
Groupes d'intérêts spéciaux - rôle de l'avocat(e)	21.4
Harcèlement sexuel	27
Honoraires aléatoires	9.10
Honoraires convenables	9.1 à 9.3
Honoraires de renvoi	9.7
HONORAIRES ET DÉBOURS	9.1 à 9.10
approbation par l'avocat(e)	19.2
conflit	9.5
conséquences de la règle	9.9
honoraires convenables	9.1 à 9.3
honoraires occultes	9.8
honoraires impayés - privilèges	8.10
intérêts	9.6
liquidation	9.9
non-paiement	8.5
pacte de <i>quota litis</i> et honoraires aléatoires	9.10
partage des honoraires	9.7
pluralité de client(e)s	9.3
réduction	9.2
tarif d'honoraires	9.1f)
Honoraires occultes	9.8
Impartialité - abus de la procédure	10.2c)
Incapacité, le fait de s'y mettre sciemment	2.8o)

Incompétence, conséquences	2.9 et 2.10
Indemnisation, droit - erreurs et omissions (responsabilité civile professionnelle)	3.10
Information - clientèle	2.8a)
information, dissimulation	2.8k)
Inhabilité - avocat changement de cabinet	29(5)
Inhabilité - cabinet	29(4)
Instance civile - abus de la procédure	10.4
Instance criminelle	
abus de la procédure	10.2
avocat(e) qui témoigne	10.16
conduite	10
courtoisie	10.7
devoir de l'avocat(e) de la défense	10.10 et 10.11
devoir de l'avocat(e) de la poursuite	10.9
engagements	10.8
entente sur un plaidoyer de culpabilité	10.12
menace	3.8
procédés inacceptables	10.5
retrait de l'affaire au cours de l'instance judiciaire	8.6
témoins	10.14 à 10.16
transactions	10.6
Intégrité	1.1 à 1.3
Intérêt public - plaidoyer de culpabilité	10.12
Intérêts - comptes-client(e)s	9.6
Interrogatoire et contre-interrogatoire	10.15
Journalistes des médias	21.1
Juges à la retraite	15.1
JUGES QUI REPRENENT L'EXERCICE DE LA PROFESSION	15.1
JUSTICE, ADMINISTRATION voir aussi ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	11.1 à 11.6
Justice - avocat(e) engagé(e) comme procureur(e) de la poursuite	10.9
Lettres	
lettres de recouvrement	19.3
réponse	14.5
ton civilisé	13.4
Liquidateur/liquidatrice	9.9
Liquidation des honoraires	9.9
Liquidation des mémoires voir aussi HONORAIRES ET DÉBOURS	19.1
Litiges	
abus de la procédure	10.4



délégation à des auxiliaires qui ne sont pas juristes	16.2d)
instances judiciaires	10
pacte de <i>quota litis</i> et honoraires aléatoires	9.10
<i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> du Canada	
biens de la clientèle	6.6
emprunts à la clientèle	7(1)
<i>Loi sur le Barreau</i> - Règlements	
appropriation des fonds de la clientèle	9d)
biens de la clientèle	6.1
<i>Loi sur les procureurs</i>	
honoraires aléatoires	9.10
intérêts sur les comptes	9.6
liquidation	9.9
loyauté envers la clientèle	5.1
magnétophone, utilisation	14.4
maintien de la compétence	2.5
malhonnêteté - clientèle	2.1 à 2.10
manquement aux règles - devoir de le signaler	13.1
mauvais service à la clientèle	2.1 à 2.10
médecins - rapport médico-légal	26
média, rapports	21
MÉDIATEUR/MÉDIATRICE : AVOCAT(E)	25.1 à 25.5
mémoires	4.5
Mémoires, liquidations	
voir Liquidation des honoraires	
Menace d'une poursuite criminelle	3.8
Mesure disciplinaire - incompétence	2.9
Négligence	2.9
Négociations	3.5
NON-DISCRIMINATION	28
Non-divulgation	4.3 à 4.9
Non-juriste	
conduite à son égard	14.9
délégation	16
Non-paiement des honoraires	8.5
Normes	2.1 à 2.10
normes de perfection	2.9
Normes de conduite professionnelle, infractions	2.8 à 2.10
Notaires - partage des honoraires	9.7
Notes	2.8l)
Notoriété publique	4.8
Nouvel(le) avocat(e), devoirs	8.11
OBLIGATIONS ENTRE COLLÈGUES	14.1 à 14.9
OBLIGATIONS ENVERS LA PROFESSION	13.1 à 13.6
absence de discrimination	28
engagements financiers	13.6

Obligations fiduciaires	7(3) et 7.1
Obligations professionnelles - en général	13
Officier(ère) de justice - impartialité	10.2c)
Omissions	
voir Erreurs et omissions	
OPÉRATIONS HYPOTHÉCAIRES	23
Opinion	3.1 et 3.3
Opinion personnelle	
avocat(e) qui témoigne	10.16b)
dossiers de la clientèle	21(3)
Outrage au tribunal	10.7
Ouvrages littéraires écrits par l'avocat(e)	4.5
Parajuridique	
voir auxiliaires qui ne sont pas juristes	
Partage des honoraires	9.7
Participation à des événements communautaires	
contact avec les médias	21.2
Perfection, normes	2.9
Permission de se retirer - demande au tribunal	8.6
Personne non représentée, devoir	5.14
Personnel, délégation	16
Personnel de bureau et installations	2.8i)
PERSONNES RADIÉES DU BARREAU	20
Perte de confiance	8.4
Placement de la clientèle - intérêts de l'avocat(e)	5.8
Plaidoyer de culpabilité, entente	10.12
Plaintes - collègues	13.2
Prêts de la clientèle	7
Preuve	
admissibilité - abus de la procédure	10.2a)
communication avec les témoins	10.15
fausse - abus de la procédure	10.2c)
Privilège - biens de la clientèle	6.6
PROBITÉ	1
Procédure, abus	10.2
Procédure <i>ex-parte</i>	10.13
Procédure non contestée	10.13
Procédures contradictoires - rôle de l'avocat(e)	10.13
Procès impartial	10.9
Procureur(e) - frais facturés à la clientèle	9
Procureur(e) de la poursuite, avocat(e) engagé(e)	
en cette qualité	10.9
PROFESSION, OBLIGATIONS	13.1 à 13.6
voir aussi OBLIGATIONS ENVERS LA	
PROFESSION	
Propriétaires - partage des honoraires	9.7
PUBLICITÉ	12

Publicité des avocat(e)s	21.5
QUALITÉ DES SERVICES	2b), 2.1 à 2.10
voir aussi COMPÉTENCE ET QUALITÉ DES SERVICES	
Qualités professionnelles	2.1
<i>Quota litis</i> , pacte	9.10
Race - discrimination	28
Rapidité	2.7
Rapport au Barreau - infraction aux règles	13.1
Rapport du travail exécuté	2.8n)
Rapports de l'avocat(e) et du (de la) client(e)	
fin du mandat	8.1
garanties	19.1
manque de confiance	8.4
Rapports fiduciaires	
avocat(e) - client(e)	4.5
rapports financiers	9.8
RAPPORT MÉDICO-LÉGAL	26
Récompense financière	9.7
Rédaction d'actes translatifs de propriété - partage des honoraires	9.7
Rédaction de documents - délégation aux auxiliaires qui ne sont pas juristes	16.2
Règle - interrogatoire des témoins	10.15
Règlement à l'amiable	3.5
Règles de pratique - avocat(e) qui témoigne	10.16
Relations personnelles	
abus de la procédure	10.2c)
conjoint qui emprunte à un(e) client(e)	7.2
Rendez-vous, non-respect	2.8d)
Renseignements inexacts - abus de la procédure	10.2c) et f)
Renvoi à un(e) avocat(e)	5.6
Renvoi d'affaires	9.7
REPRÉSENTATION EN JUSTICE	10
abus de la procédure	10.2 à 10.4
avocat(e) qui témoigne	10.16
communication avec le/la témoin qui dépose	10.15
courtoisie	10.7
devoir de l'avocat(e) de la défense	10.10 et 10.11
engagements	10.8
entente sur un plaidoyer de culpabilité	10.12
interrogatoire des témoins	10.14
portée de la règle	10.1
procédés inacceptables	10.5
rôle dans les procédures contradictoires	10.13

transactions	10.6
Réputation de l'avocat(e) - incompétence	2.10
Responsabilité	
assurance à titre de garantie	19.1
dommages-intérêts	2.9
erreurs et omissions (responsabilité civile professionnelle)	3.10
	5.15
Responsabilité civile professionnelle	2.9
Retard	2.7
instance civile	10.5
Rétention, droit	6.5
Rétention pour honoraires impayés	8.10
Secret, devoir	4.4
SECRET PROFESSIONNEL	4.1 à 4.12
abus de la procédure	10.3
avocat(e) changeant de cabinet	29
biens de la clientèle	6.5
divulcation justifiée	4.10 et 4.11
droits de l'avocat(e)	4.12
fonctions publiques	18.8
principes directeurs	4.1 à 4.9
Secret professionnel de l'avocat(e)	4.2
Secret professionnel du (de la) procureur(e)	
- avocat(e) agissant comme médiateur/médiatrice	25.3
Sécurité des palais de justice	11.6
Service dispensé par des auxiliaires qui ne sont pas juristes	16
SERVICES, COMPÉTENCE ET QUALITÉ, voir aussi COMPÉTENCE ET QUALITÉ DES SERVICES	2
SERVICES, RETRAIT	8.1 à 8.12
voir aussi DÉSISTEMENT	
Services juridiques - tarifs réduits	9.2
Sexe- discrimination	28
Spécialiste d'une discipline non juridique	2.6
Surveillance par un(e) avocat(e)	16.3 et 16.4
Système de rappel - dossiers de l'avocat(e)	2.8m)
Témoins	
avocat(e) qui témoigne	10.16
communication avec le/la témoin qui dépose	10.15
entrevues	10.14
interrogatoire et contre-interrogatoire	10.15
témoignage	10.2f) à i)

Testaments, fiducies et successions - délégation à des auxiliaires qui ne sont pas juristes	16.2c)
Titres - recherche délégation à des auxiliaires qui ne sont pas juristes notes	16.2a) 2.8l)
Transactions	3.5 10.6 10.13
Tribunal induit en erreur	10.13
Tribunaux administratifs - conduite au cours de l'instance	10
Vie privée	1.2 et 1.3

